

Nouvelle histoire de la
Commune de Paris en 1871 :
d'après les documents les
plus authentiques et les plus
récents / par [...]

Montrevel, Ch de. Nouvelle histoire de la Commune de Paris en 1871 : d'après les documents les plus authentiques et les plus récents / par Ch. de Montrevel. 1885.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

Conseil de la Commune

NOUVELLE HISTOIRE

DE LA

COMMUNE DE PARIS

EN 1871

*D'après les documents les plus authentiques
et les plus récents,*

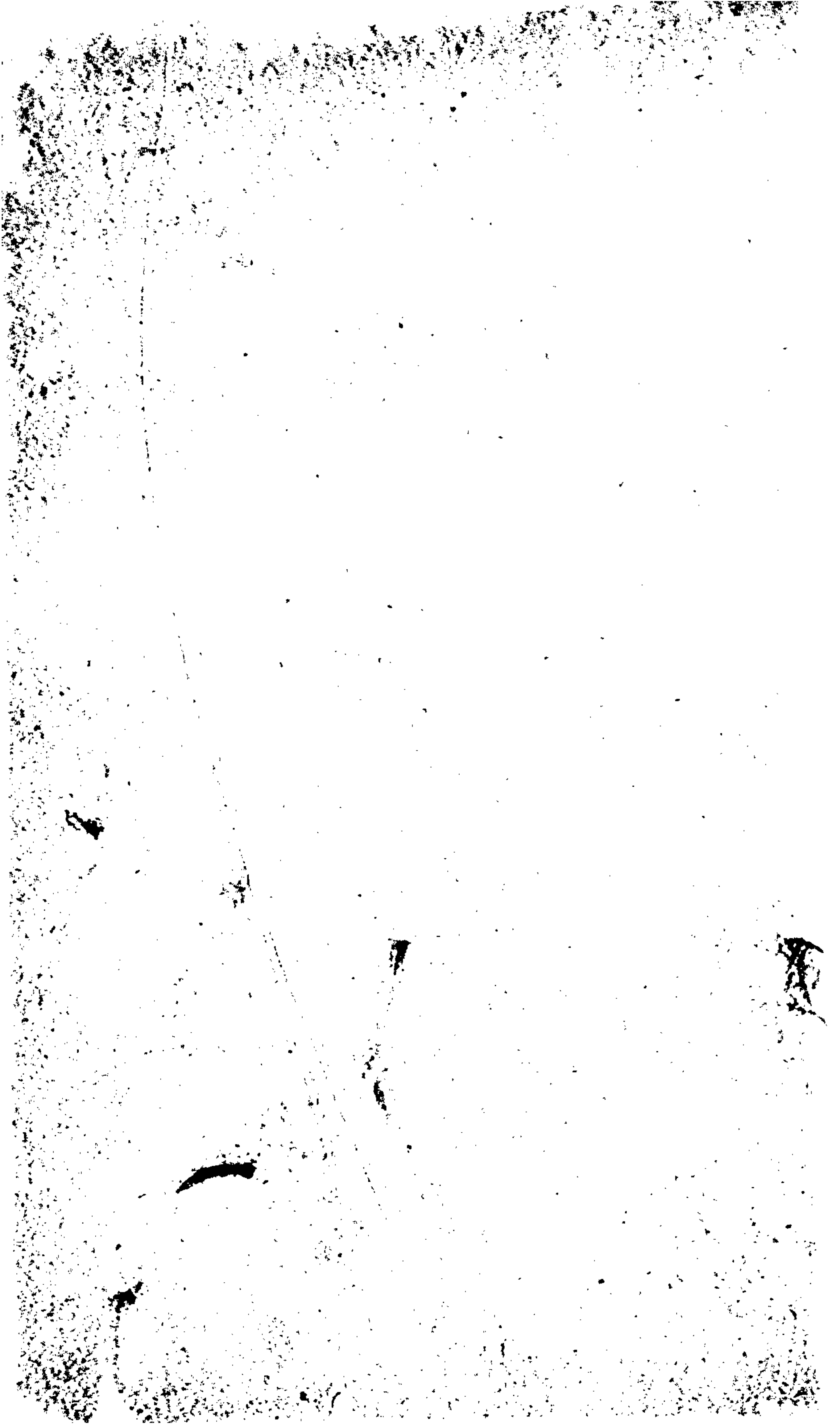
Par Ch. de MONTREVEL



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL

4, RUE DE MADAME, ET RUE DE RENNES, 50



NOUVELLE HISTOIRE
DE LA
COMMUNE DE PARIS
EN 1871

*D'après les documents les plus authentiques
et les plus récents.*

Lb 57
8936

144
NOUVELLE HISTOIRE

DE LA

COMMUNE DE PARIS

EN 1871

*D'après les documents les plus authentiques
et les plus récents,*

Par Ch. de MONTREVEL



PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL

4, RUE DE MADAME, ET RUE DE RENNES, 50

PRÉFACE



C'est parce qu'on a beaucoup écrit pour ou contre la Commune de Paris, que je viens à mon tour écrire quelque chose sur ce lugubre sujet. Après avoir confronté les auteurs de toute nuance et dépouillé avec soin tous les documents contradictoires, j'ai acquis la conviction que la plupart des écrivains qui ont raconté ce grand drame étaient trop près ou trop passionnés pour le bien juger.

Depuis dix ans, les premiers récits ont été modifiés par des redressements qui appartiennent désormais à l'histoire.

Les derniers travaux, s'appuyant sur des bases plus larges et des données plus justes, ont déjà éclairé une foule de points qui étaient restés dans l'ombre, mais ils sont trop considérables pour être mis entre les mains d'un public qui n'a guère le temps de lire ou de discuter, et aime à aller droit au but.

Les pages qui suivent sont un résumé simple, populaire, mais exact et véridique de ces événements trop vite oubliés.

En les offrant aux lecteurs occupés, nous voulons les mettre à même d'apprécier sainement et promptement une époque malheureuse dont le retour n'est pas tout à fait impossible. Nous voyons pénétrer peu à peu dans les masses et même appliquer déjà dans nos lois, une partie des idées que soutint la Commune; est-elle donc si loin de nous? Son état-major est reconstitué et au complet, il se flatte de faire mieux

PRÉFACE



C'est parce qu'on a beaucoup écrit pour ou contre la Commune de Paris, que je viens à mon tour écrire quelque chose sur ce lugubre sujet. Après avoir confronté les auteurs de toute nuance et dépouillé avec soin tous les documents contradictoires, j'ai acquis la conviction que la plupart des écrivains qui ont raconté ce grand drame étaient trop près ou trop passionnés pour le bien juger.

Depuis dix ans, les premiers récits ont été modifiés par des redressements qui appartiennent désormais à l'histoire.

Les derniers travaux, s'appuyant sur des bases plus larges et des données plus justes, ont déjà éclairé une foule de points qui étaient restés dans l'ombre, mais ils sont trop considérables pour être mis entre les mains d'un public qui n'a guère le temps de lire ou de discuter, et aime à aller droit au but.

Les pages qui suivent sont un résumé simple, populaire, mais exact et véridique de ces événements trop vite oubliés.

En les offrant aux lecteurs occupés, nous voulons les mettre à même d'apprécier sainement et promptement une époque malheureuse dont le retour n'est pas tout à fait impossible. Nous voyons pénétrer peu à peu dans les masses et même appliquer déjà dans nos lois, une partie des idées que soutint la Commune; est-elle donc si loin de nous? Son état-major est reconstitué et au complet, il se flatte de faire mieux

VI

la seconde fois qu'il n'a fait la première; il tiendrait certainement parole, et ce n'est pas le génie de nos hommes d'Etat actuels qui viendrait à bout de l'empêcher.

En mettant sous les yeux du lecteur le tableau fidèle de ce qui est arrivé en 1871, nous voudrions donner à tous les Français une idée juste de la situation, inspirer l'horreur de la démagogie et leur épargner la répétition de scènes qui présageraient la fin de la patrie.



NOUVELLE HISTOIRE

DE LA

COMMUNE DE PARIS EN 1871

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE

La plus formidable insurrection connue. — L'enquête et les témoins. — Les causes éloignées. — Les principes révolutionnaires, le soin exagéré des classes ouvrières. — Liberté d'association et de réunion. — L'Internationale. — Idées ouvrières. — Les sociétés secrètes. — Les engins meurtriers. — Complaisance coupable pour les émeutiers. — La capitulation de Paris. — Les élections du 8 février. — Le Comité central de la garde nationale. — Ses proclamations. — Pillage des armes. — Les officiers élus. — Les forces de l'insurrection. — L'armée démoralisée fraternise avec les insurgés.

L'événement politique le plus déplorablement triste du dix-neuvième siècle est, selon toute probabilité, celui qui sera connu dans l'histoire sous le nom de : *Commune de Paris*.

Cet épisode sanglant, succédant au siège de cinq mois soutenu contre les Allemands, fit certainement plus de mal aux Français et plus de

tort aux Parisiens que la guerre et le bombardement ne leur en avaient causés. Il serait difficile de le raconter sans être ému ; et pourtant, aujourd'hui qu'il est entré dans le domaine de l'histoire, il est plus facile d'être impartial qu'au lendemain de cette grande catastrophe nationale.

Nos assemblées délibérantes font peut-être faire trop d'enquêtes ; cependant nous ne saurions les blâmer d'avoir, par la loi du 16 juin 1871, institué une commission de 30 membres, chargés de rechercher les causes de la formidable insurrection du 18 mars. Grâce à cette enquête minutieuse, la lumière a été faite rapidement sur les causes et les effets de ce grand drame révolutionnaire, et c'est aux sources officielles que l'historien peut puiser ses renseignements.

Les dépositions des 63 témoins entendus fournissent les documents les plus complets et les plus sûrs, parce que ces témoins, occupant tous des positions élevées dans le gouvernement, la magistrature, l'armée et l'administration, résumaient les dépositions de 10.000 ou 20.000 témoins subalternes. Presque tous ont déclaré que les terribles événements de Paris avaient des causes éloignées et des causes prochaines.

Nous ne disons rien des causes éloignées, il suffit de les indiquer. Les principes mal compris de la grande Révolution de 1789 ont créé le grand courant des utopies socialistes qui est en train de ravager les nations, et qui sévit en France plus qu'ailleurs. La Commune fut une explosion

de passions contenues depuis plus de quarante ans.

Tout en paraissant maîtriser ces passions, l'Empire les avait flattées d'une manière déplorable. La prédominance des intérêts matériels, déjà fort sensible du temps de Louis-Philippe, avait achevé de corrompre les bourgeois, abaissé les consciences et préparé la désorganisation sociale. Les encouragements donnés par le régime impérial aux tendances socialistes et au groupement révolutionnaire des ouvriers devaient fatalement amener des catastrophes : l'état malheureux dans lequel se trouva la France au lendemain de la guerre et Paris après son premier siège hâta l'explosion ; mais elle était prévue par tous les bons esprits.

Bien avant de monter sur le trône, Napoléon III avait manifesté des tendances socialistes. On le voit dans ses écrits ; il voulait être le Messie des idées nouvelles. Louis-Philippe s'était occupé de la bourgeoisie, l'Empereur affecta de s'occuper des classes laborieuses. Ce fut pour elles qu'il embellit Paris et créa une foule d'institutions de prévoyance ou de secours dont elles lui surent assez peu de gré. C'est lui qui encouragea les associations ouvrières et même l'Internationale, croyant qu'elle se contenterait de guerroyer contre les patrons, sans faire de politique.

Il se trompait en ceci comme en bien d'autres choses, et les observations des gens plus clairvoyants que lui ne purent l'arrêter.

A l'Exposition de Londres (1862), les ouvriers français délégués n'eurent rien de plus pressé, en fraternisant avec les ouvriers anglais, que de jeter les fondements de cette association fameuse destinée à faire trembler les rois sur leurs trônes, en unissant les travailleurs de toutes les nations pour revendiquer les prétendus droits des classes ouvrières. Sous prétexte d'obéir au suffrage universel et d'améliorer le sort des prolétaires, l'Empire se livra peu à peu aux démagogues, leur fit des concessions, céda ses garanties en renonçant aux précautions traditionnelles dont les meneurs demandèrent le changement. A force de vouloir les grouper, on en fit une puissance formidable, et à Paris seulement on obtenait cette effrayante « collectivité » où l'on comptait 200.000 individus marchant comme un seul homme.

Après la liberté d'association vint la liberté de réunion. L'Empire avait permis à cette population incandescente, et déjà fort travaillé par la mauvaise presse, de se réunir pour entendre, dans les clubs, déclamer contre tout ce qu'il y a de respectable dans la société. La haine contre la religion, le renversement des institutions sociales, mariage, famille, propriété, patrie : tels étaient les thèmes obligés de ces réunions ; c'était une vraie frénésie. Les actes de 1871 ne furent que la traduction des discours tolérés en 1869.

Les cinq cents sociétés coopératives établies à Paris en 1866 n'avaient qu'un but commun : se

grouper pour amener une révolution. Leurs membres ne s'en cachaient guère. Un témoin qui avait vu de près les ouvriers et les meneurs auxquels ils obéissaient, dépose ainsi :

« Ils ne cherchent nullement à améliorer leur
« sort par le travail et l'économie. Ils ne rêvent
« que l'expropriation, à leur profit, des ateliers
« et des machines appartenant aux patrons riches
« qu'ils détestent. Je les ai toujours trouvés hai-
« neux, ennemis de toute supériorité et de toute
« autorité. Il leur fallait un bouleversement po-
« litique pour atteindre le nivellement social. Un
« moment ils ont cru, par la *coopération*, tra-
« vailler moins et gagner davantage ; quand ils
« ont vu qu'il fallait travailler autant et ne ga-
« gner guère plus, ils n'ont plus songé qu'à l'ex-
« propriation du bourgeois et à la suppression
« du capital. »

Ces associations ouvrières comptaient de 70 à 80.000 membres, réunis par le lien d'une fédération et célébrant les anniversaires significatifs du 14 juillet et du 21 janvier.

L'Internationale, proscrite en France dès 1868, s'unit à cette fédération puissante et ne tarda pas à la diriger, tout en paraissant se mettre sous sa protection. Dans les divers congrès tenus les années précédentes, les délégués ouvriers avaient condamné la société actuelle. Les événements les surprirent en septembre 1870, mais la révolution du 4 leur fit concevoir l'espérance de procéder bientôt à l'exécution de leurs décrets, et, dès le 6,

le conseil général de Londres adressait à tous ses correspondants de France l'ordre de se tenir prêts à faire la révolution sociale.

Le 28 septembre, on essaya de la faire à Lyon, mais la tentative échoua ; il fut convenu qu'on s'occuperait d'abord de la défense nationale. La liquidation viendrait ensuite.

En accordant la liberté de réunion, l'Empire avait cru diminuer le nombre des sociétés secrètes ; il comptait même les faire disparaître. Le contraire arriva : c'est surtout à partir de 1869 que les chefs révolutionnaires établirent ces sociétés. Les révolutionnaires bourgeois se rattachaient en général à Blanqui, dont un préfet de police évalue les adhérents à 50 ou 60.000 dans Paris. Miot, Tridon, Eudes, Flourens, Serizier et Sapia suivaient son drapeau. Félix Pyat, un des journalistes les plus dangereux de la démagogie, faisait bande à part et comptait moins de partisans ; il buvait depuis longtemps « à la balle » ronde et polie qui tuerait le chef ennemi. Delescluze, qui conspirait depuis vingt ans, était l'âme d'une autre société prête à faire cause commune avec l'Internationale, dont Blanqui aurait voulu devenir le chef. Divisés sur les moyens, ces hommes étaient au fond tous d'accord pour réclamer la liquidation sociale.

Ils s'y préparaient en appliquant les progrès de la science à la fabrication d'engins destructeurs. Après le 4 septembre, un décret autorisa le commerce des substances explosibles et la

fabrication des armes de toute espèce. L'occasion était belle et les sociétés n'eurent garde de la laisser échapper. Aussi voyons-nous les futurs chefs de la Commune cultiver avec soin cette nouvelle branche d'industrie. Sous prétexte d'exterminer les Prussiens lorsqu'ils oseront donner l'assaut ou s'engager dans les rues de Paris, les Communistes se livrent avec ardeur à la fabrication d'engins meurtriers. Le fameux Duval y emploie jusqu'aux boutons d'uniforme de la garde nationale. C'est le XVIII^e arrondissement (Montmartre), dont M. Clémenceau est le maire, qui fournit les quantités les plus considérables.

Après la tentative d'insurrection du 22 janvier 1871, le préfet de police, M. Cresson, frappé du danger social qui résultait de cette fabrication désordonnée, fit saisir 25.000 bombes Orsini et 6.000 tubes incendiaires. On avait emmagasiné ces sinistres engins jusque dans les caveaux du cimetière Montmartre; mais il y en avait encore 12.000 chez Lapye (1), fabriquant sous les ordres de M. Clémenceau, et un fondeur de Belleville en fit treize modèles différents. Beaucoup de ces pièces étaient chargées, il fallait des précautions extrêmes pour les transporter; on les fit éclater dans les puits de l'artillerie, à Vincennes.

La disparition de ces terribles instruments, dont chaque membre de la *Société des Saisons*

(1) Lapye avait été tué par une de ces bombes en octobre 1870.

devait avoir un exemplaire dans sa poche, diminua le danger ; mais les chefs restaient, et certains membres du gouvernement eurent pour eux des complaisances coupables. Quand la police avait éventé les complots et livré les artisans du désordre au parquet, celui-ci ne manquait pas de les relâcher sur l'injonction de quelque notabilité de la Défense nationale. La plupart des chefs de la Commune avaient été entre les mains de la justice civile et même de la justice militaire. Tous furent relâchés. M. Emmanuel Arago avait voulu à tout prix délivrer son ami Félix Pyat. Serizier, l'assassin des Dominicains, était condamné à mort : il fut sauvé par M. Jules Ferry. Ni les conseils de guerre, ni les cours martiales ne prononçaient de condamnations, ou bien elles n'étaient pas suivies d'effet. M. Ernest Picard ne fait pas difficulté de reconnaître que si les rigueurs de la loi eussent été appliquées à deux ou trois cents meneurs bien connus, les choses auraient pris une autre tournure. L'inexplicable faiblesse du gouvernement, avouée par tous les bons Français, blâmée par tous les étrangers, a donc été une des causes les plus actives du désordre qui s'ensuivit. D'origine essentiellement révolutionnaire, il ne sut que flatter la Révolution et recueillit ce qu'il avait semé.

Jusqu'ici, les témoins entendus dans l'enquête sont à peu près unanimes : ils cessent de l'être lorsqu'il faut apprécier ce qui se passa au lendemain de la capitulation de Paris. Après cinq mois

de souffrance et presque de famine, tous ceux qui pouvaient sortir de Paris avaient hâte de s'en éloigner et de respirer l'air de la campagne. Il partit aussi près de cent mille hommes des plus éclairés et des plus raisonnables de la garde nationale qui garda ses armes, tandis que l'armée régulière rendit les siennes et ne compta plus que 12.000 soldats pour maintenir l'ordre.

Les élections du 8 février furent mauvaises, et tandis que l'immense majorité de l'Assemblée nationale était conservatrice, les quarante-trois députés de Paris appartenaient, à peu d'exceptions près, aux opinions les plus avancées. Qu'il suffise de citer Louis Blanc, Félix Pyat, Delescluze, Malon, Millièrre, Rochefort, Razouat et autres chefs des sociétés secrètes. Ces hommes, en arrivant à Bordeaux, se trouvèrent comme noyés parmi les honnêtes gens que la France avait choisis pour relever ses affaires. Ils les tournèrent en ridicule, les désignant sous le nom de ruraux, et firent entendre aux Parisiens que ces ruraux les traiteraient sans pitié, et qu'en décrétant la dissolution de la garde nationale, on allait leur enlever la solde de 1 fr. 50 par jour, qu'ils touchaient sans être astreints à aucun travail, tandis que leurs femmes recevaient soixante-quinze centimes.

M. Jules Favre a été vivement blâmé d'avoir laissé les armes à la garde nationale, tandis qu'il les retirait aux troupes régulières. Pour le rendre responsable de cette dernière mesure, il aurait

fallu la permission de M. de Bismarck ; le chancelier de fer, qui avait sans doute des raisons pour cela, ne voulut rien entendre et exigea la reddition des armes. En les laissant aux gardes nationaux, il prévoyait l'usage qu'ils allaient en faire et se ménageait des auxiliaires précieux pour ses projets d'abaisser la France.

Le désarmement, à supposer qu'on l'eût permis, eût-il été possible ? Les uns ont dit oui, les autres non. Dans tous les cas chacun s'accorde à reconnaître qu'il eût été extrêmement difficile. Au mois de février 1871, on ne comptait pas moins de 477.000 individus nécessiteux et secourus par les municipalités ou l'Etat ; tout ce monde tenait fort à la conservation des cantines nationales où la nourriture ne lui coûtait presque rien. Les meneurs représentaient habilement que ce régime ne pourrait continuer, si on se soumettait à un gouvernement qui avait trahi l'héroïque capitale en la livrant aux Prussiens, et qui l'écraserait encore pour la livrer à la monarchie.

Dès le 3 février on lisait à Belleville des affiches demandant l'arrestation des membres du gouvernement, et le comité central de la garde nationale commençait à montrer son influence toute-puissante.

Qu'était-ce que ce comité central, et comment s'était-il constitué ?

Une grande obscurité règne sur son origine, et les dépositions des témoins ne concordent pas. Ce sont les idées de fédération émises par le

fameux révolutionnaire Proudhon qui paraissent avoir prévalu pour réunir les éléments d'opposition dispersés dans les comités particuliers; les meneurs voulurent rattacher les 260 bataillons de la garde nationale à un comité unique, dominant tous les autres.

C'était donner une tête à ce corps, une armée à la démagogie; on appelait cela « fédérer la garde nationale. » Dès le 21 février, dans une grande réunion tenue aux Vauxhall, la fédération était un fait accompli.

Le comité fit l'essai de sa puissance en publiant le jour même une proclamation ordonnant « qu'au premier signal de l'entrée des Prussiens à Paris, les gardes nationaux en armes se réunissent pour se porter contre l'ennemi envahisseur. » Il déclarait en terminant que dans la situation actuelle « la garde nationale ne reconnaissait plus d'autres chefs que ceux qu'elle se donnerait elle-même. »

C'était injurieux pour les chefs que lui avait donné le gouvernement.

Sous prétexte de célébrer le grand anniversaire du 24 février, le comité central convoqua ses bataillons au pied de la colonne de la Bastille. Pendant huit jours ce fut un défilé continu, des manifestations se renouvelant sans cesse au pied de la colonne dont le génie ailé tenait un drapeau rouge à la main droite, une couronne au bras et un crêpe noir sur la tête. La foule se préparait à la révolution, et, dès le 26 février,

pour se faire la main, elle jetait à l'eau, après lui avoir infligé mille tortures, un homme énergique, nommé Vicenzini, dont le seul tort était d'avoir exercé l'emploi d'inspecteur dans la police de Paris.

Les 114 bataillons fédérés avaient adopté à l'unanimité l'ordre de marcher contre les Prussiens lorsqu'ils entreraient à Paris. Au moment où les vainqueurs vinrent se promener jusqu'aux Tuileries, au Louvre, les fédérés se gardèrent bien de paraître; leur but était atteint. Ils avaient des canons et des armes, mais c'était pour les employer à la guerre civile. Les deux derniers jours de février furent marqués par des pillages d'armes et de canons dans les parcs d'artillerie et sur les remparts que les soldats ne pouvaient plus défendre. Les Parisiens faisaient semblant de croire que ces armes étaient nécessaires pour sauver la République menacée, ils s'attelaient volontiers aux canons que Duval accumulait à Montmartre pour en faire une place de guerre menaçant tout Paris.

Le Journal officiel protesta en vain contre l'intervention de ce pouvoir anonyme qui s'emparait indûment d'armes et de munitions de guerre.

Le comité central répondit le lendemain (4 mars) par une affiche déclarant qu'il avait été nommé dans une assemblée générale de délégués représentant plus de 200 bataillons; que sa mission consistait à constituer la fédération

républicaine de la garde nationale « afin qu'elle
« fût organisée de manière à protéger le pays
« mieux que n'avaient pu le faire jusqu'alors les
« armées permanentes, et à défendre par tous
« les moyens possibles la République menacée. »

Pour montrer qu'il n'était pas anonyme, le comité mettait bravement au bas de l'affiche le nom de vingt-cinq de ses membres. A part le nom de Prudhomme célébré par Henri Monnier, les vingt-quatre autres étaient tout à fait inconnus.

Le commandant en chef des gardes nationaux, général Clément Thomas, avait donné sa démission le 16 février. Le gouvernement voulut le remplacer le 4 mars par le général d'Aurelle de Paladines. Le vainqueur de Coulmiers n'était pas populaire, son autorité fut méconnue parce qu'il était monarchique et clérical, disaient les Parisiens; en réalité parce que le comité central ne voulait plus souffrir d'autorité que la sienne propre.

En dehors des gardes nationaux déjà en pleine insurrection, il y avait dans la ville environ 280.000 soldats désarmés et désœuvrés, attendant le moment de leur départ. Les mobiles de la Seine s'étant mutinés de bonne heure, ceux de l'Hérault les imitèrent. L'insubordination augmentant à vue d'œil, les soldats se démoralisaient au contact de la population, plusieurs acceptèrent du service dans les rangs des rebelles.

La signature des préliminaires de paix ayant permis d'élever la garnison de Paris à 40.000 hommes, le comité central s'en plaignit dans une proclamation du 10 mars, prétendant que Paris était suffisamment protégé par ses 300.000 gardes nationaux, et que le gouvernement voulait la guerre civile ; il suppliait les soldats, « enfants du peuple, de ne pas tirer sur le peuple. » Pour prouver son amour de la paix, le même comité central projetait d'enlever, ce jour-là, les canons rassemblés au Luxembourg, et refusait de livrer les canons entassés à Montmartre.

Le 11 mars, en vertu des pouvoirs que lui conférait l'état de siège, le général Vinoy suspendait six des journaux les plus exagérés. Cette mesure causa une nouvelle irritation même parmi les bourgeois, qui tremblèrent pour la liberté de la presse. Le comité central poursuivait son œuvre et faisait appliquer l'élection aux officiers de la garde nationale. C'est ainsi que le 11 mars on nommait chef de la XIV^e légion un jeune fabricant de mannequins, déserteur, âgé de vingt et un ans, qui se donna bientôt des grades et se fit appeler « le général Henry. »

L'Assemblée nationale avait bien raison de décider qu'elle n'irait point à Paris, où les émeutiers l'attendaient pour la supprimer. Elle devait se transporter à Versailles pour le 20 mars. Les Parisiens lui en firent un crime, elle manquait de confiance en eux. De tous les côtés, on élevait des barricades ; la troupe fraternisait

avec le peuple ; les garibaldiens licenciés accoururent au nombre de plusieurs milliers ; l'Internationale appelait des affiliés qui se firent passer pour Alsaciens ; et quand l'insurrection préparée de longue date éclata, voici le dénombrement des forces que le comité central pouvait mettre en ligne :

1.017 pièces d'artillerie de vingt-sept types différents, dont 723 furent employées dans les rues ;

285.000 fusils chassepot ;

190.000 fusils à tabatière ;

14.000 carabines à répétition.

Si elle n'avait que 449 chevaux, son infanterie de 20 légions et 254 bataillons lui permit de mettre en ligne 140 à 150.000 gardes nationaux commandés par plus de 7.000 officiers, et 28 corps francs, agissant à leur fantaisie, sous les noms les plus bizarres, et comptant 10.820 hommes commandés par 310 officiers.

La solde de cette troupe avait coûté plus de 120 millions pendant les cinq mois du premier siège.

Les hommes de guerre sont unanimes à reconnaître que c'était payer bien cher les services qu'elle avait rendus. Dans la semaine qui précéda le 18 mars, le général commandant d'Aurelle reçut chaque jour les démissions de 70 à 80 officiers qui se retiraient ; le comité central les remplaçait aussitôt par des fédérés choisis : l'émeute était déjà moralement maîtresse de la

capitale. Le 15 mars, quand le gouvernement crut pouvoir enlever les trente canons que Duval gardait sur la place des Vosges, il les trouva défendus par trois bataillons rebelles. Les troupes régulières durent plier, l'effet fut déplorable, et M. Thiers, voyant qu'on ne pouvait plus compter sur la garde nationale, résolut de faire enlever coûte que coûte les canons déposés à Montmartre.

CHAPITRE DEUXIÈME

SOMMAIRE

Enlèvement des canons de Montmartre. — Le 13 mars. —
Lutte impossible. — Lâcheté des conservateurs. — Défec-
tion des soldats. — Retraite du gouvernement et fuite à
Versailles. — Assassinat des généraux Clément Thomas
et Lecomte. — Arrestation de Chanzy. — Conquêtes de
Lullier. — Les fédérés maîtres partout. — Leurs préten-
tions. — Les maires de Paris sont joués. — La fusillade
du 22 mars montre le danger. — Les premiers généraux
de la fédération. — Le danger et le piège des élections. —
Les programmes du prolétariat. — Les élections du 23
mars. — Les élus. — Appel à la France. — Jules Favre
demande pardon à Dieu et aux hommes.

Avant d'opérer, M. Thiers voulut prendre les
Parisiens par les sentiments :

« Que les bons citoyens, disait-il, se séparent des
mauvais, qu'ils aident la force publique au lieu de
lui résister.

« Parisiens ! vous nous approuverez de recourir à la
force, car il faut à tout prix, et sans un jour de retard,
que l'ordre, condition de votre bien-être, renaisse
entier, immédiat, inaltérable. »

Les Parisiens firent la sourde oreille et
M. Thiers ne fut guère plus écouté que les mai

res et les citoyens bien intentionnés, qui avaient négocié la paix.

M. Picard s'adressa à la garde nationale en lui disant : « Si vous n'étouffez pas la sédition dans son germe, c'en est fait de la République et peut-être de la France. »

On comptait un peu sur trente bataillons conservateurs : ils fournirent environ dix hommes chacun quand on battit le rappel. Le reste eut peur et fut de l'avis des fédérés qui disaient : « Jamais nous ne livrerons nos canons ; ils sont la garantie de la République, de la liberté et de la solde quotidienne qui nous fait vivre. »

Ce fut dans ces conditions difficiles que l'on tenta l'enlèvement des canons de Montmartre, le 18 mars de grand matin. L'opération devait être longue, car il y avait 171 pièces réunies au sommet de la colline, enchevêtrées les unes dans les autres et quelquefois manquant d'avant-trains.

Un des témoins de l'enquête, le colonel du 88^e de ligne et le général Leflô ont déclaré que l'opération fut manquée par suite du retard des attelages. Le général Vinoy a protesté contre cette accusation ; ses mesures étaient bien prises, il croyait avoir une lutte sanglante à soutenir pour s'emparer des canons ; une fois maître de l'artillerie, on dominait la ville, et les pièces pourraient être descendues à loisir.

Rien de semblable n'arriva et il n'y eut pas de lutte, parce que les troupes ne voulurent pas se battre. Maîtresses de la situation, elles foulèrent

aux pieds le devoir et se laissèrent aller à la plus honteuse défection. Entourées d'une masse d'hommes, de femmes et d'enfants qui leur disaient : « Vous ne tirerez pas sur le peuple, « nous sommes vos frères, nous voulons la paix, « on vous trompe; vive la ligne ! » les troupes fraternisèrent ; on les fit boire ; le 88^e mit la crosse en l'air aux buttes Montmartre. Il en fut de même à peu près partout, et les soldats français allaient payer cher ce moment de faiblesse.

Duval faisait tirer le canon d'alarme à la mairie du XIII^e arrondissement ; les fédérés construisaient des barricades ; des soldats isolés ou en groupes tiraient sur les officiers qu'ils voyaient passer ; on désarmait les postes, et vers dix heures du matin l'opération n'était pas seulement manquée, la cause de l'ordre était perdue, et les insurgés mêlés aux soldats parcouraient la ville en triomphe et s'avançaient menaçants.

Il fallait que la situation fût bien mauvaise pour que le chef de l'Etat en vint à prendre une mesure aussi grave que celle de l'abandon de Paris. La facilité avec laquelle les soldats se laissaient désarmer et passaient à l'ennemi lui montra qu'il ne fallait plus rien attendre d'eux. « Il est clair, dit-il au général Vinoy, que nos « troupes vont être submergées dans cette foule. « Tirons-les du chaos où elles sont plongées, faites-les « revenir sur la rive gauche de la Seine. »

Les ministres firent des objections : ils parlèrent encore des honnêtes gens, des bons gardes

nationaux, de l'honneur parisien, garanti à M. de Bismarck par Jules Favre. On battit de nouveau le rappel, espérant réunir 20.000 gardes nationaux pour les joindre aux troupes fidèles. Il s'en présenta cinq ou six cents; les autres fraternisaient avec les fédérés, et les bataillons insurgés descendus des hauteurs avaient franchi la Seine, ils entouraient l'hôtel de ville et étaient maîtres de la barrière d'Enfer.

Dans ce désarroi général, on oublia bien des choses; mais l'ordre du chef de l'Etat prévalut, toutes les troupes encore fidèles reçurent l'ordre d'évacuer Paris et même les forts rendus depuis huit jours par les Prussiens. On ne songea qu'à couvrir et Versailles et l'Assemblée nationale qui devait s'y réunir deux jours après. La précipitation fut telle que le soir tous les ministères étaient évacués, tous les chefs d'administration dirigés sur Versailles.

Vers l'heure où M. Thiers sortait de Paris un drame sanglant donna la mesure des cruautés dont les émeutiers seraient capables. Abandonné lâchement par ses troupes, le général Lecomte, qui commandait les deux bataillons chargés le matin d'enlever la position de Montmartre, se trouva prisonnier des insurgés, avec deux ou trois de ses officiers. Enfermé dans une maison de la rue des Rosiers, il y fut insulté par un caporal du 3^e chasseurs, un soldat du 88^e et deux mobiles dont l'un, lui mettant le poing sur la figure, lui dit : « Tu m'as donné une fois

« trente jours de prison ; c'est moi qui te tirerai le premier coup de fusil. »

Bientôt on amena dans la même maison un vieillard à barbe blanche : c'était le général Clément Thomas, commandant de la première armée pendant le siège et chef suprême de la garde nationale jusqu'au 16 février. Il avait été reconnu non loin de la butte et amené comme « prisonnier du peuple. »

Les états de service des deux généraux étaient bien différents. L'un, soldat de Crimée et d'Afrique, avait gagné tous ses grades à la pointe de l'épée ; l'autre, ancien sous-officier de cuirassiers, républicain ardent, n'était arrivé au généralat des gardes nationales de la Seine que par la politique ; leur carrière fut différente, mais leur fin allait être la même parce qu'ils représentaient l'autorité. Clément Thomas n'avait-il pas traité avec une juste sévérité pendant le siège un bataillon de Belleville aussi vantard qu'indiscipliné ? C'était un crime irrémissible, les clubs avaient signalé son auteur à la vengeance du peuple.

On attendait le comité central qui devait, disait-on, juger ces grands coupables. Le comité n'arrivait pas. En attendant, une foule délirante et furieuse entourait la maison, demandant la mort des prisonniers. Un homme à chemise rouge, officier garibaldien, réclame le jugement par une cour martiale ; la foule ne veut rien entendre, la plèbe et les femmes redoublent de

sureur, tous les efforts sont vains. Clément Thomas le premier est pris au collet, poussé contre un mur où il tombe à la suite de douze coups de fusil tirés l'un après l'autre et en criant : *lâches, lâches!* à ses bourreaux. Un instant après, le général Lecomte eut le même sort : il fut assassiné, comme le vieux chef républicain, par des soldats.

Le surlendemain, le comité central, tout en qualifiant ces actes de « déplorables », dit qu'ils avaient été accomplis en vertu des lois de la guerre, et que le général Lecomte ayant commandé de charger le peuple inoffensif, et Clément Thomas ayant levé le plan des barricades, ne devaient s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur triste fin.

Ce premier épisode nous montre de quoi la prétendue justice du peuple sera bientôt capable. Le général Chanzy, qui arrivait par hasard de Tours à ce moment, fut arrêté à la gare avec un autre officier supérieur ; traité d'une manière indigne, le héros de la Loire fut jeté dans un cachot et obtint à grand'peine sa délivrance ; la prison lui sauva la vie.

Le départ précipité de l'armée et de toutes les administrations laissait Paris dans le plus singulier état. Les insurgés, loin de s'attendre à pareil succès, furent d'abord embarrassés du pouvoir qu'on leur abandonnait. Craignant d'être surpris, ils avancèrent avec précaution ; mais la victoire devenait facile, car nulle part ils ne

rencontrèrent de résistance. Charles Lullier, ancien officier de marine, membre du comité central, connu pour son exaltation, rassembla les bataillons fédérés, et, dans la nuit du 18 au 19, il fit occuper militairement les ministères, l'hôtel de ville, la préfecture de police, dont plusieurs intéressés se mirent à brûler les dossiers. Il n'oublia pas les portes de Paris et les bureaux du *Journal officiel* dont il saisit les presses et les articles tout composés, en sorte que, le 20 mars, les badauds pouvaient croire qu'il n'y avait rien de changé, car le *Journal officiel* de la Commune paraissait dans les mêmes formes qu'auparavant, et le *Journal officiel* de Versailles était obligé d'en prévenir le public. Le public aurait pu s'y tromper. Le lendemain, Lullier prenait possession des forts, à l'exception du Mont-Valérien qui sembla oublié des deux partis, mais resta pourtant au pouvoir de l'armée régulière. C'était la plus solide défense de Versailles.

Tout ceci s'était accompli dans l'espace de vingt-quatre heures, et la province ne savait rien. M. Thiers envoya cette dépêche qui fut affichée partout :

« Le gouvernement tout entier est réuni à Versailles, l'Assemblée s'y réunit également. L'armée, au nombre de 40.000 hommes, s'y est concentrée en bon ordre sous le commandement du général Vinoy. Toutes les autorités civiles et militaires n'exécuteront d'autres ordres que ceux du gouvernement légal

résidant à Versailles sous peine d'être considérées en état de forfaiture. »

A cette circulaire, le comité central répondit par un déluge de proclamations et de décrets célébrant la grande victoire du peuple et de la vraie République, remerciant les soldats qui avaient fraternisé, convoquant les électeurs pour le mercredi 22 mars à l'effet de nommer un conseil communal à raison d'un membre pour 20.000 habitants. Tout en blâmant la maladresse du gouvernement déchu, les vainqueurs lui reprochaient amèrement d'avoir coupé les communications avec la province, crime dont les monarchistes seuls étaient capables. N'avaient-ils pas envoyé à Paris de nombreux repris de justice pour commettre des attentats contre les propriétés et en charger les républicains ? Le fondeur Duval, délégué à la préfecture de police, afficha même un placard chargé d'apprendre aux Parisiens ce que Paris voulait :

« Paris, depuis le 18 mars, n'a d'autre gouvernement que celui du peuple, c'est le meilleur. Paris est devenu ville libre, sa puissante centralisation n'existe plus.

« Or Paris demande :

« 1^o L'élection de la mairie de Paris ;

« 2^o L'élection des maires, adjoints et conseillers municipaux des vingt arrondissements ;

« 3^o L'élection de tous les chefs de la garde nationale, depuis le premier jusqu'au dernier.

« 4^o Paris n'a nullement l'intention de se séparer du reste de la France, loin de là. »

Ces revendications paraissaient assez modestes ; cependant, le fait de convoquer les électeurs pour le 22 mars semblait attenter au droit souverain, et trente des principaux journaux de Paris protestèrent, regardant cette convocation comme nulle et engageant les électeurs à n'en tenir aucun compte.

Le comité répondit à cette protestation en adjurant les électeurs de se rassembler au jour indiqué, et de voter « pour des républicains socialistes connus, dévoués, intelligents, probes et courageux. C'était le seul moyen d'assurer non seulement le salut de la capitale et de la République, mais encore celui de toute la France. Si l'électeur parisien, qui tenait son sort entre ses mains, votait suivant les conseils du comité, il était sauvé ; s'il votait pour des réactionnaires, il était perdu. »

Tout en annonçant qu'il respecterait la liberté de la presse et toutes les autres libertés, le comité central fit entendre aux journalistes qu'il n'était pas d'humeur à supporter leurs observations. Il le leur montra quelques jours plus tard.

Cependant, malgré ses proclamations emphatiques, le comité central était assez embarrassé, parce qu'il n'avait pas d'argent ; il fit demander un million à la Banque de France qui promit d'en délibérer. D'un autre côté, les bourgeois qui avaient applaudi aux premiers mouvements commençaient à voir l'abîme dans lequel ils

étaient tombés et firent des démarches pour amener la conciliation entre les Parisiens et le gouvernement. Les maires de plusieurs arrondissements se réunirent, ils envoyèrent à Versailles une députation qui parut assez singulière, firent des appels au peuple dont on ne tint guère compte. Les élections furent pourtant remises au 26, et quand ils crurent aller prendre possession de l'hôtel de ville, le comité central les éconduisit en déclarant qu'il avait changé d'idée et que c'était lui, comité, qui allait envoyer ses délégués prendre possession de leurs maires. Le comité avait reçu son premier million réquisitionné à la Banque, il savait le moyen de se procurer de l'argent, et se moquait de MM. Tolain et Tirard qui voulaient jouer au modéré.

Le peuple, qui n'avait point voulu du fougueux député Langlois pour commander la garde nationale, ne s'accommoda pas mieux de l'amiral Saisset, investi du commandement, parce que quelques gardes nationaux l'avaient acclamé sur le boulevard. Il eut beau promettre la paie de 1 fr. 50 aux gardes nationaux et à leurs femmes, il était trop tard ; son appel au patriotisme et au bon sens des Parisiens trouva peu d'écho, et la catastrophe du 23 mars fut la réponse à ses avances.

Les amis de l'ordre avaient projeté une grande manifestation. Bien que l'amiral Saisset n'en attendit rien de bon et l'eût désapprouvée la

veille, il voulut cependant juger de l'effet qu'elle produirait, et, revêtu d'habits civils, il se mêla à cette foule sans armes, précédé d'un drapeau tricolore, et comptant trois ou quatre mille manifestants pris dans toutes les classes de la société. Cette masse affirmait ses intentions pacifiques en criant : *Vive la paix ! vive l'ordre ! vive l'Assemblée !* Elle se dirigeait vers la place Vendôme et était dans la rue de la Paix, quand les fédérés commandés par Bergeret l'accueillirent à coups de fusil, après un roulement de tambour qui servit de sommation. Il y eut treize tués et des blessés en proportion. Une panique générale s'ensuivit, et le parti de l'ordre dut conclure qu'il n'y avait rien à espérer et que la force seule pourrait triompher d'une insurrection sauvage qui s'affirmait en déclarant que Bergeret et ses trois bataillons (80^e, 176^e et 215^e) avaient bien mérité de la patrie.

Ce général, qui débutait si bien, était un commis voyageur. On lui adjoignait, en qualité de commandants militaires de Paris, l'ancien sous-lieutenant de cavalerie Brunel, esprit faux, aigri, qui se porta aux dernières extrémités. Un jeune ouvrier fondeur et marchand de pantoufles fort intelligent, nommé Duval, et un étudiant pharmacien, nommé Eudes, remarquable par sa longue et épaisse chevelure, partagèrent le même honneur.

Malgré les incidents de la place Vendôme, les maires et députés de Paris croyaient encore au

bon sens du peuple et à l'efficacité des élections pour sauver la patrie. On vit paraître le 25 mars une proclamation signée tout à la fois des maires, adjoints, députés, et du comité central, invitant les citoyens à voter pour faire cesser la guerre civile. Il fallait être bien naïf pour croire qu'au point où étaient les choses, les élections pourraient porter remède au mal. Le seul résultat qu'elles pouvaient produire était de donner à la révolte de Paris la sanction de la légalité. Le général Cremer, dans sa déposition, appuie sur cette idée et dit : « La révolte n'était rien, les élections lui ont donné un corps avec une apparence de légalité qui a trompé la multitude. » Avant ces élections, les meneurs du comité central n'avaient d'autorité que celle qu'ils prenaient. Après le scrutin, ils ne manquèrent pas de dire : « Le peuple a parlé » ; aussi se montrèrent-ils beaucoup plus hardis quand les Parisiens eurent donné dans le piège. Ils ne négligèrent rien pour les amener à presser cette élection dont les gens honnêtes comprenaient bien le danger, et l'accord entre les maires et le comité central s'était fait d'une singulière façon.

Pour forcer le consentement de la municipalité du I^{er} arrondissement « le général Brunel » avait braqué ses canons et ses mitrailleuses devant la porte de la mairie du II^e arrondissement où les maires étaient en permanence depuis plusieurs jours ; il obtint le même succès. Au

fond, et tout en étant plus honnêtes que les fédérés, bon nombre de ces maires et députés ne cachaient pas leur antipathie pour l'Assemblée de Versailles composée, selon eux, « de ruraux monarchistes, ultramontains et réactionnaires. » Les noms les plus connus parmi ces signataires sont ceux de Adam, Méline, Brelay, Vautrain, Mottu, Clémenceau, Floquet, Tolain, Lokroy et Schœlcher.

La foule accueillit la nouvelle de cet accord par une explosion d'allégresse, qui découragea profondément les défenseurs de l'ordre, et si l'amiral Saisset fit encore afficher diverses proclamations annonçant les mesures conciliantes, le comité central, sous prétexte de ne plus pouvoir porter le fardeau qui lui était imposé, obtint des maires que les élections auraient lieu le lendemain 26 mars.

Ce même jour 25 mars, le comité publiait une lettre de son délégué Amouroux, annonçant que la révolution était faite à Lyon et que la garde nationale était fédérée. La nouvelle était fausse, mais elle surexcita les Parisiens : ils crurent que toutes les villes de France allaient imiter Paris.

L'Internationale ne négligeait sans doute rien pour arriver à ce résultat et les comités révolutionnaires des grandes villes obtinrent assez peu de succès devant le bon sens des populations. Il n'en fut pas de même à Paris, où l'on répandait à profusion le programme du nouveau gouvernement, expliquant que la révolution de 1789 avait

été le triomphe de la bourgeoisie, mais que celle de 1871 était l'émancipation du prolétariat, la glorification de l'ouvrier jusque-là méconnu et exploité par les classes dirigeantes.

« L'indépendance de la Commune, disait ce manifeste, est le gage d'un contrat dont les causes librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale... En votant, le peuple de Paris posera les premières bases du nouvel ordre de choses qui doit remplacer la société usée et décrépite mise à mort le 18 mars. »

Voici ce qu'on lui promet :

« l'organisation du crédit, de l'échange, de l'association, afin d'assurer au travailleur la valeur intégrale de son travail; l'instruction laïque, gratuite et intégrale; le droit de réunion et d'association; la liberté absolue de la presse, celle des citoyens; l'organisation au point de vue municipal des services de la police, de la force armée, de l'hygiène, de la statistique, etc...

« Le peuple de Paris..... affirmera son droit supérieur à celui d'une assemblée de rester maître dans sa ville et de constituer, comme il lui convient, sa représentation municipale, sans prétendre l'imposer aux autres.

« Le prolétariat a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit absolu de prendre en mains ses destinées et de s'emparer du pouvoir. »

Venaient ensuite :

« ... les réformes à faire de suite : autonomie de la garde nationale, suppression des armées permanentes, suppression du budget des cultes, des théâtres et de la presse, enquête pour arriver à la liquidation sociale et amiable, estimation du salariat et de

**l'horrible paupérisme « afin d'éviter à jamais le retour
« des revendications sanglantes et des guerres civiles
« qui en sont les conséquences fatales. »**

Le manifeste se terminait ainsi :

« Tel est le mandat que nous donnons et que nous demandons, citoyens, de donner à vos élus. S'ils le remplissent comme ils le doivent, avec intelligence et fidélité, Paris sera devenu, par la révolution radieuse et fraternelle du 18 mars, la cité la plus libre et la plus heureuse de toutes les villes, et non pas seulement la capitale de la France, mais la capitale du monde. C'est à vous, citoyens, à consommer pacifiquement, avec la fierté et le calme de la souveraineté, l'acte qui sera peut-être le plus grand que doive voir le siècle et qu'aura vu l'histoire, en allant déposer dans l'urne le bulletin de vote qui affirmera votre capacité, votre idée, votre force. »

229.000 votants, sur plus de 400.000 électeurs inscrits, obéirent à la convocation faite pour le 26 mars et jetèrent dans les urnes, de huit heures du matin à minuit, le nom des 91 municipaux devant représenter la Commune de Paris.

Les écrivains conservateurs n'ont pas manqué de célébrer l'abstention considérable de cette journée comme une preuve des répugnances et des bons sentiments de l'immense majorité. Au fond, cette abstention importait peu, et les révolutionnaires s'en souciaient médiocrement. On eut tort de se moquer des membres élus seulement par deux mille suffrages et par le huitième des électeurs inscrits, puisque leur autorité devait être aussi grande que s'ils eussent obtenu l'unani-

mité. Ce furent même les meilleurs arrondissements qui nommèrent les plus farouches communalards, et Raoul Rigault représentait le quartier qui avait fourni « le bataillon des marguilliers » pendant le siège. On en pourrait conclure que les honnêtes gens eurent, comme toujours, le tort de ne pas se montrer ; ils devaient payer chèrement leur abstention.

Il faut dire à leur décharge que le comité central était prêt, il avait ses candidats, tandis que les modérés n'avaient personne à leur opposer. Aussi le vote se fit avec beaucoup d'ensemble et avec des majorités surpassant en général celles des conseillers municipaux que les Parisiens ont nommés en 1881.

Parmi les élus, on retrouvait d'abord presque tous les membres du comité central qui avait dirigé le mouvement ; le reste se composait des orateurs de clubs et des personnages les plus avancés du socialisme. Un certain nombre de propriétaires et de médecins nommés par les modérés, ayant voulu à toute force lutter contre le courant qui emportait les Parisiens, ne tardèrent pas à donner leur démission quand ils eurent vu de près les tendances de leurs collègues. Quand les élections supplémentaires eurent mis le collège communal au complet, on put compter dans cette singulière assemblée de législateurs :

Sept commis comptables : Andrieu, Dupont, Ferré, Jourde, Mortier, Puget, Verdure.

Dix journalistes : Arnould, Brunel, Cournet, Delescluze, Lefrançais, Grousset, Félix Pyat, Vallès, Vermorel, Vésinier.

Trois commis-voyageurs : Bergeret, Gérardin, Malon.

Quatre peintres : Billioray, Courbet, Gérardin, E. Martelet.

Sept ouvriers bronziers, orfèvres : Chalain, Champy, Decamps, Duval, Frankel, Langevin, Theiz, et le chaudronnier Chardon.

Trois relieurs et maroquiniers : Clémence, Varlin et Casse.

Cinq ouvriers sur bois : Demay, Lonclas, Serraille, Géresme, Pindy, et le vannier Dupont.

Cinq cordonniers : Clément, L. Dereure, Durand, Ledroit, Trinquet.

La parfumerie, les vernis et la teinture étaient représentés par Babik, Ranvier, Viard et Clément.

Les classes lettrées comptaient pour délégués deux avocats : Protot et Tridon ; trois médecins : Parisel, Pillot et Rastoul ; deux pharmaciens : Eudes et Miot ; les professeurs Longuet et Urbain ; l'ingénieur civil Vaillant ; l'étudiant Rigault et le clerc d'avoué Léo Meillet.

Deux ouvriers mécaniciens : Assi et Avrial ; le corsetier Sicard, l'ex-juge Gambon, l'ex-officier Cluseret et le vieux rentier Beslay complétaient la collection.

Au point de vue moral, ce personnel laissait à désirer ; plusieurs membres avaient eu maille à

partir avec la justice, d'autres étaient atteints de monomanie ou d'exaltation frisant de près la folie.

L'état-major du comité central et des chefs principaux qui, sans faire partie de la Commune, jouèrent un rôle actif dans ce drame sanglant, n'était guère mieux composé, et ce n'était vraiment pas la peine de verser autant de sang qu'on en versa pour sceller cette facile conquête des Parisiens sur les ruraux.

Les affiliés se voyant maîtres de Paris avaient, dès le lendemain de leur victoire, invité toutes les communes de France à imiter la grande ville, en leur vantant les avantages du régime communal. Cette Déclaration au peuple français, pour réfuter toutes les calomnies et faire connaître à la nation « le caractère du mouvement du « 18 mars, inconnu, incompris et calomnié par « les hommes politiques qui siègent à Versailles », annonçait que Paris, travaillant et souffrant pour la France entière dont il prépare la régénération, la gloire et la prospérité, demande, avec la consolidation de la République, *l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France.*

Après avoir déterminé les droits de la Commune qui peuvent aller jusqu'à *universaliser* le pouvoir et la propriété dans certains cas, le manifeste concluait nettement :

« Le 18 mars inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique. C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des privilèges, des monopoles, auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres. Que cette chère et grande patrie, trompée par les mensonges et les calomnies, se rassure donc ! La lutte engagée entre Paris et Versailles est de celles qui ne peuvent se terminer par des compromis illusoires. L'issue ne saurait en être douteuse. La victoire, poursuivie avec une indomptable énergie par la garde nationale, restera à l'idée et au droit. Nous en appelons à la France. Qu'elle soit notre alliée dans ce combat qui ne peut finir que par le triomphe de l'idée communale ou *par la ruine de Paris.* »

Cet appel nous montre d'une manière nette le plan de l'Internationale qui l'a rédigé. Offrir la liberté aux 37.000 communes de France et réunir ces 37.000 petites républiques par le lien de la fédération, pour entraîner ensuite l'Europe dans une fédération universelle rendant la classe ouvrière partout dominante : tel était le but de cet alléchant programme.

Les lettrés du parti faisaient de magnifiques promesses qui devaient se réaliser à brève échéance.

« Qu'ils réussissent seulement, le parasitisme ou la vie oisive aura disparu ; il n'existera que des travailleurs dans toutes les branches de l'activité humaine. Par le fait de l'abolition du capital, le salariat se trouve aboli, la propriété est universalisée, c'est-à-dire mise en commun ; l'argent et le crédit sont mis à

la portée de tous les travailleurs; le mariage est remplacé par l'union libre; plus de cultes reconnus, plus d'armée, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, plus de monopoles ni de juges prévaricateurs, plus de désordres sur la terre. Gloire à la Commune qui aura régénéré le monde ! »

La meilleure manière de démontrer ce qu'il y avait de faux dans ce brillant programme est d'exposer l'application qu'en firent les élus de la nouvelle Commune. M. Jules Favre, qui eut tant de confessions à faire sur la fin de sa vie, fit celle-ci au moment où le comité central lançait son programme à la France :

« Si un reproche peut nous être adressé, dit-il devant l'Assemblée nationale, c'est celui d'une excessive mollesse pendant le siège. Je me suis trompé en conservant les armes à la garde nationale. J'en demande pardon à Dieu et aux hommes. »

CHAPITRE TROISIÈME

SOMMAIRE

La proclamation de la Commune. — Ses premiers actes. — Promesses magnifiques. — Préparatifs militaires. — Position des partis. — Neutralité des Allemands. — La marche sur Versailles et la grande sortie du 2 avril. — Le Gouvernement mis hors la loi. — Décret sur les cultes. — Aspect de l'armée fédérée. — Le Mont-Valérien, — La déroute. — Flourens et Duval. — Eudes et Bergeret. — L'armée reste maîtresse des hauteurs. — On pourra compter sur elle. — Fureur des fédérés. — Les représailles. — Décret sur les otages. — Raoul Rigault, Théophile Ferré, Gabriel Ranvier.

Le comité central affecta de proclamer les résultats du vote avec grande solennité, le lundi 28 mars, à quatre heures du soir. Le citoyen Assi, ouvrier, grand émeutier du Creusot, placé dans un fauteuil superbe, entouré de ses collègues, ombragé par des draperies rouges à crépine d'or, présidait la séance. Tous les bataillons fédérés précédés de leur drapeau rouge vinrent se ranger sur la place de l'hôtel de ville et aux environs, puis défilèrent devant l'estrade du comité, en acclamant leurs maîtres et présentant les armes. La Commune de Paris se regarda dès

lors comme le gouvernement le plus légitime qu'il y eût au monde. Il se présentait bien quelques difficultés électorales, mais ces difficultés furent vite tranchées par les jurisconsultes du nouveau pouvoir. Toutes les élections faites furent déclarées d'urgence, bonnes et valables après la lecture du rapport, et les scrupules se trouvèrent ainsi levés. Les étrangers étaient validés comme représentant la République universelle.

Les élus tinrent leur première séance le mercredi 29 mars et se mirent de suite à faire acte de gouvernement. Après en avoir appelé à la France et au monde contre les menées « exécrables » des monarchistes qui veulent la guerre civile, ils disent aux électeurs :

« Citoyens,

« Vous venez de vous donner des institutions qui défient toutes les tentatives. Vous êtes maîtres de vos destinées. Forte de votre appui, la représentation que vous venez d'établir va réparer les désastres causés par le pouvoir déchu. L'industrie compromise, le travail suspendu, les transactions commerciales paralysées vont recevoir une impulsion vigoureuse.

« Décrète :

« Remise générale est faite aux locataires des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871. Toutes les sommes payées par les locataires pendant ces neuf mois seront imputables sur les termes à venir. »

Si les locataires de mauvaise foi furent con-

tents, il n'en était pas de même des propriétaires; l'universalisation de la propriété commençait. Un décret du même jour abolit la conscription pour appeler aux armes tous les hommes valides; un autre déclara nuls et non avenue tous les ordres émanant de Versailles et révoqua tout employé ou fonctionnaire qui s'y soumettrait.

Comme on supprimait les ministres, les membres de la Commune se partagèrent les soucis du gouvernement en les attribuant à dix commissions qui prirent les noms suivants :

- 1^o Commission exécutive ;
- 2^o Commission militaire ;
- 3^o Commission des subsistances ;
- 4^o Des finances ;
- 5^o De la justice ;
- 6^o De la sûreté générale ;
- 7^o Du travail, industrie et échange ;
- 8^o Des services publics ;
- 9^o Des relations extérieures ;
- 10^o De l'enseignement.

Pour un jour, c'était beaucoup, mais le président d'âge Beslay avait dit dans son discours d'ouverture : « La Commune que nous fondons sera la Commune modèle. Qui dit travail, dit ordre, économie, honnêteté, contrôle sévère, etc. » On avait bien travaillé.

Comme échantillon d'ordre et d'économie, les chroniqueurs ont relevé, le même jour, un dé-

jeuner de quelques membres de la Commune, où l'on but 74 bouteilles de vin de Beaune, et la moyenne de la dépense au restaurant pour trois de ces grands travailleurs installés à la préfecture de police fut de 228 francs par jour.

L'illusion n'était plus possible, le défi n'était pas seulement jeté à la France, mais le pouvoir légitime était mis hors la loi, et toutes les démarches des modérés aboutissaient à montrer leur impuissance en face de l'Etat nouveau. Tous ceux qui avaient gagné Versailles étaient déclarés « en fuite » et ceux qui voulaient revenir à Paris traités en ennemis.

Voici l'ordre du jour lancé le 30 mars par le général Lucien Henry :

« Faire arrêter tous les trains se dirigeant vers Paris, Ouest-Ceinture ; mettre un homme énergique avec un poste jour et nuit. Cet homme devra avoir une poutre pour monter la garde ; à l'arrivée de chaque train, il fera dérailler, s'il ne s'arrête pas. »

Le style et le procédé peignent le régime.

Le comité central ne s'endormait pas. Se sentant des forces inespérées et qu'il ne retrouverait jamais, il était décidé à livrer bataille, et son armée était prête ; aussi les opérations commencèrent bientôt. Les fédérés avaient, au 31 mars, 25 bataillons de guerre, 20 batteries de canon de 7, et 15 batteries de mitrailleuses. Ils avaient enrôlé bon nombre d'individus appartenant aux corps francs licenciés depuis peu, et leurs troupes

sortant de l'enceinte de Paris pour prendre l'offensive formaient un effectif d'environ 70.000 hommes avec huit jours de vivres. C'était la sortie en masse tant réclamée contre les Prussiens.

La situation militaire de Paris était assez singulière. Les Allemands occupaient les forts du Nord et de l'Est, ils avaient annoncé qu'ils resteraient neutres dans la lutte, et les fédérés qui essayèrent de nouer avec eux des relations n'eurent garde de les attaquer. La ville tout entière, avec les forts du Sud, était en leur pouvoir; seul, le Mont-Valérien appartenait encore à la France, et ces côtés du Sud et de l'Ouest, étaient les seuls champs de bataille sur lesquels la querelle devait se vider.

Il faut rendre cette justice à M. de Bismarck qu'il permit au gouvernement légitime de renforcer l'armée qui devait arracher Paris à la révolution; de plus, il ne répondit rien aux avances du délégué aux Affaires étrangères représentant la Commune comme puissance belligérante, et voulant traiter d'égal à égal. Ici du moins sa conduite fut correcte et conforme au droit des gens; il reconnut le droit.

A partir du jour où les troupes furent prêtes, jusqu'au moment où finit la lutte, les fédérés n'appelèrent les soldats du reste de la France que les *Versaillais*. Les proclamations officielles aussi bien que les journaux officieux font croire au public parisien les bourdes les plus surprenantes. On lui représente l'armée française

comme composée de sergents de ville, renforcée par les chouans de Charette et de Cathelineau marchant sous un drapeau blanc au cri de : *Vive Henri V !* Les séminaristes et les frères ignorantins se sont enrôlés après avoir fait vœu de rétablir le droit du seigneur. Les paysans soulevés en faveur de Paris reçoivent à coups de fourche les soldats et les autorités envoyés par l'Assemblée de Versailles. Pendant qu'on pulvérise ainsi l'armée du petit Foutriquet — comme ils nomment M. Thiers — les journaux du parti épuisent les formules laudatives en l'honneur des révoltés, et, malgré son dédain bien connu pour Rome, Félix Pyat proclame Paris « la Rome de l'humanité. »

Ces grossières excitations, jointes à des flots de vin et d'eau-de-vie, ne contribuèrent pas peu à prolonger la lutte qui commença le 2 avril, jour des Rameaux ; mais aussi elles tracèrent une ligne de démarcation profonde entre les révoltés et les troupes réunies à Versailles.

La Commune n'avait déjà plus son premier général en chef Lullier, qui lui avait rendu tant de services les trois premiers jours. Dès le 23 mars, cet excentrique était arrêté et mis en prison parce qu'on le soupçonnait de viser à la dictature ; au fond, parce qu'il disait de désagréables vérités. Il eut le bon esprit de s'évader dès le 29 mars, mais Bergeret avait pris sa place et ce fut ce commis-voyageur qui commanda la première sortie des fédérés. Le général disgracié

donna son avis en deux mots sur le plan rédigé, dit-on, par Cluseret. « Au point de vue politique, cette sortie était insensée; au point de vue militaire elle était au-dessous de toute critique. »

En quoi donc consistait cette opération ?

Le samedi, 1^{er} avril, les fédérés qui couraient la campagne du côté de Nanterre rencontrèrent des troupes de ligne près de Courbevoie. Avant d'ouvrir le feu, on voulut essayer une dernière remontrance, et le chirurgien en chef Pasquier, portant son brassard de Genève, fut tué par les insurgés. Qu'il l'ait été avant le combat ou après, il est certain qu'on violait en lui le droit des parlementaires, et dès ce moment-là la guerre fut sans pitié et sans merci.

Le jour même, les gens de la Commune, furieux de cet échec, résolurent la grande sortie qui devait emporter Versailles. Trois colonnes allaient marcher sur cette ville. Duval avancerait par le Bas-Meudon, Eudes par Clamart et Bergeret ferait une démonstration sur Rueil, espérant que le Mont-Valérien allait se rendre aussi facilement que les buttes Montmartre.

L'échec de la veille ne les avait nullement découragés, au contraire; il était du reste transformé en victoire par les dépêches télégraphiques. Nous n'en citerons que deux :

« Le feu de l'ennemi a cessé. Esprit des troupes excellent. Soldats de ligne arrivent tous et déclarent que, sauf les officiers supérieurs, personne ne veut se

battre. Colonel de gendarmerie, qui attaquait, tué. »
(C'était le chirurgien Pasquier.)

Une autre dépêche aussi mensongère devait irriter la foule :

« Une pension de jeunes filles, qui sortait de l'église de Neuilly, a été littéralement hachée par la mitraille des soldats de MM. Favre et Thiers. »

Pour punir l'église de Neuilly et MM. Favre et Thiers, la Commune rendit le soir même les deux décrets suivants :

« Considérant que les hommes du gouvernement de Versailles ont ordonné et commencé la guerre civile, attaqué Paris, tué et blessé des gardes nationaux, des soldats de la ligne, des femmes et des enfants; que ce crime a été commis avec préméditation et guet-apens contre tout droit et sans provocation :

• Décrète :

« 1° MM. Thiers, Favre, Picard, Dufaure, Simon et Pothuau sont mis en accusation ;

« 2° Leurs biens seront saisis et mis sous séquestre, jusqu'à ce qu'ils aient comparu devant la justice du peuple. »

« Considérant que la liberté des cultes est la première des libertés; considérant que le budget des cultes est contraire au principe; que le clergé a été complice des crimes de la monarchie contre la liberté :

• Décrète :

« 1° L'Eglise est séparée de l'Etat;

« 2° Le budget des cultes est supprimé;

« 3° Tous les biens de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales. »

Évidemment le premier échec des communards était vengé. Le même jour, Cluseret était nommé à la Guerre avec Eudes. Encore une journée bien remplie. Le nouveau ministre de la guerre avait jadis quitté l'armée française pour causes très discutées; il était allé refaire son honneur dans le Nouveau-Monde, et avait obtenu, en Amérique, le titre de général, à condition de lever un corps de volontaires qu'il ne put jamais réunir.

L'expédition qui devait emporter Versailles se mit en marche le lundi matin 3 avril, comme il avait été convenu. Les gardes nationaux et fédérés étaient pleins de confiance; ils criaient : *A Versailles! à Versailles!* avec autant de conviction qu'ils avaient crié six mois auparavant : *A Berlin! à Berlin!* Les troupes régulières avaient abandonné le rond-point de Courbevoie, occupé la veille; on le reprit sans coup férir, et on attendit Bergeret, qui arriva en voiture découverte — l'usage du cheval lui était interdit — vers quatre heures du matin. L'aspect de cette armée était étrange : les enfants coudoyaient les vieillards; des armes de tout calibre et de toute provenance, des pièces d'artillerie traînées par des chevaux d'omnibus conduits par des gamins en blouse et en sabots, des tapissières et voitures de déménagement chargées de vivres et de munitions, des costumes bariolés et des panaches

de toute couleur agrémentaient cet immense défilé. Bergeret assurait à ses soldats que les fédérés avaient des intelligences avec le Mont-Valérien, dont le canon se taisait. La chose était possible, mais Bergeret ne savait pas que le commandant du fort était un homme énergique et que la garnison était changée.

Déjà on parlait de tourner la forteresse ; on n'en était plus qu'à huit cents mètres, et les tirailleurs des avant-gardes échangeaient quelques coups de feu, quand une volée d'obus, tombant au milieu des fédérés, vint dissiper leurs illusions et leur montrer qu'il fallait prendre le fort au sérieux. Saisis d'une terreur folle, les uns se jettent à terre pour éviter les projectiles, les autres se sauvent en poussant le cri classique : *Nous sommes trahis !* Les plus courageux crient : *A l'assaut !* mais se gardent bien de le tenter ; on se replie en désordre, et les 20.000 gardes nationaux massés à Neuilly reculent jusqu'aux fortifications.

Un petit corps d'hommes déterminés, sous le commandement de Gustave Flourens, qui portait les galons de colonel, avait dépassé et tourné le Mont-Valérien. Flourens, âgé de trente-trois ans, était un des plus intelligents adeptes de la Commune. Suppléant son père, professeur au Collège de France, pour l'histoire naturelle, il s'était fait révoquer par M. Duruy pour la hardiesse de ses doctrines. Après avoir couru en Angleterre, en Belgique, en Turquie et en Grèce, il s'unit aux

insurgés de l'île de Crète, combattit avec les garibaldiens, se fit expulser de Grèce, emprisonner à Naples et à Paris. Il avait tous les titres pour représenter le XX^e arrondissement à la Commune et obtint 14.000 suffrages. Sa troupe ayant attaqué les gendarmes se débanda bientôt, et lui-même, reconnu au moment où il changeait de costume, eut la tête fendue d'un coup de sabre, chez un aubergiste de Chatou.

La colonne opérant sur Meudon, sous la conduite d'Eudes, fit meilleure contenance. Trois fois elle s'élança sous le feu de l'armée régulière représentée par les brigades Deroja et La Mariouse, par les marins de l'amiral Bruat et l'infanterie de la garde républicaine: trois fois elle fut repoussée avec pertes, en dépit de l'entrain dont elle avait fait preuve; et, malgré le feu qui partait des fenêtres, les gendarmes s'emparèrent de Meudon.

La colonne de gauche, conduite par Duval, fut encore plus maltraitée. Les fédérés s'avançaient en chantant et se félicitaient d'aller jusqu'à Versailles sans combattre, se moquant des soldats qui se repliaient devant eux et allaient bien sûr faire « crosse en l'air », quand tout à coup ceux-ci s'arrêtent, font volte-face et ouvrent une fusillade terrible contre les insurgés. Après un semblant de résistance, ceux-ci se débandent et sont vivement poursuivis. Douze cents d'entre eux s'étant réfugiés dans la batterie du *moulin de pierre*, près de Clamart, y furent faits prisonniers et menés à Versailles le lendemain.

Parmi eux se trouvait le général Duval, fondeur habile et membre des plus actifs de l'Internationale. On le fusilla dans un champ voisin et il mourut sans forfanterie, tandis que l'artiste Henry, si insolent la veille, fit triste figure devant les juges de Versailles.

Vers quatre heures du soir, les fédérés battirent en retraite partout, et le feu des grosses pièces de siège installées dès la veille au fort d'Issy empêcha heureusement cette retraite de se changer en déroute.

Cette journée du 3 avril, désastreuse pour la Commune, fut décisive en ce sens qu'elle dessina parfaitement les positions. Non seulement l'armée régulière restait maîtresse des hauteurs dominant Paris et occupées deux mois avant par les batteries prussiennes, mais le doute n'était plus possible sur ses dispositions. Le gouvernement n'avait plus à craindre de la voir pactiser avec les révoltés ; les soldats, sachant le sort qui les attendait, ne songeaient qu'à vaincre ces bandes dont les journaux les accablaient d'injures et de calomnies ; ils sentaient derrière eux la France tout entière qui se levait pour châtier les misérables déchirant son unité nationale. La révolte n'allait plus être considérée comme un de ces crimes politiques que notre génération traite avec tant d'indulgence, elle allait être traitée militairement, et un général, dont le nom est particulièrement odieux aux révolutionnaires, les prévint ce jour-là même, et donna les motifs de

sa sévérité dans une proclamation affichée à Chatou le soir de la bataille :

« La guerre a été déclarée par les bandes de Paris. Hier, avant-hier, elles m'ont assassiné mes soldats. C'est une guerre sans trêve ni pitié que je déclare à ces assassins. J'ai dû faire un exemple ce matin ; qu'il soit salubre ; je désire ne pas en être réduit de nouveau à une pareille extrémité. N'oubliez pas que le pays, que la loi, que le droit par conséquent, sont à Versailles et à l'Assemblée nationale, et non pas avec la grotesque assemblée de Paris, qui s'intitule *Commune*.

« *Le général commandant la brigade :*

« *GALIFFET.* »

Parmi les prisonniers se trouvèrent bon nombre de repris de justice, de condamnés militaires et de déserteurs ; ils furent passés par les armes. Leur tenue pitoyable et la lâcheté dont un grand nombre fit preuve diminua beaucoup l'intérêt qu'on aurait pu leur porter.

Quatre membres de la Commune envoyèrent à Londres, le soir même, une dépêche ainsi conçue :

« Tout va mal : Flourens est mort, Duval est tué. »

Un membre de l'Internationale a fait cet aveu depuis : « On savait ici à quoi s'en tenir ; Duval mort, nous n'avions plus personne sur qui compter. » Hélas, il en restait encore assez pour le remplacer, et s'ils étaient moins intelligents, ils allaient se montrer plus méchants que le vaincu de Châtillon. Une troupe se forma sous

le nom de *Vengeurs de Flourens*, et ce bataillon fut un des plus sauvages de l'insurrection parisienne, tandis que Duval fut vite oublié. Le comité central qui subsistait toujours allait dominer la Commune en lui faisant prendre les mesures extrêmes, propres à la déshonorer bien plus qu'à la soutenir. Un conseil de sept membres destiné à servir d'intermédiaire entre l'Internationale et la Commune ne devait pas laisser tomber l'influence des étrangers qui allait bientôt se faire sentir plus vivement.

Garibaldi avait été nommé général en chef de l'insurrection ; mais il ne se soucia pas de quitter sa solitude de Caprera, et donna un bon conseil aux insurgés en les engageant à remettre tous les pouvoirs « à un citoyen honnête » pour éviter les tiraillements et opposer à l'ennemi une résistance d'autant plus énergique qu'elle serait plus concentrée.

Les « citoyens honnêtes » qui auraient accepté la charge ne manquaient pas, à commencer par Delescluze ; mais ils se défiaient tous l'un de l'autre.

Cluseret, protégé de l'Internationale, profita du conseil de Garibaldi pour faire dissoudre les sous-comités représentant le comité central dans chaque arrondissement. Ces conciliabules rendaient tous les jours des ordres compromettants pour l'unité ; la Commune les fit disparaître ; mais le comité central, prévenu à temps, faisait publier le même jour, dans le *Journal officiel*,

une proclamation pour affirmer de nouveau son existence et sa ferme volonté de conserver le rôle principal dans la révolution qu'il avait faite. En réalité, il restait maître de la situation parce qu'il disposait de la force armée. Les élections complémentaires, qui devaient lui donner du renfort et étaient fixées au 3 avril, furent reportées au 10, puis au 16, afin d'écarter la candidature de Lullier, premier général en chef, très populaire à Belleville. On y réussit.

Le résultat de la fameuse sortie en masse des 3 et 4 avril ne permettait plus de songer à prendre Versailles, et les fédérés, se voyant battus sur toute la ligne, n'avaient d'autre ressource pour venger leur défaite que de pousser le cri ordinaire de la démagogie : *On assassine nos frères ! On tire sur le peuple !* La surprise et la consternation du premier instant firent bientôt place à la fureur. La Commune nia sa défaite en écrivant ce qui suit :

« Proclamation au peuple de Paris :

« Les monarchistes qui siègent à Versailles ne vous font pas une guerre d'hommes civilisés ; ils vous font une guerre de sauvages.

« Les Vendéens de Charette, les agents de Pietri fusillent les prisonniers, égorgent les blessés, tirent sur les ambulances. Vingt fois les misérables qui déshonorent l'uniforme de la ligne ont levé la crosse en l'air, puis, traîtreusement, ont fait feu sur nos braves et confiants concitoyens. »

Après avoir célébré la justesse du tir de l'ar-

tillerie fédérée, la commission exécutive conclut ainsi :

« Citoyens :

« La Commune de Paris ne doute pas de la victoire. Des résolutions énergiques sont prises, les heures sont utilement employées pour votre triomphe prochain. Bientôt il ne restera plus aux royalistes de Versailles que la honte de leurs crimes. A vous, citoyens, il restera toujours l'éternel honneur d'avoir sauvé la France et la République. »

Le lendemain 3 avril, une proclamation annonçait que, d'heure en heure les Versaillais se rendant coupables de nouveaux assassinats, on y répondrait en massacrant « un nombre égal ou double de prisonniers. » — « Quoiqu'il lui en coûte, le peuple rendra œil pour œil, dent pour dent. »

Ces rodomontades n'effrayaient pas les Versaillais, tout en consolant médiocrement les Parisiens. Mais un troisième décret rendu le même jour eut des suites bien plus lamentables : ce fut le décret sur les otages et les suspects. Les mânes de Robespierre et de Saint-Just en durent tressaillir d'aise.

« ARTICLE PREMIER. — Toute personne prévenue de complicité avec le gouvernement de Versailles sera immédiatement décrétée d'accusation et incarcérée.

« ART. 2. — Un jury d'accusation sera institué dans les vingt-quatre heures pour connaître des crimes qui lui seront déférés.

« ART. 3. — Il statuera dans les quarante-huit heures.

« ART. 1. — Tous accusés retenus par le verdict du jury d'accusation seront les otages du peuple de Paris.

« ART. 3. — Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan du gouvernement régulier de la Commune de Paris sera sur-le-champ suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus en vertu de l'article 1 et qui seront désignés par le sort. »

On verra plus loin quelle fut « la vertu » de ces articles votés sur la proposition de Raoul Rigault, Th. Ferré, Gabriel Ranvier. Tous les mandats d'arrêt décernés par suite de cette loi élastique autant que sauvage sont signés de Rigault et de Ferré, les deux plus sinistres bandits de la Commune.

Rigault et Ferré n'avaient pas plus de vingt-cinq ans, et ce furent ces deux parisiens myopes, viveurs et déclassés, qui donnèrent le branle aux cruautés qu'ils méditaient jadis dans les brasseries et les cabarets du quartier latin. Dévorés d'ambition et surtout de haine, ces deux hommes voulaient le mal pour le mal. Demi-étudiant, demi-journaliste, écrivant dans ces feuilles malpropres qui pullulent à Paris et ne vivent que des vices de la multitude, Rigault était entré dans la police républicaine après le 4 septembre, et ses talents de policier servirent à assouvir ses rancunes, à exécuter ses menaces. Lâche comme beaucoup de ses collègues les plus avancés, il se flattait « d'avoir été artilleur en chambre » pendant le siège de Paris, et portait

les aiguillettes de chef d'escadron. Délégué d'abord à la Préfecture de police, il s'était fait nommer, le 27 avril, procureur général de la Commune, ressuscitant ainsi les accusateurs publics de la première Révolution, dont il voulait égaler les modèles. Il les surpassa.

Ferré enviait à Rigault sa prestance et sa taille. Lui-même n'était qu'un chétif avorton, dont la grosse tête et le nez démesurément long devenaient l'objectif de toutes les railleries. Il se plaint amèrement d'avoir été appelé par ses camarades : *Fée Carabosse, Maréchal Nes*, etc. Fatigué d'être grotesque, il résolut de devenir terrible pour se venger de la société, « de la bourgeoisie vivant des sueurs du peuple, de la force « qui l'écrasait et qu'il écraserait quand il le « pourrait. » Il était simple clerc d'avoué; mais, président d'un comité de vigilance pendant le siège, il devint membre de la Commune, délégué à la Sûreté générale, exécuteur des hautes œuvres de la Commune dont il est, avec Rigault, une des personnalités les plus repoussantes et l'expression la plus exacte.

Une heure avant d'être fusillé, Ferré écrit qu'il meurt « en matérialiste comme il a vécu. » Cela n'a rien d'étonnant, car tous ceux qui jouèrent un rôle dans cette immense orgie étaient de francs disciples d'Epicure, menant de front le vin, le sang et la débauche.

Gabriel Ranvier, qui figura parmi les plus violents de la Commune, n'était qu'un ivrogne et un

failli, ayant fait son chemin dans la garde nationale. Son frère Augustin, marchand de vin, fut directeur de Sainte-Pélagie. Proposé par de tels hommes et adopté par la Commune, le décret des otages ne devait pas rester lettre morte. On commença par l'appliquer le jour même, et quand un homme était le « prisonnier personnel » de Rigault ou de Ferré, il était sûr de n'être jamais relâché.

CHAPITRE QUATRIÈME

SOMMAIRE

La haine contre l'Eglise et le clergé. — Arrestations. — Mgr Darboy et Raoul Rigault. — M. Deguerry. — Pillage des couvents et communautés. — Exaltation des femmes et des enfants. — Appel de la Commune aux départements. — Proclamations du Comité central, réorganisation des bataillons de guerre. — Promesses de pensions aux fédérés. — Dombrowski général en chef. — L'amour du galon. — Service des pompes funèbres. — L'armée de Versailles confiée à Mac-Mahon. — Les Parisiens agents de la Révolution et complices de la Commune. — Elections complémentaires. — Courage des dames. — Protestation des ministres protestants.

Dès les derniers jours de mars, les Parisiens qui avaient cru s'embarquer dans une insurrection vulgaire s'aperçurent qu'on allait faire un voyage de long cours. Ceux qui n'étaient pas rentrés après le siège se gardèrent de revenir, et ceux qui pouvaient trouver un refuge ailleurs s'éloignèrent à l'envi.

La révolution s'est toujours acharnée contre le clergé, car les prêtres sont les représentants de l'idée religieuse, de la morale divine, dont les

révolutionnaires de toute nuance sont les adversaires déclarés. Lorsque le clergé possède des richesses, la révolution se les approprie; quand il n'en a point, elle s'en prend aux personnes.

De bonne heure, un certain Le Moussu, se disant commissaire de police, avait affiché ce qui suit à Montmartre :

« Attendu que les prêtres sont des bandits et que les églises sont des repaires où ils ont assassiné moralement les masses en courbant la France sous les griffes infâmes des Bonaparte, Favre et Trocha, le délégué civil des Carrières onlonne que l'église Saint-Pierre-Montmartre soit fermée, et décrète l'arrestation des prêtres et des ignorantins. »

Avant de paraître sous forme de décret, l'idée était donc bien arrêtée dans l'esprit des gens de la Commune, et, dès le 1^{er} avril, on opérait des arrestations de prêtres et de religieux. Quand le décret parut, « les grands otages » étaient déjà en prison depuis la veille. On appelait ainsi dans le jargon du jour les personnages importants destinés à payer de leur vie les défaites de la Commune.

Le premier pris fut l'ancien sénateur Bonjean, président de chambre à la Cour de cassation, saisi dès le 22 mars, au sortir de l'audience. Le 4 avril, on amena au dépôt le chef du diocèse de Paris, Mgr Darboy, et deux de ses vicaires généraux. L'archevêque fut transporté dans sa propre voiture, et, les deux jours qui suivirent, cette même voiture fit vingt-huit voyages de la préfec-

ture de police à l'archevêché, pour en ramener les effets qu'on y pillait; elle servit ensuite à promener Raoul Rigault, Dacosta et des étudiants de même valeur.

Raoul Rigault accueillit une observation de l'archevêque par cette parole mémorable : « Al-
« lons donc ! voilà quinze cents ans que vous
« nous la faites, et ça finit par nous embêter. »

L'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, fut arrêté dans la nuit du 4 au 5 avril. Pourquoi ? « C'est une canaille qui a fait tirer sur le peuple
« en 48. » D'autres soutiennent que son crime est d'avoir préparé le Prince impérial à la première communion. Sa maison est mise à sac et les fédérés reviennent chargés de butin et de victuailles.

D'autres le suivent bientôt. Ce sont des Jésuites de la rue de Sèvres, des Pères de Picpus, des prêtres des Missions étrangères qui ont échappé, en Chine et en Océanie, à vingt-cinq années de persécution; on prend des séminaristes, des sacristains et même des bedeaux. La Commune n'a-t-elle pas déclaré la guerre à Dieu ? Ceux qui le servent sont donc ses ennemis. D'ailleurs Flourens ayant fait décréter que les biens de l'Eglise sont biens nationaux, tout le monde peut les prendre.

Les perquisitions et les réquisitions commencées à partir de ce jour dans les couvents, les églises, les maisons d'éducation ou de charité n'ont pas d'autre but que d'appliquer la loi et de

donner libre cours à cette haine féroce qui est le caractère particulier des révolutionnaires modernes. C'est le signe de la bête dont parle l'Apocalypse, les plus ardents en sont tous marqués. — Qu'ils soient vieux ou jeunes, riches ou pauvres, on prend les otages religieux au hasard, quand on les trouve, et on les garde pour les égorger, de préférence aux gendarmes et aux sergents de ville, qui sont arrêtés avec eux. C'est ainsi que la Commune entend montrer son respect pour la liberté de conscience et le droit de propriété.

Deux missionnaires chinois arrêtés près du Panthéon déclarent qu'ils n'ont rien vu de pareil dans les vingt-cinq années passées chez les Barbares; les délégués qui les interrogent leur démontrent qu'ils sont des imbéciles d'aller prêcher en Chine, et que c'est un ex-prêtre du nom de Cathelineau qui vient égorger les fédérés; mais ils annoncent que dans deux ou trois jours « on aura fait fin des Versaillais », et qu'alors on verra ce qu'il faut faire des otages.

Ils se rencontrèrent au dépôt avec un aumônier militaire, l'abbé Allard, qui, le même jour, avait soigné les blessés sur le champ de bataille. « L'exaspération de la foule était si grande, rue de Vaugirard, que je m'attendais à être massacré sur place, dit-il en arrivant. Je me félicite d'avoir été amené ici. » Cela donne une idée de ce qui se passait dans les rues. Dès ce jour, les femmes et les enfants se montraient plus achar-

nés que les autres et poussaient d'ignobles cris sur le passage des prisonniers, des otages ou des suspects.

C'est au lendemain du jour où ces choses révoltantes se passaient, que la commission exécutive, composée de Cournet, Delescluze, Félix Pyat, Tridon et Vermorel, adressait aux départements une proclamation qui débute ainsi :

« Vous avez soif de vérité et jusqu'à présent le gouvernement de Versailles ne vous a nourris que de mensonges et de calomnies. Nous allons donc vous faire connaître la situation dans toute son exactitude.

« C'est le gouvernement de Versailles qui a commencé la guerre civile en égorgeant nos avant-postes, trompés par l'apparence pacifique de ses sicaires; c'est aussi ce gouvernement de Versailles qui fait assassiner nos prisonniers et qui menace Paris des horreurs d'un siège et de la famine..... Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est la propagande infâme organisée dans les départements pour noircir le mouvement sublime de la population parisienne. On vous trompe, frères, en vous disant que Paris veut gouverner la France et exercer une dictature qui serait la négation de la souveraineté nationale. On vous trompe lorsqu'on vous dit que le vol et l'assassinat s'étaient publiquement dans Paris. Jamais nos rues n'ont été plus tranquilles. Depuis trois semaines, pas un vol n'a été commis, pas une tentative d'assassinat ne s'est produite.

« Paris n'aspire qu'à fonder la République et à conquérir ses franchises communales, heureux de fournir un exemple aux autres communes de France.

« 6 avril 1871. »

Il faut avouer que l'exemple était bien choisi.

Le comité central, enchérissant sur la Commune, qu'il prétendait bien diriger, publiait en même temps une série de pièces emphatiques, destinées à galvaniser les habitants de Paris. Après avoir représenté les autorités de Versailles comme « une poignée de parjures, de traltres, « de faussaires et d'assassins, voulant noyer la « justice dans le sang », le comité s'écriait :

« Citoyens de Paris, nous voici revenus aux grands jours de sublime héroïsme et de vertu suprême ! Le bonheur du pays, l'avenir du monde entier sont dans vos mains. C'est la bénédiction ou la malédiction des générations futures qui vous attend.

« Travailleurs, ne vous y trompez pas : c'est la grande lutte, c'est le patriotisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises. Si vous êtes las de végéter dans l'ignorance et de croupir dans la misère, si vous voulez que vos enfants soient des hommes et non des sortes d'animaux dressés pour l'atelier, que vos filles ne soient pas des instruments de plaisir aux bras de l'aristocratie d'argent, si vous voulez le règne de la justice, debout ! et que vos fortes mains jettent sous vos talons l'immonde réaction !.....

« Le comité central a conscience que l'héroïque population parisienne va s'immortaliser et régénérer le monde. »

Un tyrtée révolutionnaire essaya de réduire en formule ce programme sonore et on alla bientôt répéter dans toutes les rues ce fameux refrain :

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

C'était fort beau, sans doute, mais la Commune avait tué le travail, et ses plus chauds partisans n'étaient pas pressés de mourir.

Les mesures militaires prises à ce moment montrent que l'enthousiasme n'était pas général. Pour le stimuler et trouver des soldats, la Commune déclara qu'elle adoptait les veuves et les enfants de tous les citoyens « morts pour la défense des droits du peuple. » Elle décréta, en outre, qu'une pension de 600 francs serait accordée à la femme, mariée ou non, du garde national mort en combattant, après enquête qui établirait ses droits et ses besoins. Chacun des enfants, reconnus ou non, recevrait, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, une pension annuelle de 365 francs, payables par douzième. Les ascendants, père, mère, frères et sœurs de tout citoyen mort pour les droits de Paris pouvaient être admis à recevoir une pension variant de 100 à 800 francs, s'ils prouvaient que le défunt était pour eux un soutien nécessaire.

Comme on le voit, les révolutionnaires étaient prodigues des deniers publics ; ils ne doutaient pas de la durée de leur triomphe, et ce décret, en donnant aux femmes de mauvaise vie les mêmes droits qu'aux femmes légitimes, était un appas puissant pour rattacher la lie du peuple à ce gouvernement d'aventure.

On régla en même temps la question de solde ;

les gardes nationaux eurent 1 fr. 50, et les femmes 75 centimes par jour. Afin de faire les économies qu'exigeait la situation, on décida qu'aucun fonctionnaire n'aurait un traitement supérieur à six mille francs. Comme on avait remarqué que beaucoup de gardes nationaux touchaient la solde tout en manquant à leur service, la Commune décréta que tout garde national réfractaire serait désarmé et privé de sa solde. Elle se débarrassait ainsi de ceux qui étaient tièdes ou auraient pu la contrarier ; dès le lendemain, les magasins du *Louvre* et de la *Belle-Jardinière* furent envahis, et les fusils appartenant à leurs commis confisqués. On les soupçonnait de tiédeur.

Les communards avaient bien tort de croire à l'énergie des honnêtes gens ; ils ne pratiquèrent que l'inertie. Le cuisinier Lacord, voulant électriser le VI^e arrondissement (quartier Saint-Germain), réussit à faire le vide ; tous les jeunes gens se sauvaient en province, et il fallut fermer les portes de la ville pour empêcher les désertions.

Après avoir désarmé les hommes inoffensifs, la Commune entreprit de les faire marcher de force. N'était-ce pas un progrès ? Et que pouvait-on lui reprocher, puisqu'elle avait aboli la conscription ? Dès le 8 avril, les gares étaient occupées militairement pour arrêter les réfractaires qui s'enfuyaient par milliers.

Cluseret, délégué à la Guerre, voulait une

armée sérieuse et disciplinée. Pour éloigner les non-valeurs, qui étaient en nombre immense, il instituait des bataillons de guerre dans lesquels devaient être incorporés tous les célibataires de dix-neuf à quarante ans. Chaque bataillon devait fournir quatre compagnies de guerre, ayant leur commandant spécial, élu par les intéressés. Comme on s'aperçut que l'élection donnait des chefs assez équivoques, et dont l'habileté n'égalait pas l'exaltation, il fut aussitôt dérogé à cette mesure, et la Commune, démentant bien vite ses principes les plus sacrés, choisit elle-même ses chefs principaux. Au lendemain du décret, elle retirait le commandement en chef à l'incapable Bergeret, pour le confier au polonais Dombrowski, chargé de faire marcher les récalcitrants et de mener au feu les « pantoufflards. » C'est ainsi qu'on nommait les gardes nationaux qui s'obstinaient à rester en chambre pendant le premier siège (8 avril 1871).

Commandant de place d'abord, Dombrowski devint, peu après, général en chef, malgré le décret abolissant ce titre et supprimant le grade de général. Quelques bataillons témoignèrent des inquiétudes et une certaine répulsion en voyant élever cet étranger qui en amenait bien d'autres après lui. La Commune se hâta de le défendre, en publiant (10 avril) une proclamation élogieuse en faveur du nouveau chef, « qui s'était battu, dans le Caucase, contre les Russes et « était particulièrement estimé de Garibaldi. »

On évita de dire que cet aventurier avait été emprisonné pour fabrication ou émission de faux billets de banque russes. Mais on doit reconnaître qu'il se battit bien, et fit durer la Commune par sa résistance, bien autrement que le pharmacien Eudes, et les élus de la garde nationale n'auraient pu la faire durer.

Le croirait-on ? la maladie du galon avait envahi tous ces bataillons de travailleurs, et leurs chefs paraissaient en public avec une pompe rappelant celle des charlatans de la foire. Cluseret s'éleva, avec autant d'énergie que peu de succès, contre les galons, les plumets, les aiguilletes, les panaches et les écharpes. « Avant de sévir, dit-il, je rappelle mes concitoyens à eux-mêmes. Plus d'aiguilletes, plus de clinquant, plus de ces galons qui coûtent si peu à étager et si cher à notre responsabilité. »

Une mesure qui eut plus de portée fut le décret obtenu de la Commune quelques jours plus tard (11 avril), établissant des conseils de guerre chargés de maintenir la discipline dans chaque légion, et instituant la cour martiale qui devait juger sommairement et appliquer des peines variant depuis l'amende jusqu'à la mort.

Parmi les moyens employés pour exciter l'enthousiasme du petit peuple, on abusait des funérailles solennelles et des corbillards nationaux pavoisés de drapeaux rouges, escortés par des troupes nombreuses. Ce service des honneurs funèbres était très recherché par les vivants, car

il était beaucoup moins dangereux d'aller du côté des cimetières que du côté des fortifications ; ce fut un des mieux faits pendant toute la durée de la Commune.

Tandis que les insurgés prenaient ces mesures pour la défense, le gouvernement légitime achevait de prendre les siennes, par l'organisation de l'armée qui augmentait de jour en jour. Il appelait au commandement suprême le maréchal de Mac-Mahon, qui eut de la peine à l'accepter. Rentré en France seulement depuis quinze jours, encore souffrant des suites de sa blessure, le glorieux vaincu de Reischaffen et de Sedan se demandait quel accueil allaient lui faire ses compagnons d'infortune, qui, chaque jour, revenaient de captivité. L'accueil fut excellent, et fit bien augurer de la suite des opérations.

On partagea l'armée en deux commandements. Le premier, formant l'armée active, était sous les ordres de Mac-Mahon, et se composait de trois corps ayant chacun trois divisions à peu près complètes. L'armée de réserve, confiée au général Vinoy, comptait trois divisions et seulement sept brigades ; elle devait être toujours prête à concourir aux opérations actives, quand le général en chef le jugerait à propos. Sur la fin d'avril, l'armée active s'accrut d'un quatrième et d'un cinquième corps, sous les ordres des généraux Douay et Clinchant. Ces puissants moyens d'action eurent à leur service les pièces d'artillerie tirées des arsenaux de Bourges et de Besançon,

mais surtout de Brest et de Lorient, qui fournirent les grosses pièces de la marine, nécessaires pour contre-battre la puissante artillerie des fédérés, placée dans les forts.

Ces préparatifs faits des deux côtés annonçaient une lutte acharnée, et c'est sans doute parce qu'ils en pressentaient la durée et les désastres que les modérés et les gens honnêtes de toutes les nuances firent à ce moment, et plus tard encore, des tentatives de conciliation qui ne devaient pas aboutir. Dès le 25 mars s'était formée une *Ligue de l'Union républicaine des droits de Paris*. Ces gens, remplis de bonnes intentions, avaient un programme qu'ils tentaient de faire prévaloir auprès de M. Thiers et de l'Assemblée nationale ; ils le maintinrent dans son intégrité, réclamant :

1° La reconnaissance de la République par l'Assemblée ;

2° Le régime municipal souverain dans sa police, ses finances, son assistance publique, son enseignement, et l'exercice de la liberté de conscience ;

3° Le service militaire confié uniquement à la garde nationale.

On ne voit pas trop en quoi ce système différait de celui des communards. L'illusion des Parisiens était telle, que ce programme était comme un reflet de l'opinion publique. Les conseils municipaux des grandes villes envoyaient à l'Assemblée des adresses en ce sens, réclamant les

moyens d'échapper à l'*oppression rurale*, comme s'il n'était pas de notoriété publique que, depuis longtemps, les campagnes sont opprimées par les villes.

Le 7 avril, une délégation, dite « du Commerce parisien », se rendait à Versailles pour demander au gouvernement quelles concessions il pourrait accorder afin de mettre un terme à la guerre civile ; la *Ligue de l'Union républicaine* vint ensuite avec plusieurs autres groupes. M. Thiers répondait invariablement à ces ambassadeurs de la révolution que « la République n'était point
« menacée, et qu'on avait tort de s'effrayer pour
« elle ; que Paris devait rentrer dans le droit
« commun ; que le gouvernement, issu de la
« volonté de la nation, n'avait point à traiter
« avec le gouvernement illégitime qui s'était
« emparé de la capitale. »

« — Mais l'effusion du sang, vous n'y pensez pas ? »

« — J'y pense très fort, et il existe pour les
« habitants de Paris un moyen bien simple de
« la faire cesser : qu'ils renoncent à la lutte et
« rentrent dans leurs foyers. A tous ceux qui
« déposent les armes, nous promettons amnistie
« complète ; et même, comme le commerce et le
« travail ne peuvent reprendre de suite, nous
« maintiendrons encore pendant quelques se-
« maines la solde allouée aux hommes sans
« travail. Nous ne ferons d'exception que pour
« les assassins et repris de justice, qui sont en

« beaucoup trop grand nombre dans les rangs
« des combattants. »

C'est justement parce que les assassins et les malfaiteurs étaient en trop grand nombre dans le parti fédéraliste, que la Commune ne voulait pas entendre parler de conciliation. La commission exécutive répondit brutalement à ces négociations : « La conciliation avec les chouans et
« les mouchards qui égorgent nos généraux et
« nos prisonniers désarmés serait une trahison.
« Nous savons de source certaine que des Ven-
« déens et des gendarmes déguisés figurent dans
« les réunions soi-disant conciliatrices ; nous
« voulons que cela finisse. » Et la réunion de la Bourse, du 6 avril, fut interdite.

Paschal Grousset, délégué aux Affaires étrangères, qui avait des loisirs parce que les étrangers ne répondaient rien à ses notifications et ne voulaient entretenir aucune relation avec la Commune, disait nettement dans son journal *l'Affranchi* :

« Vous poursuivez une conciliation impossible ; le programme des uns est la négation du programme des autres ; laissez ce rêve. Il faut que Paris triomphe de Versailles. La guerre déclarée par les ruraux et poursuivie par eux avec une atrocité sans exemple ne peut s'arrêter que par la reconnaissance intégrale et sans restriction des droits de Paris, ou par sa disparition de la surface du globe. »

C'était peu rassurant pour les Parisiens, mais ils étaient tellement fascinés par les idées révo-

lutionnaires et si bien persuadés de l'injustice et de la férocité des Versaillais et des ruraux, que Mgr Darboy, prisonnier depuis quelques jours, crut devoir écrire à M. Thiers et se faire l'écho de leurs plaintes au sujet des massacres et des cruautés reprochés à l'armée. On ne peut guère expliquer cette démarche que par la pression exercée sur le prélat et la persistance des calomnies qui avaient cours et créance dans Paris.

Après Lille, ce furent les conseils municipaux du Havre, de Toulouse, de Montpellier, de Mâcon qui exhortèrent à cette conciliation dont la Commune ne voulait pas. Les réponses de M. Thiers furent invariables et les faits parlèrent plus haut que les paroles. Bien loin de songer à désarmer, la Commune aspirait à se fortifier par l'adjonction de nouveaux membres, et les élections complémentaires plusieurs fois remises furent fixées au dimanche après Pâques, 16 avril.

Par suite de vacances provenant de décès, de démissions ou d'élections doubles, il y avait 31 sièges à remplir. 258.000 électeurs furent convoqués dans onze arrondissements. Trois quartiers, le Temple, l'Elysée et les Gobelins, refusent de voter et les urnes restent vides, en sorte qu'au lieu de 31 élus, on n'en eut que 21 ; encore, trois refusèrent-ils, et Cluseret, nommé dans deux arrondissement, n'en put représenter qu'un. Sur les 17 élus, 7 n'avaient pas obtenu le huitième des voix, mais on n'y regardait pas de si

près, et, malgré l'observation de la minorité déclarant que cette validation est un croc-en-jambe au suffrage universel, la Commune valide le tout par 26 voix contre 13.

Il y avait loin des 53.000 votants aux 229.000 qui avaient voté trois semaines auparavant. Les modérés s'étaient abstenus ; cette abstention indiquait peut-être qu'ils étaient revenus de leur illusion et que la manie de faire la leçon au gouvernement cédait dès lors à la crainte de voir la révolte l'emporter. Il était trop tard. L'élection ajoutait aux inconnus précédents, des inconnus nouveaux qui devaient aider les premiers à compléter leur œuvre ; le fameux « comité central » prenait pied d'une manière plus solide et les petits bourgeois qui avaient cru défendre la République allaient subir le joug d'une cruelle anarchie.

Un des plus singuliers élus de ce jour fut le peintre Courbet, si content de siéger à l'hôtel de ville qu'il se serait « nommé lui-même » pour cette place dangereuse. Cinq mois après, Courbet faisant triste figure devant le conseil de guerre répondait au président : « J'ai été forcé d'entrer le 16 avril à la Commune, pour tâcher d'arrêter les mesures de violence... » On verra comment il y réussit et comment ce peintre vaniteux, qui fut un des membres les plus inoffensifs du pouvoir communal, sut à sa manière entasser les ruines pour la plus grande gloire de la Révolution.

Dans cette première période de l'insurrection, on ne peut guère citer comme modèle de courage civique et de résolution généreuse que le trait des dames de la Halle réclamant leur curé. La Commune, n'osant faire arrêter l'abbé Simon, curé de Saint-Eustache, parce qu'il était très populaire dans sa paroisse, le manda au dépôt sous prétexte de lui rendre un de ses vicaires arrêté le jeudi saint 6 avril, au matin ; arrivé là elle le fit enfermer. Les dames de la Halle allèrent en corps le réclamer ; l'une d'elles prit la parole devant le sinistre délégué à la sûreté générale, Raoul Rigault, qui répondit :

« — Et si je vous refusais votre calottin ? »

« — Alors, riposta l'orateur, on te viderait à la première occasion sur une dalle du marché aux poissons, comme un joli merlan que tu es.

« Nous voulons notre curé pour Pâques. »

Le matin de Pâques, 9 avril, le curé de Saint-Eustache était relâché, et il célébrait la messe de ce grand jour au milieu de ses paroissiens.

Pourquoi donc y avait-il dans Paris trop peu de dames des halles ? Ajoutons, pour être exact, que les pasteurs protestants, voyant mettre en prison et maltraiter les prêtres catholiques, firent une protestation vigoureuse qui ne fut nullement écoutée. Cette démarche leur fait honneur, mais on ne peut s'empêcher de remarquer que la Commune les laissa bien tranquilles. Le Protestantisme a trop d'analogie avec la Révolution,

pour que celle-ci le maltraite. Elle épargne volontiers les dissidents, mais toutes ses rigueurs sont réservées à l'Eglise catholique et à ceux qui la représentent.

CHAPITRE CINQUIÈME

SOMMAIRE

Les opérations militaires. — Rôle du vin et de l'eau-de-vie. Courbevoie. — Neuilly. — Asnières. — Château de Bécon. Les batteries du Sud-Ouest, artilleurs fédérés, locomotives blindées et canonnières. — Les Moulineaux. — Le fort d'Issy et ses attaques. — Rossel et Leperché. — Issy isolé. Les Parisiens trompés. — Les dépêches fédéralistes. — Les mensonges officiels entretiennent la colère populaire.

Dans son premier discours à l'Assemblée de Versailles, M. Thiers avait dit :

« Nous ne voulons pas attaquer Paris, nous voulons qu'il réfléchisse et revienne à la raison, car il est dans l'aveuglement. Quand il en sera là, qu'il ne songera plus à dominer la France, il trouvera nos bras ouverts, mais il faut d'abord qu'il ouvre les siens. »

La première « ouverture de bras » ayant eu lieu pour constituer un gouvernement autonome et prendre Versailles (26 mars, 3 avril) avait enlevé toute illusion, et les préparatifs faits de part et d'autre montraient assez que la guerre civile ne finirait que par la ruine de l'une des parties. Après le peu de succès obtenu en pro-

vinco, la chute de la Commune était inévitable, et force devait rester à la loi. Le gouvernement régulier ne voulut rien laisser au hasard et n'avancer qu'à coup sûr pour ménager la vie de ses soldats. C'est à cette considération qu'il faut attribuer les retards qui impatientaient tant d'honnêtes gens et rendirent si pénibles aux Parisiens les soixante-six jours du règne de la Commune.

Aux généraux civils avaient succédé de vrais militaires, et les aventuriers étrangers, convoqués à la hâte et accourus de tous les coins de l'Europe, encadraient solidement les bataillons actifs et devaient au besoin stimuler leur courage. Par mesure de précaution, la Commune avait défendu l'exportation des vins et eaux-de-vie hors du territoire de Paris ; elle fournit en abondance à ses défenseurs les boissons chères aux démocrates, et l'ivrognerie, dont les bataillons actifs avaient trop pris l'habitude pendant le premier siège, devint encore plus florissante pendant le second. De graves auteurs, appuyés sur des expériences concluantes et des faits avérés, racontent que pour entraîner au feu les malheureux gardes nationaux, on faisait infuser du tabac dans les vins et liqueurs tenus à leur disposition. Le résultat le plus clair de ce procédé fut d'exalter les combattants, mais d'envenimer les plaies des blessés qui succombèrent en grand nombre.

L'échec des trois premiers jours, tout en invi-

tant les soldats de la Commune à être plus prudents, ne les rendit pas plus sages. Dès le 6 avril, les opérations recommençaient par l'attaque de Courbevoie et du pont de Neuilly. Repoussés de toutes parts, les gardes nationaux se retirèrent en désordre vers la porte Maillot ; mais le pont de Neuilly, fortement barricadé, ne put être enlevé que le lendemain, et ce succès fut assez chèrement acheté par l'armée régulière : les généraux Besson et Péchot furent tués, le commandant de la division, général Montaudon, blessé. Les insurgés, cachés dans les maisons, fusillaient les troupes assaillantes et il fallut ce jour-là commencer la guerre des rues et des barricades, toujours plus meurtrière pour l'attaque que pour la défense.

Le pont de Neuilly conquis et fortement armé préparait l'entrée des troupes sur la rive droite de la Seine, tandis que l'occupation de la plaine de Gennevilliers préparait la ligne d'investissement du côté de la rive gauche, jusqu'à la zone neutre gardée par les Prussiens, campés à Saint-Denis.

Le Mont-Valérien gênait considérablement les insurgés, car les projectiles arrivaient jusqu'au rond-point de l'Arc-de-Triomphe. On essaya de lui répondre en employant de grosses pièces qui n'atteignirent que les glacis du fort, dans leurs coups les plus longs. En général, les artilleurs de la Commune firent beaucoup de bruit et produisirent assez peu d'effet. Au bout de dix jours

de lutte, il fallut un décret pour arrêter cette rage de « dépenser en pure perte l'argent du « peuple » en brûlant inutilement de la poudre. Le fort de Vanves avait usé à lui seul 16.000 projectiles dans ce court espace de temps. Cette pratique, remarque Cluseret, délégué à la Guerre, « prouve plus d'entraînement que de sang-froid », et il rationna les forts.

Les journées du 12 et du 13 avril, insignifiantes au point de vue militaire, coupèrent les dernières communications des insurgés avec Orléans. Le général Wolf, gêné par le feu des maisons crénelées dominant la tête de pont de Neuilly, les prit d'assaut : tous les défenseurs y furent tués. Le 15 et le 16, canonnade violente sans résultat, mais le général Montaudon lance le colonel Davoust contre le château de Bécon qui est emporté. Ce château, situé sur une éminence dominant la Seine, entre Courbevoie et Asnières, commande la route qui relie ces deux positions. Les insurgés l'avaient mis en état de défense, et une première attaque dans la nuit du 12 au 13 avril avait échoué. Celle du 17 réussit beaucoup mieux ; la presqu'île de Gennevilliers fut balayée le même jour par un régiment de gendarmerie à pied, et les soldats de la Commune ne possédèrent plus sur la rive gauche que la position d'Asnières qui leur fut enlevée le lendemain, et d'où les gardes nationaux traqués de maison en maison effectuèrent en désordre leur retraite de l'autre côté de la Seine où l'ar-

mée ne songeait point à les suivre pour le moment.

Les approches de Paris se trouvaient déblayées, l'armée s'établissait fortement dans les positions conquises, et les opérations actives, comme l'annonça M. Thiers, allaient commencer.

Du 20 au 24 avril, on répartit les soldats arrivés d'Allemagne entre les différents corps d'attaque et de réserve. Les insurgés, croyant que les Versaillais avaient peur, faisaient différentes démonstrations sans succès dans le Sud de la place; fiers de leurs locomotives blindées, de leurs cinq canonnières et de leur batterie flottante lançant des projectiles sur Sèvres, Meudon et Breteuil, ils furent un peu surpris de voir, le 25, démasquer 113 pièces d'artillerie disposées sur les hauteurs qui bordent la Seine depuis Châtillon jusqu'à Meudon. Ce fut bien autre chose quand la grande batterie de Montretout, armée de 70 pièces de gros calibre, compléta la ligne d'attaque de ce côté.

Malgré le bon vouloir des artilleurs fédérés et les éloges ridicules que la Commune donnait sans cesse à la justesse de leur tir, l'artillerie de l'armée régulière avait sur eux l'avantage de la position et d'une supériorité incontestable. En deux jours, le général de Berckheim, commandant l'artillerie du 2^e corps, écrasait sous ses feux le fort d'Issy; dans la nuit du 26 au 27 avril les tranchées du côté de la Seine étaient suffisamment avancées pour rendre tout retour

offensif impossible aux fédérés; et en brusquant l'attaque sur le village des Moulineaux d'où furent expulsés deux bataillons fédérés, on n'était plus qu'à huit ou neuf cents mètres du fort. Les approches avançaient dans le parc d'Issy, quand une surprise heureuse, effectuée pendant la nuit du 29 au 30 avril, mit aux mains du général Faron le cimetière, les carrières et le parc d'Issy, avec cent prisonniers et huit pièces d'artillerie.

Cette déroute mécontenta fort les chefs de l'insurrection parisienne; ils y portèrent remède en employant le vieux moyen carthaginois qui consiste à révoquer les généraux vaincus, sauf à les crucifier plus tard. Cluseret porta le poids de leur colère et reçut congé de cette façon :

« L'incurie et la négligence du délégué à la Guerre ayant failli compromettre notre possession du fort d'Issy, la commission exécutive a cru de son devoir de proposer l'arrestation du citoyen Cluseret à la Commune qui l'a décrétée. »

Cluseret fut remplacé par Rossel, une des rares capacités fourvoyées dans cette cohue de révoltés et d'incapables. Rossel donna dès le lendemain la mesure de son exaltation dans les circonstances suivantes. Les troupes auraient pu, dès le 30 avril, s'emparer de vive force du fort d'Issy; mais comme sa chute était certaine, on résolut d'attendre encore, par motif d'humanité. D'ailleurs, à cinq heures du soir, les insurgés avaient demandé à négocier. Une heure après,

un parlementaire leur fut envoyé avec sommation au commandant d'avoir à se rendre, lui et son personnel, dans le délai d'un *quart d'heure*. On lui promettait la vie sauve et la liberté pour lui et les siens; sinon, tout le monde serait passé par les armes en cas de résistance. — Signé : LEPERCHE, colonel, major de tranchée.

Les insurgés demandèrent une demi-heure pour délibérer et ne purent se mettre d'accord; la grande majorité des gardes nationaux inclinait visiblement à se rendre, mais les repris de justice Eudes et Mégy qui la commandaient n'étaient pas sans inquiétude sur le sort réservé aux criminels de droit commun. La nuit vint, les insurgés en profitèrent pour renforcer leurs défenses, remplacer la garnison du fort par des troupes fraîches, changer le matériel. Au point de vue militaire cette conduite était peu correcte, mais qu'importait ceci à des généraux comme Eudes et Mégy? A dix heures du matin, Eudes lui-même vint à l'abri du pavillon parlementaire déclarer qu'il voulait continuer la résistance, attendu qu'on ne traitait pas avec des « assassins. » Il mit le comble à ses aménités en laissant aux officiers d'état-major chargés de le recevoir une lettre du nouveau ministre de la guerre ainsi conçue :

« Au citoyen Leperche, major des tranchées devant le fort d'Issy :

« Mon cher camarade,

« La prochaine fois que vous vous permettrez de

nous envoyer une sommation aussi insolente que votre lettre autographe d'hier, je ferai fusiller votre parlementaire conformément aux usages de la guerre.

• Votre dévoué camarade,

• *ROSSEL, délégué de la Commune de Paris.* »

Devant une attitude pareille, il ne restait qu'à continuer la lutte, et le feu reprit avec fureur.

Le plan concerté entre M. Thiers et les généraux commandant l'armée s'exécutait avec lenteur peut-être, mais avec une précision mathématique : écraser au moyen d'une artillerie formidable les défenses de l'ennemi, s'emparer du fort d'Issy, et par cette trouée aborder les remparts et entrer dans la ville.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai, le 22^e bataillon de chasseurs enlevait à la baïonnette la gare de Clamart, tandis que deux bataillons du 35^e et du 42^e s'emparaient du château d'Issy après un combat acharné. Les fédérés laissèrent encore trois cents morts sur le terrain et quatre cents prisonniers entre les mains des assaillants. Le fort d'Issy se trouva dès lors investi et séparé du corps de la place.

Une pointe hardie poussée sur la droite des attaques avait mis aux mains des assaillants la redoute du moulin Saquet. Alourdis par le vin, les défenseurs de la redoute, surpris à deux heures du matin, laissaient deux cents morts sur place, tandis qu'on ramenait à Versailles trois cents prisonniers, huit canons et des

fanions rouges auxquels les soldats suspendaient des branches de lilas en fleurs.

Les 5 et 6 mai furent employés à isoler le fort de Vanves qui soutenait vigoureusement celui d'Issy dont la chute n'était plus qu'une question d'heures, et le colonel Vilmette en vint à bout en prenant d'assaut le redan et les tranchées qui abritaient les insurgés.

Le fort d'Issy allait voir toutes ses communications coupées, la grande batterie de Montretout allait ouvrir la brèche aux remparts, et le 8 mai au matin, ses 70 pièces lançaient leurs énormes projectiles sur les bastions d'Auteuil et du Point-du-Jour, par où l'on comptait entrer dans la place.

On se demande naturellement quelle attitude pouvaient avoir les Parisiens pendant ces canonades dont le grondement perpétuel indiquait des luttes sérieuses et persistantes. Ils avaient voulu être trompés, ils l'étaient amplement. Les affiches de la Commune avaient commencé par leur faire croire que les valeureuses troupes fédérées avaient à se mesurer contre les pontificaux, les agents de police, les chouans et les Vendéens, conjurés pour détruire la ville sacrée de la démagogie. Les braves « frères de l'armée » n'étaient pour rien dans ces violences, ils n'attendaient que l'occasion de fraterniser. Telle était la note dominante le 2 avril ; dès le 3, il fallut chercher autre chose et ce fut par des mensonges officiels que les Parisiens obtinrent

les renseignements sur les opérations militaires que nous venons d'indiquer. Rien ne saurait remplacer ces dépêches parfois bouffonnes, presque toujours à côté du vrai. Citons-en quelques-unes :

• 3 avril : Bergeret et Flourens ont fait leur jonction ; ils marchent sur Versailles. Succès certain. • 11 h. 20 du matin.

Flourens était tué depuis trois heures.

• 3 avril, 2 heures : Les colonnes ont pu franchir les lignes et se mettre en marche sur Versailles : Bergeret les a entraînées au cri de *Vive la République !* •

• 4 avril : Les Vendéens de Charette, les agents de Pietri fusillent les prisonniers, égorgent les blessés, tirent sur les ambulances. Vingt fois les misérables qui déshonorent l'uniforme de la ligne ont levé la croix en l'air, puis traîtreusement ont fait feu sur nos braves et confiants concitoyens. La Commune compte sur vous... Bientôt il ne restera plus aux royalistes de Versailles que la honte de leurs crimes. •

Le journal *la Montagne*, qui eut trois éditions en quatre heures, imprimait : « Victoire, le Mont-Valérien est à nous ! »

Dans les luttes qui se livrèrent aux environs de Neuilly et d'Asnières où les fédérés perdirent successivement toutes leurs positions, le général Dombrowski expédiait des dépêches constatant ses progrès de chaque jour.

• Nous sommes au pont de Neuilly, continuons d'avancer. •

Le lendemain :

« Nous sommes à cent mètres du pont de Neuilly. »

Le jour suivant :

« Nous avançons toujours ; nous ne sommes plus qu'à cinq cents mètres du pont de Neuilly. »

A ce compte, il finit par rentrer dans Paris.

Cluseret ne cultivait pas le mensonge avec moins de naïveté. *Il avait vu les Versaillais se battre entre eux pendant trois quarts d'heure ; et quinze cents artilleurs alsaciens refusaient obstinément de tirer sur le brave peuple de Paris. Il fit même afficher une proclamation de l'infanterie de ligne à la population de Paris, annonçant que les conseils de guerre de Versailles condamnaient à mort « les officiers, sous-officiers et « soldats refusant de faire feu sur le peuple. »*

La plupart des gardes nationaux avaient voulu donner une leçon au gouvernement, et les Parisiens qui avaient été fort aises de voir « le petit Thiers » dans l'embarras, furent bien obligés de modifier leurs idées, quand ils virent que les soldats poussaient la trahison jusqu'à charger leurs fusils pour les décharger sur eux.

Afin de relever le moral quelque peu ébranlé par les premiers combats, le délégué aux Affaires étrangères, Paschal Grousset, publie un rapport dans lequel il assure que les puissances de l'Europe comprennent enfin le mouvement communal et *se préparent à le soutenir.* « Il conseille « de ne pas traiter avec M. Thiers. »

Veut-on un modèle des rapports militaires en usage parmi les vainqueurs ? Voici celui du général Eudes :

« 15 avril, 7 heures du matin :

« Tout semble fini ; la nuit a été terrible. La bataille n'a pas cessé depuis dix heures du soir. C'est le fort de Vanves qui a supporté l'attaque la plus violente. Les royalistes ont fait des pertes énormes. Ils sont repoussés sur toute la ligne. C'est une victoire à inscrire sur le drapeau de la Commune. Nos fédérés sont des héros ; ils se sont battus comme des lions. Je vous demande de les mettre tous à l'ordre du jour.

« Le général commandant les forts du Sud :

« Eudes. »

Sachant combien le badaud parisien aime les détails, la Commune ne les lui ménage pas.

« 15 avril : Les officiers d'état-major du général Dombrowski apportent à l'hôtel de ville deux drapeaux pris sur les Versaillais à Neuilly. Le premier de ces drapeaux est de couleur verte et porte la croix vendéenne. Le second est composé de trois couleurs disposées en forme de croix. Il était planté sur une barricade. La commission exécutive félicite les vainqueurs. »

Preuve sans réplique que les Versaillais veulent imposer au bon peuple de Paris le joug abhorré du cléricalisme.

Tous les moyens sont bons pour ces ennemis acharnés ; en voulez-vous la preuve ? vous l'avez le même jour :

« 11 heures : Versaillais chassés de l'église de Neuilly, pris dans les caves. Pris deux drapeaux, dix zouaves pontificaux, lesquels se servent de projectiles explosibles et de balles mâchées. »

A force de lire et d'entendre répéter ces odieux détails, bon nombre de gardes nationaux devenaient furieux contre les brigands de Versailles, et répondaient à toutes les observations : « Vous voyez bien que c'est vrai, puisque l'*Officiel* l'annonce ! »

C'est en continuant jusqu'à la fin ce système de victoires menteuses et d'excitations révolutionnaires que la Commune fit croire aux Parisiens qu'ils vaincraient les ruraux et que l'invincible Paris mettrait la France à la raison comme il y aurait mis les Prussiens si Trochu ne l'avait pas trahi. On n'avait cependant pas prévu le conflit assez singulier que fit naître le besoin de mercure, inné chez les chefs du mouvement.

Les rapports des fédérés annoncent toujours des pertes légères en morts, blessés ou prisonniers. Ainsi le veut Cluseret, délégué à la Guerre. A côté de ces rapports admirables, le délégué Longuet publie scrupuleusement, dans le *Journal officiel*, la liste des victimes de la guerre ; elle suffit à remplir des colonnes et ne laisse pas de donner à réfléchir. Pourquoi les délégués ne s'entendaient-ils pas mieux ?

Aux mensonges officiels s'ajoutèrent bientôt les excitations des journaux et des clubs chargés

de préconiser les doctrines de la Commune et de préparer les esprits aux mesures les plus fâcheuses. Nous devons indiquer le rôle qu'ils jouèrent dans ces tristes circonstances.

CHAPITRE SIXIÈME

SOMMAIRE

La liberté de la presse. — N'existe que pour la Commune. — Départ des journaux menacés. — Suppression de plusieurs autres. — Les organes des chefs de parti. — *Le Père Duchêne*. — Les doctrines aimées des Parisiens. — Excitations malsaines. — Vermesch. — Vallès. — Rochefort. Les clubs, moins dangereux que les journaux. — Application des doctrines. — Pillages et profanations. — La Franc-Maçonnerie pactise avec la Commune. — Intercède pour elle et menace Versailles. — La démonstration des Loges le 29 avril. — Ses résultats.

La liberté de la presse est un dogme de foi dans le *credo* révolutionnaire. Les démocrates soutiennent que, pour le bonheur du peuple, cette liberté doit être illimitée, et les Parisiens sont morts pendant les journées de juillet 1830 pour soutenir cette liberté sacrée. Ils avaient la simplicité de croire que sous un gouvernement élu pour renverser tous les tyrans et faire épanouir toutes les libertés, chacun pourrait lire le journal de son choix et défendre ses opinions comme il l'entendrait : leur illusion ne dut pas être de longue durée.

La loi des suspects, éditée le 6 avril et livrant à

la police quiconque serait accusé de relations avec Versailles, offrait un instrument commode pour imposer aux journalistes une réserve qui n'avait rien de commun avec la liberté. Dès le 19 mars, quelques journaux avaient transporté leurs bureaux à Versailles : c'étaient ceux qui avaient le mieux jugé la situation. Les autres restés à Paris se virent bientôt réduits à flatter les nouveaux maîtres ou à disparaître.

Le 7 avril, les agents de la Commune se présentaient aux bureaux du *Bien public* pour arrêter son rédacteur en chef, Henri Vignault, coupable d'avoir fait de la conciliation à outrance. Le lendemain, le rédacteur annonça qu'il continuerait à dire la vérité, à défendre la justice, et qu'on ne pourrait mettre la main sur lui. Il tint parole, mais huit jours plus tard parut un décret ainsi conçu :

« La Commune, considérant qu'il est impossible de tolérer dans Paris assiégé des journaux qui prêchent ouvertement la guerre civile, donnent des renseignements militaires à l'ennemi, et propagent la calomnie contre les défenseurs de la République, a arrêté la suppression des journaux le *Soir*, la *Cloche*, l'*Opinion nationale* et le *Bien public*. »

Ces journaux, qui étaient pourtant républicains, protestèrent et voulurent continuer leur publication. Au bout de deux jours, un mauvais caricaturiste nommé Pilotell, devenu commissaire de police, venait fermer leur imprimerie, disperser les caractères et les mettre dans l'impos-

sibilité de continuer, heureux encore quand il ne conduisait pas les rédacteurs en prison.

Dès le 13 avril, un rédacteur du *Siècle*, dénoncé par le *Père Duchêne*, horrible petite feuille renouvelée de 93, était arrêté et conduit à Sainte-Pélagie, où Raoul Rigault devait le fusiller quarante jours plus tard.

C'est ainsi que la Commune entendait la liberté de la presse. Par contre, elle accorda toute licence aux feuilles qui se dévouèrent à sa cause, et les Parisiens, qui ont toujours fait la fortune des feuilles obscènes et révolutionnaires, purent s'approvisionner chaque matin de feuilles prêchant les doctrines les plus sauvages et soutenant les théories les plus absurdes.

Bon nombre de coryphées de la Commune avaient leur organe particulier exprimant les idées du maître et préparant ses vengeances personnelles. L'immonde *Père Duchêne*, autrefois pourvoyeur de la guillotine, s'était fait une spécialité de dénonciations et s'appliquait à satisfaire les plus basses rancunes de la plèbe (1). Dans son langage grossier, il demandait la suppression de l'héritage et annonça que le capital serait broyé en 1871, comme la propriété avait été broyée en 1789. Grâce à cette perspective, les gens qui n'avaient rien à perdre espéraient de

(1) Le *Siècle* qui se donnait la peine d'analyser ce journal poissard fut du moins payé en belle monnaie par le massacre de son rédacteur Chaudey.

beaux jours et concoururent à l'exécution du programme.

L'Internationale, dont la main se retrouvait en toute occasion, avait son organe officiel, la *Révolution politique et sociale*, pour plaider les sottises de la nation armée, la suppression de la police, la collectivité des biens cléricaux et la main mise du peuple sur « les édifices consacrés au commerce des superstitions. » Elle flatte les ouvriers en préconisant les grands travaux à exécuter et l'impôt sur le capital qui atteindrait seulement les riches.

Le citoyen Vaillant, étudiant revenu d'Allemagne, tranchait la question des princes et des rois, à la manière dont Alexandre le Grand dénouait le nœud gordien. « La société n'a qu'un « devoir envers les princes : la mort. Elle n'est « tenue qu'à une formalité, la constatation d'identité. » (27 mars.)

L'*Affranchi*, de Paschal Grousset, délégué aux Affaires extérieures, n'était pas plus tendre pour M. Thiers; il demandait que « la tête de ce fauteur de désordre, promoteur de guerre civile, « fût mise à prix. Thiers, s'écriait-il, Porsenna « qui assiège Rome ! trois cents jeunes gens ont « juré ta mort. » (4 avril.)

Le *Salut public*, le *Cri du peuple* et la *Montagne* ne cessaient de soulever les fureurs populaires contre le clergé, les couvents, les nonnes et les ignorantins, poussant aux perquisitions pour découvrir les souterrains (qui furent une

des manies de la Commune), afin d'y trouver les preuves des crimes odieux dont ils accusaient les gens d'église. Comment les ouvriers, dont toute la littérature se résume dans la lecture de romans racontant des insanités, auraient-ils fait pour ne pas croire à ces fables honteuses ?

Le Cri du peuple demande la démolition de la Colonne pour faire disparaître le dernier souvenir de l'esclavage impérial; la *Montagne* ajoute qu'il faut jeter à la voirie les restes de Napoléon I^{er}; un citoyen austère propose de dédorer le dôme des Invalides pour faire affront à ces restes méprisables; et le *Mot d'ordre*, de Rochefort, estime qu'il faut brûler sur la place Vendôme l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, en attendant qu'on démolisse la maison de M. Thiers.

Ces monstruosités semblaient alors toutes naturelles; « l'esprit public était tellement saturé de ces doctrines, que beaucoup de personnages peu sympathiques à l'insurrection ne semblaient plus distinguer entre le gouvernement légitime et les insurgés. Nous nous souvenons des propos que tenaient les Parisiens réfugiés dans les campagnes à cette époque néfaste. Ils scandalisaient les vrais Français en parlant des crimes de Versailles et des Prussiens de l'intérieur, contre lesquels la garde nationale devait employer toute son énergie. Les plus abominables excès des fédérés étaient à leurs yeux des peccadilles, des actes de légitime défense, et leurs appréciations n'étaient pas autres que celles des journaux

populaires et insurgés qui avaient seuls la parole.

Par là, nous avons pu mesurer la grandeur du mal et nous expliquer cette aberration des Parisiens, mettant sur la même ligne la Commune et le gouvernement légal; soutenant que Paris avait pour lui le droit dans cette lutte imple, et qu'il finirait par avoir la force.

Les clubs firent peut-être moins de mal que les journaux, mais ils fournirent l'occasion d'appliquer les doctrines émises dans les feuilles quotidiennes, et, sur la fin du mois d'avril, Paris eut l'odieux spectacle des églises profanées et remplies d'une foule sinistre applaudissant aux leçons de pillage et d'assassinat données par des orateurs de cabaret.

L'église Notre-Dame-des-Champs fut la première polluée. Les patriotes du quartier s'y réunirent le soir du 26 avril pour y discuter les grands problèmes de la régénération sociale. Les lustres étaient allumés, on y parla beaucoup et un témoin oculaire atteste qu'on y « fuma et cracha encore davantage. »

La nouvelle église Saint-Pierre de Montrouge fut confisquée comme lieu de réunion pour la garde nationale; sur les instances du curé, on voulut bien autoriser les catholiques à entrer une fois le dimanche par une porte de service pour entendre la messe dans la crypte souterraine. On revenait au temps des catacombes.

Le club de la salle Molière fut transféré dans

l'église Saint-Nicolas-des-Champs « pour y traiter de l'athéisme et anéantir par la science les vieux préjugés et les germes que la séquelle jésuitique a su infiltrer dans la cervelle des pauvres d'esprit. »

« Les clubs sont les auxiliaires de la Commune, c'est d'eux que doivent jaillir les idées que la Commune a la mission de réaliser. » Partage des biens, extermination des bourgeois, des otages et des Versaillais, sont les thèmes les plus ordinaires de ces discours, couverts par les applaudissements d'une foule en délire.

Le club de Saint-Sulpice fut plus difficile à établir ; des gardes nationaux avinés, précédés de gamins, contrefaisant les cris de tous les animaux, envahirent l'église pendant qu'on y faisait le mois de Marie. Une vraie bataille s'engagea, et les envahisseurs n'eurent le dessus qu'en allant chercher du renfort ; une femme, armée d'un énorme sabot, avait défendu victorieusement les abords de la chaire que les insurgés voulaient prendre d'assaut. La chaire était l'objectif des bavards prétentieux ou des énergumènes qui voulaient y débiter leurs impertinences et leurs blasphèmes. A la Trinité, à Saint-Germain-l'Auxerrois et à Sainte-Marguerite, ce furent des femmes de la pire espèce qui occupèrent le plus souvent les chaires paroissiales. Durant cette orgie monstrueuse, les marchands de journaux circulaient dans la foule des auditeurs et offraient un journal immonde, le

Prolétaire, aux fidèles de ce culte nouveau qui respectait la liberté de conscience des catholiques comme la Commune respecta toutes les autres libertés.

Le résultat de ces excitations ne se fit guère attendre. La loi des suspects fut appliquée avec une vigueur croissante. La fantaisie d'un commissaire de police ou d'un caporal de garde nationale suffit à déterminer des perquisitions dans les établissements publics et les maisons particulières.

Un personnage portant écharpe ou galon quelconque, suivi de trois ou quatre soldats avinés, se présente au nom de la Commune qui est alors la loi.

« — Quel est votre mandat ? »

« — Ceci ne vous regarde pas. Vous êtes suspect, vous avez des intelligences avec les Versaillais ; il y a chez vous des armes, des munitions, un souterrain. Nous sommes chargés de nous en assurer. »

On visitait de la cave au grenier, et on soignait surtout la cave, car les fédérés avaient toujours soif. Très souvent la visite se terminait par une arrestation ; agent de police, gendarme, garde national réfractaire, boutiquier dénoncé par un concurrent jaloux, tout était bon à prendre. Le nombre des individus arrêtés et détenus plus ou moins arbitrairement, à la suite de perquisitions, s'éleva au chiffre respectable de 3.682 en moins de quarante jours.

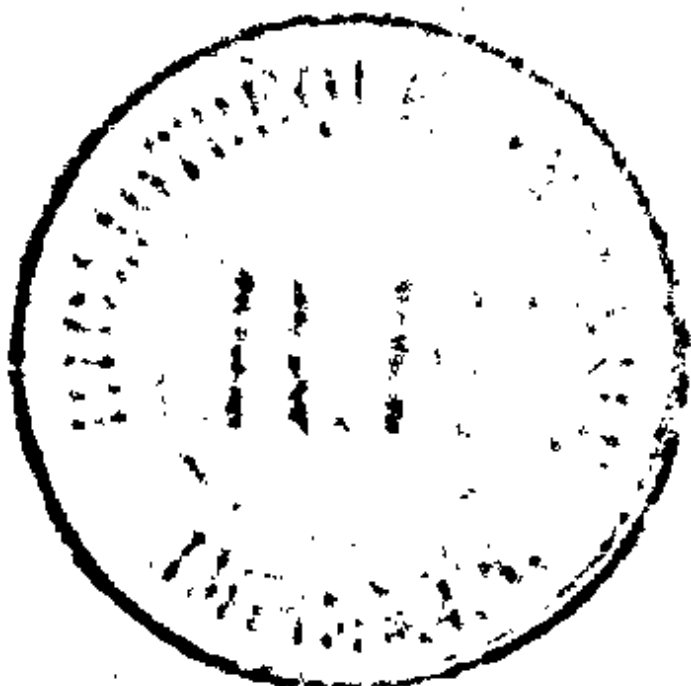
Les églises et les couvents furent naturellement plus maltraités que toute autre maison. Le 8 avril, on ouvrait déjà les tombeaux des archevêques de Paris à Notre-Dame pour y chercher des richesses ; du 1^{er} au 18 avril, vingt-six églises sont closes ou mises sous les scellés ; c'est ce qui pouvait leur arriver de plus heureux. Le 26 avril, les scellés de Notre-Dame sont brisés ; bronzes, ornements, vases sacrés, tout est envoyé à la Préfecture, puis à la Monnaie, où l'on n'eut pas le temps de les fondre. Notre-Dame-de-Lorette fut des plus maltraitées ; les trones défoncés, les tabernacles des chapelles détruits, les statues décapitées et jetées à terre, les candélabres brisés ou tordus, les meilleurs tableaux percés à coups de baïonnette. L'église Saint-Laurent fut mise à sac, et, après sa fermeture, on suspendit à son portail cet écriteau qui voulait être méchant et qui n'était que bête : *Ecurie à louer*.

L'inévitable commissaire aux délégations, Le Moussu, présidait à ces expéditions et dressait des inventaires assez complets des captures faites pour le bonheur du peuple ; mais ce n'était point assez de voler les églises et les couvents, il fallait les calomnier. Toute la presse communarde s'y employa et y réussit assez bien. Le monde fédéré se trouvait si bien dans son élément au milieu du mensonge qu'il accepta tous les récits lui représentant les couvents comme des lieux de dépravation et des maisons de dé-

bauches. Il crut volontiers à l'existence d'instruments de torture, parce qu'on lui montra au couvent de Picpus des instruments orthopédiques destinés à redresser des boiteux et des bossus ; il admit que le corps de sainte Aurélie était celui d'une jeune fille assassinée par les vicaires, et qu'un squelette, affublé d'une perruque blonde achetée chez un coiffeur en face de Saint-Laurent, était une victime du curé de la paroisse, dont une brochure dévoila les prétendus crimes.

C'étaient Rigault, délégué à la Sûreté générale, et Protot, délégué à la Justice, qui inventaient ces forfaits, tandis que leurs dignes représentants étaient chargés de les faire valoir. Un nommé Ferrouillat, dit *Philippe*, conduisit cette expédition devenue fameuse. On prit d'abord tout ce que l'on put prendre et emporter, puis on calomnia les religieuses ; les fédérés vinrent en pèlerinage visiter les squelettes des victimes du Sacré-Cœur ; Rochefort, dans son *Mot d'Ordre*, se fit le moniteur de ces infamies ; les religieuses furent chassées et les Pères de Picpus furent menés à la Conciergerie pour être plus tard fusillés.

A l'orphelinat du prince Eugène Napoléon, construit pour recevoir et élever trois cents jeunes ouvrières, un clerc d'huissier, devenu adjoint du XII^e arrondissement, chassa les religieuses, qui purent emmener avec elles un certain nombre de leurs élèves. Les autres servirent aux plaisirs de ces misérables, et, sur la centaine



qui dut rester, quarante-cinq furent retrouvées infectées et cinq perdaient la vue par suite d'ophtalmie purulente.

Voilà comment ces libérateurs respectaient les filles du peuple, et Eudes résumait bien les haines bestiales de la Commune quand il donnait ordre aux dernières batteries fédérées de « tirer sur les églises. »

Au moment même où les chefs de la révolte poussaient les choses à cet excès, ils avaient le talent d'intéresser la Franc-Maçonnerie à leur cause et d'obtenir d'elle une démonstration qui jeta du moins un rayon de gaieté sur ce Paris en proie à la Terreur. Après une première démarche individuelle qui n'eut aucun résultat, les maçons libres-penseurs de la Commune imposèrent aux Loges un mandat impératif qui fut accepté le 21 avril. Il fallait :

1° Obtenir un armistice pour l'évacuation des villages bombardés ;

2° Demander énergiquement à Versailles la paix basée sur le programme de la Commune, le seul qui puisse amener la paix définitive.

La première partie était facile à obtenir, mais la seconde était un défi jeté à la France, et, en l'acceptant, les francs-maçons s'alliaient aux révoltés. M. Thiers le leur fit bien voir à la manière dont il reçut les délégués des Loges.

Bien que désavoués par les plus prudents, les membres d'une assemblée tenue le 25 résolurent de faire une grande manifestation, d'aller plan-

ter leurs bannières sur les remparts de Paris et, si *une seule balle les touchait*, de marcher contre l'ennemi commun. La Commune fut enchantée de cette aubaine, et Jules Vallès donna son écharpe rouge de membre de la Commune, en signe de joie et d'alliance, aux maçons qui vinrent lui annoncer cette résolution suprême.

La grande manifestation fut fixée au samedi 29 avril, et Paris vit ce jour-là une des plus curieuses exhibitions. Les Rose-Croix, avec leur cordon rouge, les Kadoches, avec leur écharpe noire frangée d'argent, des bannières de toutes les formes, des rubans de toutes les couleurs et des tabliers de toutes les dimensions défilèrent le long des boulevards. Reçus à l'hôtel de ville en grande cérémonie, harangués par Félix Pyat, embrassés par Beslay, ils reçurent de Léo Meillet un drapeau rouge « pour être placé au-devant des balles homicides de Versailles. » Le frère Thirifocq répond : « Si nous ne sommes pas entendus et si l'on tire sur nous, nous appelons à notre aide toutes les vengeances. Tous ensemble nous nous joindrons aux compagnies de guerre pour prendre part à la bataille... »

Ceci peut servir de réponse aux honnêtes badauds prétendant que la Maçonnerie ne s'occupe nullement de politique.

Les deux mille manifestants (1), revêtus de

(1) Les Loges prétendent qu'il y en avait dix à onze mille. (Document du 5 mai 1871.)

leur étrange costume, allèrent depuis la Bastille jusqu'à l'Arc-de-Triomphe, escortés par une foule qui ne leur ménageait point les quolibets ; ils n'étaient applaudis que par les fédérés. Un combat, dont les projectiles arrivaient jusqu'à l'avenue d'Eylau, refroidit fort l'enthousiasme des manifestants ; il n'en resta qu'une quarantaine pour suivre la première bannière, sur laquelle on lisait cette devise touchante : *Aimons nous les uns les autres*. Le général Montaudon, bien qu'affilié aux Loges, déclara qu'il n'avait pas qualité pour traiter et qu'il exécuterait les ordres du gouvernement légitime.

Pendant que trois députés allaient à Versailles trouver M. Thiers, qui leur répondit : « Que Paris mette bas les armes, j'écouterai alors toute proposition raisonnable ; sinon, non ! » les Vénérables plantèrent leurs bannières sur les remparts comme pour défier l'artillerie versail-laise ; quand ils virent qu'elle tirait, sans respect pour ces insignes sacrés, ils les rapportèrent dans les convents d'où elles n'auraient jamais dû sortir pour l'honneur d'une confrérie qui se dit patriotique. Comme la démarche ne rapporta guère que du ridicule aux Loges maçonniques, elles ne manquèrent pas de la désavouer.

Tandis que la Commune mettait toute son ardeur à favoriser ces démonstrations saugrenues, elle montrait son horreur du cléricalisme en expulsant de son sein un Champenois, élu du peuple aussi bien que Ferré, Pyat et Rigault. Il

fut chassé parce qu'il avait été jadis capucin. Devant une pareille délicatesse de conscience, le sort réservé à quiconque tenait de près ou de loin à la religion n'était pas douteux. Cette haine implacable fut un des caractères les plus saillants du gouvernement insurrectionnel, et, avant de raconter sa chute, nous devons indiquer la manière dont il administrait.

CHAPITRE SEPTIÈME

SOMMAIRE

L'administration de la Commune. — Moyens de se procurer des ressources. — Seize millions pris à la Banque de France, deux millions aux Chemins de fer. — Suppression du service des mœurs et de la police. — Les fonctionnaires ridicules. — Télégraphes, Domaines, Monnaie. — Le huis-clos des séances. — Le *Journal officiel*. — Vanité des membres de la Commune et de ses adhérents. — Débats intérieurs. — L'instruction du peuple. — Chasse aux crucifix. — Les affaires empirent. — Le comité central reprend son influence. — Réorganisation militaire. — Dombrowski, La Cecilia, Wroblewski. — Mesures de rigueur. — Le club central.

Le but proposé à la niaiserie parisienne dans l'établissement de la Commune était de rendre à la grande ville ses libertés municipales, et c'est sur ce point que portèrent d'abord les négociations avec Versailles. Il fallait bien un prétexte pour amuser la foule, mais tous les prétextes invoqués furent menteurs, et un des chefs du mouvement, plus franc que les autres, a déclaré que lui et ses amis voulaient « faire la noce. »

La victoire, qu'un concours de circonstances et de désastres extraordinaires avait mise entre les mains du comité central et des meneurs, ne

laissait pas d'être embarrassante, car les vainqueurs sentaient bien que tout le monde n'était pas avec eux. « Un quart de Paris est bon, disaient-ils; mais les trois autres quarts et le reste de la France ne valent rien. » En attendant que le bon quart pût dominer les trois autres par la force, il les amadouait en décrétant des mesures propres à les flatter.

Le comité central, qui tint du 19 au 28 mars onze séances à l'hôtel de ville, lève l'état de siège et abolit les conseils de guerre. Il cherche à se procurer de l'argent. Les fonds, portés à Versailles, faisaient défaut. Etrangers à toute administration, les nouveaux chefs du peuple ne savaient pas que, dans une annexe de l'hôtel de ville, l'Assistance publique avait soixante-dix-huit millions dans ses caisses! Un employé fidèle vint à bout de sauver ce patrimoine des indigents de Paris, et il était trop tard quand la Commune voulut le saisir.

En attendant, il faut des ressources, et, dès le premier jour, on réquisitionne la Banque de France qui se défendit vaillamment, conserva son bataillon armé, mais n'en versa pas moins de 16.693.202 fr. 33 c. du 20 mars au 23 mai, en trente-neuf réquisitions. Le relieur Varlin, délégué aux Finances, avait, dès le 24 mars, fait enfoncer les coffres-forts de la caisse municipale et dressé un inventaire fort détaillé des 1.284.405 fr. 85 c. qui s'y rencontrèrent.

Cela ne suffisait pas pour payer les gardes

nationaux, leurs femmes et bien d'autres personnages qui devaient vivre de la Commune. Rousseau, du comité central, propose, le 21 mars, de frapper les caisses des chemins de fer d'un impôt proportionnel qui produisit à peu près deux millions. Grolard et l'ex-capucin Blanchet demandent que l'on confisque et que l'on vende au profit de la Commune les biens des députés et des sénateurs qui ont voté la guerre. En joignant à ces ressources le produit de l'octroi, l'argenterie des Invalides et des ministères envoyée à la Monnaie, le pillage des églises, des couvents et de quelques hôtels particuliers fournirent un appoint qui n'était pas à dédaigner ; et si quelqu'un observait que ces formes d'emprunt étaient un peu risquées, la Commune répondait invariablement : *Item, il faut vivre.*

Quand Jourde, un comptable très régulier et qui administrait les finances au plus près de la conscience, demande quelle sera l'attitude de l'assemblée municipale à la veille d'être élue (25 mars) si l'Assemblée nationale ne veut pas la reconnaître, la réponse est unanime : On n'oserait pas ! Tant les révoltés comptaient sur la complicité des uns et la lâcheté des autres ! Heureusement pour la France que M. Thiers osa !

Dans sa dernière séance, le comité central décréta la suppression du service des mœurs et des inspecteurs de police. C'était un cadeau d'adieu fort apprécié des repris de justice et des femmes

de mauvaise vie qui allaient commencer leur règne.

Le mécanicien Assi affirma dans son discours final l'immortalité du nouveau régime en disant :

« La République est à jamais fondée, et la *sécurité publique* n'est plus exposée à aucun péril. D'ailleurs à tout être, quel qu'il soit, qui voudrait attaquer la République, on ne doit qu'un coup de fusil. »

On a dit des élus de la Commune qu'ils purent garder l'anonymat tout en signant leurs noms, tant ils étaient obscurs et inconnus. Ces « canailles internationales », comme les appelle un condamné à mort, se prélassaient dans les fauteuils capitonnés de l'hôtel de ville, en se décernant des éloges pompeux et déclarant qu'ils avaient bien mérité de la République universelle. Tout fiers de leur exaltation, ils s'imaginent qu'ils vont attirer le monde entier, ils mettent la main sur tous les rouages du gouvernement et se prennent tellement au sérieux que les Parisiens, qui s'étaient amusés d'abord de leurs actes, cessent bientôt d'en rire. Paschal Grousset, délégué aux Affaires étrangères, avait payé la note de son tailleur en le nommant conservateur de la bibliothèque du ministère. Bien d'autres nominations ne valurent point celle-ci et étaient peut-être moins justifiées. Le docteur Rousselle, qui s'intitulait chirurgien en chef de la République universelle et directeur des fêtes populaires, le garçon boucher Victor Bénot, gou-

verneur du Louvre, le menuisier adjudant-major Etienne Boudin, qui exploitait les caves des Tuileries, et mille autres de ce genre étaient certes plus ridicules que ce tailleur devenu homme de lettres.

Un membre du comité central avait été nommé directeur des télégraphes; dès les premiers jours ses communications étaient interrompues avec la province; il utilisait ses loisirs en signalant au peuple de Paris « les atrocités de Versailles, « les procédés criminels des monarchistes coupant ses fils métalliques. » Ses rapports peuvent rivaliser avec ceux du chirurgien annonçant que les Versaillais lancent des obus et des bombes remplis de médailles de la Vierge, « dentelées sur les bords. » Cette pluie de médailles exaspérait les libres-penseurs parisiens, et fait plus d'honneur à leur imagination qu'à leur jugement.

La Commune avait son directeur des Domaines nommé Fontaine; il allait partout inventorier et revendiquer les propriétés de l'Etat, prendre l'argenterie, la vaisselle, les objets appartenant à M. Thiers, pour les mettre sous le séquestre ou les envoyer à la Monnaie.

Elle avait son monnayeur, un ouvrier fondeur nommé Camelinat, qui fondit pour 1.200.000 fr. de pièces de 5 francs, avec les 169 lingots pris à la Banque et l'argenterie des ministères. Le tout valait au poids 1.573.000 fr. On juge par ces chiffres que la fabrication coûtait un peu cher.

La main des fédérés était plus à craindre pour les matières précieuses que le creuset de l'orfèvre.

Les démocrates demandant le gouvernement du peuple par le peuple ont toujours réclamé la liberté et le contrôle de l'opinion publique. Les Parisiens furent scandalisés de voir voter le huis-clos des séances. La Commune n'était au fond qu'une société secrète agissant au grand jour ; le huis-clos lui convenait. Du 29 mars au 13 avril, toutes les délibérations furent tellement mystérieuses que les huissiers même étaient écartés, toutes portes closes.

Le secret n'était pas tellement gardé que M. Thiers ignorât ce qui se passait dans ces réunions ; quelques traitres le lui apprenaient chaque jour. Pour les récompenser, on les laissa échapper quand vint la débâcle.

A défaut de ces pièces, qui ont été détruites probablement, il nous reste le *Journal officiel de la Commune*, qui nous indique la hauteur des vues de ses membres. Ce n'était point une révolution municipale qu'ils avaient en vue ; c'était la révolution universelle. Tous ces ouvriers et petits bourgeois déclassés rêvaient la domination absolue et l'exaltation du prolétariat, destiné à faire la loi partout. Tout ce qui n'est pas prolétaire et communard devient chouan ou girondin ; « les rouges doivent exterminer les pâles. »

Millière, envoyant sa démission de membre de l'Assemblée nationale pour rester membre de la

Commune, admire la population parisienne et honnit le reste de la France qui devra subir le joug. La Commission exécutive déclare que « les Versaillais assassinent, tandis que les républicains combattent. » (9 avril.)

Ces hommes équivoques s'attribuent toutes les puissances, même celle de scruter les cœurs et les intentions. On croit leur faire plaisir en demandant que les élections par appel nominal et bulletin ouvert soient seules autorisées, ils ont le bon esprit de dire non, mais ils n'en imposent pas moins leur manière de voir. Leur trait caractéristique est une vanité vraiment inconcevable. Ils ont horreur du métier qui les faisait vivre jadis et croient qu'avec une écharpe et du galon on devient digne de toutes les fonctions dont un homme peut être investi. Leur seule ambition est de dominer et faire acte de pouvoir. Le délégué au *Journal officiel*, un jeune fat de vingt-cinq ans, se flattait, avec ses articles, de soulever la province contre le gouvernement de Thiers. Un sous-lieutenant, qui demande à être nommé colonel, écrit à Delescluze : « Une modestie exagérée me paraît coupable. » Ce mot typique semble être le caractère distinctif de tous ces législateurs de passage.

Cette ambition effrénée ne les empêche point de soutenir l'égalité pour tous les autres ; quand Jules Vallès demande une concession à perpétuité pour le vieux socialiste Pierre Leroux, enterré le 14 avril, quelques farouches répondent :

« La concession à perpétuité est contraire aux principes démocratiques révolutionnaires. »

Dans les assemblées de la Commune on discutait à perte de vue pour ne rien décider ; il fallut quatre jours pour savoir si on prorogerait l'échéance des effets de commerce de six mois ou d'un an, et on finit par laisser la question en suspens.

Les dix commissions établies pour régler les affaires se gênaient mutuellement et empiétaient volontiers l'une sur l'autre. Sur la proposition du vernisseur Viard, qui présidait ce jour-là (20 avril), il est procédé à une réorganisation complète. Un délégué est nommé pour chaque service public et tout ministère reçoit son ministre. C'est retomber dans les vieux errements. Mais par qui la Commission exécutive sera-t-elle remplacée ? En somme, c'est elle qui détient le pouvoir ; elle l'emporte sur toutes les autres. On ne peut s'entendre à ce sujet, quand le vieux journaliste Delescluze propose de confier le pouvoir aux délégués des neuf commissions. Ils se réuniront chaque soir, prendront leurs décisions à la majorité des voix ; ils rendront compte, en comité secret, des mesures proposées ou adoptées, et la Commune décidera.

Ceci ressemblait fort à l'ancienne organisation ; aussi, dès le lendemain, le système fut-il attaqué comme entaché de réaction. Les délégués jaloux l'un de l'autre sont soumis à la surveillance d'un comité, qui lui-même est surveillé par

un comité supérieur. Les divisions éclatent, Félix Pyat n'est plus qu'un régicide en chambre, au dire de Vermorel ; Vermorel n'est qu'un agent secret de Napoléon III, au dire de Pyat ; Lefrançais provoque Vermesch à venir aux avant-postes. Rochefort insulte Vésinier, traite Millière de voleur et de lâche. Rigault, se croyant blessé par un vote de défiance, donne sa démission de délégué à la Sûreté générale ; il faut pour le calmer le nommer procureur de la Commune et pourvoyeur de ses prisons.

Au sortir de ces séances agitées dont le public n'a pas connu tous les orages, Vermorel écrivait :

« Le dégoût me prend au milieu de tant de sottises, de tant de prétentions, de tant de lâcheté ; nous n'avons que des imbéciles, des fripons ou des traîtres, instruments vils et ridicules, rien que des personnalités grotesques et monstrueuses. »

Le tableau n'est pas flatté, mais il est d'après nature. Cependant, on avait beau substituer les délégués aux commissions, les civils aux militaires, les rouges aux pâles et les pharmaciens aux apothicaires, les affaires allaient aussi mal, et, pour se venger de ses défaites, la Commune ne vit rien de mieux que d'organiser la Terreur. Sur les avis du comité central qui la dominait et voyait la garde nationale tout à fait découragée, on décida l'arrestation de Cluseret, qui trois semaines auparavant avait fait mettre Bergeret à Mazas, pour le remplacer par Rossel qui dura

onze jours ; et le 28 avril, sur la proposition du pharmacien Jules Miot, on vota, par 15 voix contre 23, la création d'un comité de salut public composé de cinq membres nommés au scrutin individuel. L'article 3 de ce décret porte que :
« Les pouvoirs les plus étendus sur toutes les
« commissions sont donnés à ce comité qui ne
« sera responsable qu'à la Commune. » Les cinq membres jugés dignes d'exercer ce pouvoir dictatorial furent Antoine Arnaud, fabricant de filets, le peintre Gabriel Ranvier, Félix Pyat, le commis-voyageur Charles Gérardin et le clerc d'avoué Léo Meillet. Les Jacobins l'emportaient sur les socialistes, les violents sur les modérés, on reprenait les traditions de 1793 et un des premiers soins du nouveau pouvoir fut de rétablir le calendrier républicain et de faire construire de nouvelles barricades sur la place de la Concorde, la terrasse des Tuileries, dans les rues Royale, de Rivoli, etc.

Effrayé des pouvoirs du comité de salut public, Jourde, délégué aux Finances, voulut rendre compte de sa gérance et donner sa démission. Il déclara avoir encaissé du 20 mars au 30 avril 26.013.916 fr. 70 c. et dépensé 25.138.089 fr. 12 c., en sorte qu'il avait un excédent de 875.827 fr. 58 c. en caisse. Il avait donné 20.000.000 à la guerre, 1.800.000 fr. à l'intendance, 1.445.000 fr. aux municipalités, 1.500.000 fr. pour les hôpitaux, les pompiers, les télégraphes, l'imprimerie, 112.000 fr. pour les affaires étrangères.

Le chiffre le plus curieux dans ces dépenses est celui de l'instruction publique. La Commune qui voulait éclairer le peuple ne dépense que 1.000 francs, dans tout son règne, pour l'instruction primaire. Notons en passant que chacun de ses membres ne touchait que cent francs par semaine. C'était peu pour faire aussi rude besogne.

Non seulement les collègues de Jourde ne voulurent point accepter sa démission, mais ils déclarèrent qu'il devait continuer, parce qu'il avait « fait des miracles. » Les compagnies de chemins de fer dont il avait déjà tiré 1.592.000 fr., bien d'autres, dont il avait dévalisé les caisses et l'argenterie, ne furent point du même avis et continuent à penser que ces miracles étaient de fort vilains tours. En récompense de sa bonne gestion, Jourde fut réintégré et soustrait à l'autorité du comité de salut public.

Pour augmenter les ressources du Trésor, la pêche à la ligne fut interdite dans la Seine et les délinquants condamnés à dix francs d'amende avec confiscation des engins. Il ne faut jamais négliger les petits profits.

Le délégué à l'Enseignement, voulant hâter la transformation de l'enseignement religieux en enseignement laïque partout où elle n'était pas encore effectuée, nomma une commission dont les citoyens Dacosta et Assolier furent les plus beaux ornements. Il est probable que Dacosta, grand ami du sinistre Raoul Rigault, trouva le

moyen d'avancer l'opération en expulsant les Frères et les Sœurs des Ecoles chrétiennes. Cette expulsion eut lieu du 19 avril au 7 mai, et 32 Frères des Ecoles chrétiennes, arrêtés dans les gares au moment où ils voulaient se retirer en province, furent mis en prison comme otages et la Commune ne fit aucune difficulté de leur reprocher l'abandon du poste d'où elle les chassait violemment.

Son *Journal officiel* en fait foi. Le 11 mai il constate en outre que :

• Malgré l'expulsion, il reste encore dans beaucoup d'écoles, sous forme de crucifix, maïones et autres symboles, le souvenir de cet enseignement. Les instituteurs et institutrices devront faire disparaître ces objets dont la présence offense la liberté de conscience. •

Voilà tout ce que la Commune fit pour l'enseignement du peuple, et la chasse aux crucifix fut un de ses triomphes les plus faciles.

Les magistrats du tribunal civil de la Seine furent accusés, comme les Frères, d'avoir lâchement abandonné leur poste et un citoyen avocat nommé Voncheu fut mis à leur place avec des pouvoirs étendus. Les huissiers, greffiers et notaires créés à l'avenant assistèrent le nouveau tribunal, et en prévision des procès criminels qui allaient bientôt surgir, on institua, le 4 mai, six accusateurs publics dont le féroce Rigault, Ferré, Dacosta furent les coryphées.

Pour simplifier les débats et installations, le serment politique et le serment professionnel furent abolis le même jour sur la proposition de l'avocat Protot, délégué à la Justice.

Malgré les deux ou trois réorganisations tentées depuis six semaines, le comité de salut public ne réussissait pas mieux que la commission exécutive; ses décrets violents ou odieux aidaient les choses à aller de mal en pis; les sympathies de l'Amérique du Sud et des socialistes allemands dont il se flattait, étaient trop platoniques pour améliorer une situation qui empirait de jour en jour. Le désordre allait croissant et le fameux comité central, qui avait fait la révolution du 18 mars, voulut intervenir pour la sauver.

Rossel, délégué à la Guerre depuis cinq ou six jours, détestait ce comité, mais il avait besoin de son concours pour rétablir l'ordre dans les services militaires. Que pouvait-il attendre du relieur Varlin placé à la tête du service des subsistances? Que faire si, en face des Versaillais menaçants, les fédérés, las d'être menés au feu par la Cecilia, Dombrowski, Wroblewski, Okoloviez et cent autres soldats de la révolution universelle, se refusaient à continuer un service devenu de plus en plus dangereux? Il fallut donc revenir au comité central pour profiter de son influence sur les gardes nationaux, et le 15 floréal an 79 (5 mai) le comité de salut public rendit un arrêté ainsi conçu :

• La délégation de la Guerre comprend deux divisions : direction militaire, administration. Le colonel Rossel est chargé de l'initiative et de la direction des opérations militaires. Le comité central de la garde nationale est chargé des différents services de l'administration de la guerre, sous le contrôle direct de la commission militaire. »

Le comité reprenait ainsi une position officielle et pouvait émarger au budget tout en prenant une part active à la résistance.

Les étrangers ne continuent pas moins à dominer. Par arrêté de Rossel, La Cecilia commande le centre, de la Bièvre à Auteuil ; Dombrowski l'aile droite, d'Auteuil à Saint-Ouen ; Wroblewski, de la Bièvre à la Seine, aile gauche. Eudes et Bergeret sont mis à la tête des réserves.

Le 6 mai, la Commune, voulant se rendre favorables les clients du Mont-de-Piété, ordonne de rendre aux prêteurs les objets engagés pour moins de 40 francs, et considérant que la chapelle expiatoire de Louis XVI est une injure permanente à la justice du peuple, ordonne que ladite chapelle sera détruite dans la huitaine et ses matériaux vendus au profit du domaine public.

Cette mesure ridicule devait blesser au cœur les royalistes de Versailles. Un sursis de huit jours sauva ce monument.

Le 7 mai, le comité, sentant que le moment des grands efforts arrivait, décréta l'établissement d'un club central dans l'église Saint-Eustache. Tous les clubs de Paris étaient invités à y

envoyer leur délégué pour répandre partout les idées de la Commune (1) que les Parisiens commençaient par trouver bien amères. Le même jour, Protot décrétait la mise sous séquestre de tous les biens, meubles et immeubles, appartenant aux communautés religieuses, et Rossel demandait la réquisition de tous les chevaux de selle pour la cavalerie fédérée. Les combats d'avant-postes allaient bientôt prendre fin et l'attaque du corps de place commençait l'action décisive.

(1) Pour répandre ses idées en province, la Commune lançait à profusion des ballons remplis de proclamations incendiaires et d'appels à la nation.

CHAPITRE HUITIÈME

SOMMAIRE

L'attaque du corps de place. — Avertissement aux Parisiens. — Les batteries de la marine à Montretout. — Triste contenance de la garde nationale dans les combats. — Vains efforts de Rossel. — On ne peut trouver 12.000 hommes de bonne volonté. — Le fort d'Issy évacué par ses défenseurs. — Rossel arrêté. — Delescluze délégué à la Guerre. — Mesures radicales. — Le comité de salut public en permanence. — Ordre de raser la maison de M. Thiers. — La Banque se défend. — Chasse aux papiers. — Cartes d'identité. — Grandeur des portiers. — La démolition de la colonne Vendôme, œuvre de Courbet. — Les délégués civils à la surveillance des généraux. — Dombrowski négocie pour livrer Paris. — Scission dans la Commune. — Les violents sont en majorité.

Avant d'ouvrir le feu de la grande batterie de Montretout dont les 70 pièces devaient pulvériser les remparts et ouvrir la brèche, le gouvernement de Versailles adressait aux Parisiens un grave document que l'*Officiel* de la Commune reproduisit en l'appelant un tissu de mensonges et de calomnies destiné à tromper la province qui échappait aux Versaillais.

« Aux Parisiens :

« La France, librement consultée par le suffrage

universel, a élu un gouvernement qui est le seul légal, le seul qui puisse commander l'obéissance, si le suffrage universel n'est pas un vain mot.

« Ce gouvernement vous a donné les mêmes droits que ceux dont jouissent Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, et, à moins de mentir au principe de l'égalité, vous ne pouvez demander plus de droits que n'en ont toutes les autres villes du territoire. En présence de ce gouvernement, la Commune, c'est-à-dire la minorité qui vous opprime et qui ose se couvrir de l'infâme drapeau rouge, a la prétention d'imposer à la France ses volontés. Par ses œuvres, vous pouvez juger du régime qu'elle vous destine. Elle viole les propriétés, emprisonne les citoyens pour en faire des otages, transforme en désert vos rues et vos places publiques, où s'étalait le commerce du monde, suspend le travail dans Paris, le paralyse dans toute la France, arrête la prospérité prête à renaître, retarde l'évacuation du territoire par les Allemands et vous expose à une nouvelle attaque de leur part, qu'ils se déclarent prêts à exécuter sans merci, si nous ne venons pas nous-mêmes comprimer l'insurrection.

« Nous avons écouté toutes les délégations qui nous ont été envoyées et pas une ne nous a offert une condition qui ne fût l'abaissement de la souveraineté nationale devant la révolte, le sacrifice de toutes les libertés et de tous les intérêts. Nous avons répété à ces délégations que nous laisserions la vie sauve à ceux qui déposeraient les armes, et que nous continuerions le subside aux ouvriers nécessiteux. Nous l'avons promis, nous le promettons encore, mais il faut que cette insurrection cesse, car elle ne peut se prolonger sans que la France y périsse. Le gouvernement qui vous parle aurait désiré que vous pussiez vous affranchir vous-mêmes des quelques tyrans qui se jouent de votre liberté et de votre vie. Puisque vous ne le pouvez pas, il faut bien qu'il s'en charge.

c'est pour cela qu'il a réuni une armée sous vos murs, armée qui vient au prix de son sang, non pas vous conquérir, mais vous délivrer. Jusqu'ici, il s'est borné à l'attaque des ouvrages extérieurs. Le moment est venu où, pour abréger votre supplice, il doit attaquer l'enceinte elle-même. Il ne bombardera pas Paris..., il ne tirera le canon que pour forcer une de vos portes...

« Il dépend de vous de prévenir les désastres qui sont inséparables d'un assaut. Vous êtes cent fois plus nombreux que les sectaires de la Commune... Si vous n'agissez pas, le gouvernement sera obligé de prendre, pour vous délivrer, les moyens les plus prompts et les plus sûrs.

« Parisiens, pensez-y mûrement, dans très peu de jours, nous serons dans Paris. La France veut en finir avec la guerre civile. Elle le veut, elle le doit, elle le peut. »

« Elle marche pour vous délivrer. Vous pouvez contribuer à vous sauver vous-mêmes en rendant inutile et en reprenant votre place dès aujourd'hui au milieu de vos concitoyens et de vos frères. »

Tout Paris put lire ce document, puisqu'il parut dans les journaux, et le lendemain du jour où le public en eut connaissance, la formidable batterie qui devait ouvrir les portes de la ville révoltée commença son œuvre. L'effet fut terrible; ses obusiers purent envoyer des projectiles pesant 80 kilogrammes, jusqu'à la porte de Vaugirard distante de 6.200 mètres. Le 14 mai, le général Félix Douay donnait l'ordre de renverser la porte d'Auteuil, elle fut détruite en une heure; la porte de Saint-Cloud n'était qu'un monceau de moellons dès le 17, et les tranchées ouvertes

dans le bois de Boulogne avançaient rapidement sous la protection de ces batteries auxquelles les fédérés essayèrent vainement de riposter. Du 8 au 21 mai, les batteries de la marine, venues de Brest et servies par des marins, avaient lancé 14.897 projectiles sur les remparts de la ville révoltée. Dès le 9 mai on avait passé la Seine à Sèvres et commencé les batteries qui devaient attaquer la flotille de la Commune, postée dans le viaduc du Point-du-Jour, d'où elle tirait sur les ouvrages et batteries de l'armée. Une canonnière « tomba glorieusement » et les autres allèrent se réfugier près du pont de la Concorde.

Le nouveau délégué à la Guerre, Rossel, en réorganisant les commandements militaires, avait espéré remettre l'armée fédérée sur un meilleur pied ; il s'aperçut bien vite que l'anarchie serait plus forte que lui. Un système d'ivrognerie savamment établi et poussé à ses dernières limites remplissait chaque jour les ambulances de malades, les meilleurs bataillons n'obéissaient qu'à regret et se disputaient l'honneur de ne pas aller au feu. Rossel se mit à trancher dans le vif et voulut employer les grands moyens. Il menaça de faire fusiller quiconque n'obéirait pas ou obéirait à d'autres qu'à lui. Vains efforts ! Le peuple souverain n'entend pas qu'on le brutalise sous prétexte d'honneur et de discipline. Le ministre de la guerre déclara qu'il ferait même canonner les fuyards ; ses gens n'en continuèrent pas moins à fuir à la moindre alerte ; malgré les

bulletins triomphants, ils se laissaient battre honteusement en toute rencontre. Il établit un grand prévôt au fort d'Issy; mais le grand juge, après avoir condamné à mort les malheureux qui refusaient de marcher, les laissait évader pendant la nuit.

Les trois bataillons enfermés au fort d'Issy et serrés de près finirent par faire comme les condamnés à mort, par s'évader. Dans la matinée du 9 mai, profitant d'un incendie qui attirait l'attention sur le fort de Vanves, ils évacuèrent sans bruit le fort qu'ils étaient chargés de défendre et se retirèrent au couvent des Oiseaux et au lycée de Vanves en laissant cinq gardes nationaux chargés de mettre le feu aux poudres et de tout faire sauter. Dans la crainte de sauter eux-mêmes, ils se gardèrent bien d'obéir et suivirent prudemment leurs camarades. Vers dix heures du matin, le chef de bataillon Barillon voulut savoir la cause du silence de mort qui régnait dans un lieu naguère si tapageur. Le pont-levis était baissé, la porte ouverte, il entra suivi de quelques sapeurs; le fort était vide, on cessa le feu et les défenses furent aussitôt occupées par le 38^e de marche. On fut surpris d'y trouver encore un approvisionnement considérable en vivres, munitions et spiritueux.

A l'heure même où les troupes françaises occupaient le fort, on affichait dans Paris cette curieuse dépêche :

« Vanves-Issy : Ruraux ne veulent pas avancer trop dans ces contrées. »

Deux heures plus tard Rossel, qui n'avait plus d'illusion sur l'issue de la lutte et avait en vain demandé 12.000 hommes de bonne volonté pour prendre l'offensive, faisait afficher cette nouvelle bien différente et partant vraie :

« Mili et demi : Le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy, abandonné hier soir par sa garnison. »

— « Une heure : Le général Brunel, commandant au village d'Issy, est chargé d'occuper la position du lycée en la reliant au fort de Vanves. Signé : ROSSEL, délégué à la Guerre. »

Le coup était rude pour la Commune qui était en train depuis deux jours de discuter sur l'absence de nouvelles militaires et se livrait à des récriminations violentes contre le comité central qui veut accaparer toutes les fonctions, diriger les forces militaires s'approprier les fonds de la caisse, usurper le costume des membres de la Commune.

Le fleuriste Johannard dénonce ces ambitieux :

« Je demande, s'écrie-t-il, qui a autorisé le comité central à se faire délivrer un costume spécial, des cachets spéciaux. Ses membres vont plus loin, ils portent comme nous une rosette à la boutonnière. Il est vrai que les franges sont en argent, mais pour le public il n'y a aucune différence entre eux et nous. Ils montent à cheval revêtus de leurs insignes, se présentent à la tête des bataillons et on crie : *Vive la Commune !* »

Varlin récrimine contre le comité de salut public; on le trouve bien pâle et bien peureux, il conspire peut-être.

« Quoi, s'écrie Delescluze, nous discutons ainsi et le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy! Il faut, citoyens, aviser sans retard, prendre des mesures immédiates, décisives. La France nous tend les bras; si nous avons des subsistances, faisons encore huit jours d'efforts pour chasser les bandits de Versailles! »

Il dit le compte à tout le monde :

« Qu'a fait la Commune ? Qu'a fait le comité central ? Votre comité de salut public est annihilé, écrasé sous le poids des souvenirs dont on le charge, il ne fait même pas ce que pourrait faire une bonne commission exécutive! »

A ce moment arrive la démission de Rossel. Elle débutait ainsi :

« Paris, le 9 mai 1871.

« Citoyens membres de la Commune, chargé par vous à titre provisoire de la délégation de la Guerre, je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et personne n'obéit. »

Après avoir démontré que les comités d'artillerie, central et de salut public n'ont fait que des projets et des parades, qu'au lieu de 12.000 hommes qu'il attendait, il n'en est pas venu 7.000, il conclut qu'il n'y a rien à faire avec un pareil gouvernement et dit : « Je me retire et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas.

« ROSSEL. »

Pour gagner du temps, la Commune fit publier par Vésinier, un de ses membres, ce grossier mensonge :

« Paris, 9 mai 1871.

« C'est par une erreur regrettable qu'on a annoncé que le fort d'Issy était pris et occupé par les Versaillais. Il n'en est rien, heureusement, et le drapeau de la Commune flotte toujours sur ses remparts. »

La journée avait été mauvaise, et l'avis de Delescluze l'emportait; pour conjurer les malheurs qui approchent, la Commune, selon sa coutume, se forme en comité secret et décrète comme mesures capables de sauver la patrie : le remplacement du comité de salut public par des membres plus énergiques; la nomination d'un délégué *civil* à la Guerre, d'une commission chargée d'éclairer le peuple par des proclamations; la permanence des délégués dans les mairies et du comité de salut public à l'hôtel de ville; la création d'une cour martiale et la suppression des séances quotidiennes.

Ranvier et Arnaud restèrent au comité nouveau; on leur adjoignit le garçon pharmacien général Eudes, l'ex-juge Gambon et le farouche Delescluze qui fut au comble de ses vœux en se voyant nommé délégué civil à la Guerre. La délégation *civile* à la Guerre était son rêve, c'est celui de tout bon révolutionnaire, et on ne transige jamais avec cette tradition de 93.

Le premier acte du nouveau comité débutait ainsi :

« Vu l'affiche du sieur Thiers se disant chef du pouvoir exécutif de la République française ;

« Considérant que chaque jour des femmes et des enfants sont victimes des projectiles fratricides de Versailles; qu'il y est fait un appel à la trahison pour pénétrer dans la place, sentant l'impossibilité absolue de vaincre par les armes l'héroïque population de Paris;

« Arrête :

« ART. 1^{er}. — Les biens, meubles et propriétés de Thiers seront saisis par les soins de l'administrateur des domaines;

« ART. 2. — La maison de Thiers, située place Georges, sera rasée.

« 21 floréal 79 (10 mai). »

Le même jour, Rossel, décrété d'accusation, était déféré à la cour martiale qui devait le condamner comme traître et vendu à Versailles. L'idée d'être jugé par un certain Collet « qu'il avait vu caponner devant les obus à Issy » le détermina, dit-il, à s'échapper de l'hôtel de ville où son ami Gérardin était chargé de le garder; ils partirent ensemble et il se cacha jusqu'au jour où il fut arrêté pour être conduit à Versailles et de là au poteau de Satory.

Au moment où ce déserteur de l'armée française disparaît de la scène d'une manière si misérable, il n'est pas sans intérêt de reproduire l'appréciation que nous trouvons dans ses *papiers posthumes* sur les insurgés qui avaient fait tomber une à une les illusions de cet esprit dévoyé :

« J'ai servi fidèlement, aveuglément la Révolution jusqu'au jour où j'ai eu expérimenté par moi-même toute la vanité des espérances que j'avais fondées sur cette tentative. La Commune n'avait pas d'hommes d'Etat, pas de militaires et ne voulait pas en avoir : elle accumulait les ruines autour d'elle sans avoir la puissance ni même le désir de créer à nouveau. Ennemie de la publicité parce qu'elle avait conscience de sa sottise, ennemie de la liberté parce qu'elle était dans un équilibre instable d'où tout mouvement devait la faire choir, cette oligarchie était le plus odieux despotisme qu'on puisse imaginer. N'ayant qu'un procédé de gouvernement qui était de tenir le peuple à ses gages, elle ruinait par ses dépenses l'épargne de la démocratie et en ruinait les espérances, parce qu'elle désaccoutumait le peuple du travail. Lorsque je vis que ce mal était sans remède, que tout effort, tout sacrifice était stérile, mon rôle se trouva fini. »

Rossel écrit et pense bien, pourquoi agit-il si mal ?

La prise du fort d'Issy ne pouvant plus être cachée, le comité de salut public la rejeta sur la trahison, comme toujours, et annonça qu'il tenait les traîtres dont le châtiment serait exemplaire :

« Citoyens ! la Révolution ne peut pas être vaincue, elle ne le sera pas..... Que tous les yeux soient ouverts sur les agissements de la réaction. Que tous les bras soient prêts à frapper impitoyablement les traîtres. Que toutes les forces vives de la Révolution se groupent pour l'effort suprême, et alors, alors seulement, le triomphe est assuré. — 12 mai 1871. »

Ces fiers harangueurs étaient si sûrs du triomphe qu'à dater de cet instant ils prenaient

déjà leurs précautions afin de se sauver à l'étranger pour le moment où les Versaillais seraient dans Paris; la populace fédérée était seule à croire que les Versaillais ne triompheraient jamais de son héroïque résistance. C'est aussi à dater de ce jour que les mesures violentes commencent à être appliquées et que la Commune revêt le caractère de cruauté qui lui est propre, et la flétrit à jamais. Le journaliste Cournet, délégué à la Sûreté générale, envoya Le Moussu saisir le *Moniteur universel*, l'*Observateur*, l'*Univers*, le *Spectateur*, l'*Etoile* et l'*Anonyme*, six journaux genseurs qui osaient encore dire la vérité.

Trouvé trop mou pour les circonstances, Cournet était remplacé, le lendemain 13, par le tigre à la face humaine répondant au nom de Théophile Ferré et le venimeux Vésinier fut mis à la tête du *Journal officiel*, pour mieux tromper les Parisiens.

Voici les premières dépêches qu'il publie pour donner du cœur aux insurgés.

• *Vauces* : Les fédérés ont repoussé les Versaillais qui voulaient s'y établir.

• *Montrouge-Bicêtre* : Positions et situations excellentes.

• *Saint-Ouen* : Versaillais côté de Gennevilliers ne peuvent s'établir.

• *Clichy-Arnières* : Nuit calme. Depuis trois heures, lutte incroyable du côté des fédérés. Versaillais fuient de toutes parts.

• *Neuilly* : Le 128^e (bataillon) mérite citation à l'ordre

du jour. Combat d'artillerie ; sérieux avantage du côté des fédérés. Actes d'héroïsme assez fréquents dans ces contrées. »

Pour mettre ces bonnes nouvelles à la portée de toutes les bourses, un décret spécial fixa le prix du grand *Officiel* à cinq centimes (13 mai). Ne fallait-il pas que le peuple connût dans tous ses détails la démolition de la maison de M. Thiers qui commençait le lendemain et la chute de la colonne Vendôme ?

On essayait en même temps d'occuper la Banque de France et l'inévitable Le Moussu y fut envoyé avec les « Vengeurs de Flourens » et les Bellevillois pour s'emparer de ce riche butin. Une scène rappelant assez celle de la « Lice et ses petits » sauva ce grand établissement, les 430 hommes de son bataillon spécial étaient en armes dans la cour et le coup de main ordonné par Rigault fut manqué. Les fédérés s'en vengèrent en faisant des perquisitions ailleurs. On remarque qu'ils prennent de préférence les papiers particuliers constatant l'identité des individus. Ils les gardent pour s'en servir au moment de la débâcle, et s'en prévalaient pour obtenir des passe-ports. Beaucoup échappèrent par ce moyen ; la prudence est mère de la sûreté.

Afin de vexer légalement quiconque lui déplairait, le comité de salut public, où le peintre Bilioray remplace Delescluze, lance un décret rendant obligatoire pour tout individu une carte d'identité, et donnant à tout garde national le

droit de faire exhiber cette carte. Il en résulte la tyrannie la plus odieuse que l'on puisse imaginer. Tout individu portant képi a le droit d'arrêter les passants et de leur faire subir un interrogatoire. Les jeunes gens qui avaient fui depuis un mois pour échapper au service des bataillons de guerre sont suivis par les hommes plus âgés, on laisse encore entrer dans Paris, mais on n'en veut laisser sortir personne, et c'est le chansonnier Clément qui a proposé cette mesure draconienne en faisant fouiller toutes les voitures de déménagement arrivant aux barrières. On exige encore que tout propriétaire fournisse la liste des locataires de chaque maison, qu'il en indique le sexe, l'âge, la profession; et quelques jours plus tard, nul ne pourra circuler sans avoir une attestation ou certificat signé de son *portier*. Ce jour-là les portiers atteignirent le point culminant de l'importance et du pouvoir.

L'exécution sauvage ordonnée contre « le bombardeur Thiers » eut lieu le 14 mai. Des décrets spéciaux avaient pourvu au placement des objets mobiliers et collections précieuses qu'elle renfermait. Son linge devait être employé à faire de la charpie pour les ambulances. Quand tout fut déménagé et dispersé, on démolit solennellement et en présence des autorités déléguées. Félix Pyat voulait qu'on inscrivit sur une plaque noire ces mots vengeurs : « *Ici fut la maison d'un Français qui brûla Paris.* » Le directeur des Domaines ordonna que le mobilier serait vendu

aux enchères après exposition publique et servirait « à pensionner les veuves et les orphelins de la guerre infâme que nous fait l'ex-proprétaire de l'hôtel Georges. »

Il est à remarquer que la moitié de cet hôtel appartenait à une tierce personne, mais on n'y regardait pas de si près. Une autre démolition occupait les Parisiens, et le retentissement qu'elle eut dans toute la France dépassa de beaucoup celui de la maison présidentielle.

Le *Journal officiel* du 15 mai, après avoir donné les bulletins militaires suivants :

« Asnières : Feu très violent des Versaillais, mais en pure perte ;

« Bagneux : Versaillais repoussés vigoureusement et obligés de se retirer dans le parc ;

« Saint-Ouen : Fait subir des pertes sensibles aux Versaillais et les force toujours à se replier ;

« Neuilly : Les fédérés font éprouver des pertes sérieuses aux ruraux ;

« Biccêtre : La situation est bonne. Les fédérés ont gagné du terrain de ce côté » ;

terminait par deux lignes jetées négligemment à la fin de l'article :

« La démolition de la colonne Vendôme aura lieu aujourd'hui à deux heures après midi. »

C'est à considérer ce grand spectacle que les Parisiens étaient convoqués.

La colonne de la place Vendôme est chère à tous les Français, parce qu'elle est le plus beau trophée de leur gloire militaire. Fondue avec le

bronze des canons pris aux Russes et aux Autrichiens dans la campagne qui se termina par la grande victoire d'Austerlitz (2 décembre 1805), ce monument national reproduit par sa forme et ses sculptures les colonnes antiques dressées par les Grecs et les Romains en souvenir de leurs victoires. Tous les peuples civilisés respectent ces trophées et la statue de Napoléon surmontant la colonne de la grande armée ne gênait pas plus les gens raisonnables que les statues d'Arminius et de Vercingétorix ne gênent les Français et les Allemands, les Gaulois et les Germains.

C'est de l'histoire pure que ces monuments et ces statues; la démençe inspirée par les passions politiques peut seule expliquer leur renversement.

En jetant à bas la colonne, les fédérés n'avaient fait que reprendre une idée du gouvernement de la Défense nationale. Dès le mois de septembre 1870, les nouveaux gouvernants avait conçu ce projet pour humilier l'empire tombé, mais ils avaient eu des choses plus pressantes à faire et la Commune était digne de mettre l'idée à exécution. Le 12 avril, elle avait édicté ce décret, qu'elle voulut rendre sentimentalet qui était seulement barbare :

« Considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un

attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la fraternité :

• Décrète :

« Article unique : La colonne de la place Vendôme sera démolie. »

Remarquons en passant que l'idée première de cette colonne était due aux grands ancêtres de 93 ; ils voulaient que le bronze de ce monument fût fourni par la victoire. — On y avait employé 1.200 canons, 4 ans de travail et 2 millions de dépense. Mais ce fut Napoléon qui réalisa l'idée émise par David (d'Angers). Le décret du 12 avril fût peut-être, comme d'autres, resté à l'état de lettre morte, si un maniaque élu membre de la Commune au 16 avril, le peintre Courbet, n'en eût demandé l'exécution avec insistance.

Courbet, artiste de quelque mérite, mais politicien du dernier ridicule, avait été nommé par la Commune directeur des musées et des beaux-arts. Il voulait couvrir de fumier l'arc de triomphe de l'Étoile pour le préserver des obus versaillais, mais il réclamait la destruction de la colonne depuis le mois de septembre 1870. Le 27 avril, il prit la parole et demanda que le décret de démolition fût exécuté. Andrieu, délégué aux Travaux publics, temporisait ; les ingénieurs, les ouvriers traînaient la chose en longueur ; rien n'était prêt pour le 5 mai, jour fixé d'abord parce qu'il était l'anniversaire de la mort de Napoléon. On voulait la déboulonner dans le

principe, c'était trop long, les assiégeants n'étaient pas loin; il fut décidé qu'elle tomberait irrévocablement le 16 mai et serait renversée tout d'une pièce. Elle fut sciée au-dessus du piédestal, un lit de fascines et de fumier fut destiné à la recevoir pour amortir un choc dont tout le voisinage redoutait les effets; un fédéré monté sur la plateforme jeta au vent un drapeau tricolore pour insulter nos couleurs nationales et la colonne tomba au milieu d'une foule gouailleuse et indignée où l'on remarquait Rochefort et Glais-Bizoin venu pour applaudir à la chute.

Les étrangers qui assistèrent à cette odieuse exécution se retirèrent en haussant les épaules. On a voulu voir l'intervention des Allemands dans cette sottise monstrueuse; la vérité est qu'on n'en trouve de traces nulle part, mais on ne peut douter que cet acte de sauvagerie entrât parfaitement dans leurs intentions, puisqu'il détruisait un trophée que les Russes avaient voulu anéantir en 1815.

Il en coûta 354.000 francs pour relever ce monument, et l'imbécile Courbet, qui seul était solvable parmi les membres de la Commune, fut condamné à payer les frais de cette équipée dont il avait été le promoteur. Il en fut quitte pour six mois de prison.

La gloire militaire, qui vexait si fort la Commune chez les autres, allait prendre un nouvel essor par le décret suivant rendu au moment où la colonne tombait :

• Le comité de salut public :

• Considérant que, pour sauvegarder les intérêts de la Révolution, il est indispensable d'associer l'élément civil à l'élément militaire ;

• Que nos frères avaient parfaitement compris que cette mesure pouvait seule préserver le pays de la dictature militaire, laquelle, tôt ou tard, aboutit invariablement à l'établissement d'une dynastie ;

• Arrête :

• 1^o Des commissaires civils, représentants de la Commune, sont délégués auprès des généraux des trois armées de la Commune ;

• 2^o Auprès du général Dombrowski le citoyen Dereure ;

• Auprès du général La Cecilia le citoyen Johannard ;

• Auprès du général Wroblewski, le citoyen Léo Meillet. »

On peut demander si ces trois généraux, qui se battaient du reste bravement, furent bien flattés d'être surveillés ou au moins assistés par ce cordonnier, ce fleuriste et ce clerc d'avoué que les suffrages aveugles de la foule avaient fait membres de la Commune. Il est probable que cette avanie décida Dombrowski à pousser la négociation qui lui promettait la vie avec une somme suffisante pour se retirer, lui et ses principaux compagnons.

Du reste la position des généraux devenait de jour en jour plus critique, les fédérés avaient dû évacuer le fort de Vanves, occupé le 14 au matin par l'armée régulière, et les fameuses batteries

de Montmartre avaient tiré si maladroitement qu'elles avaient tué beaucoup de fédérés et jeté le désordre dans leurs rangs du côté d'Asnières, Clichy et Levallois. Le *Vengeur* annonçait encore la reprise du fort d'Issy par les insurgés et le *Journal officiel* soutenait que les dispositions étaient « les mêmes. »

C'est à ce moment que 21 membres de la Commune, se séparant de leurs collègues, désapprouvèrent les excès de pouvoir du comité de salut public. Ils publièrent un manifeste déclarant que la Commune avait abdiqué entre les mains de la dictature appelée « Comité de salut public », qu'elle s'était, par le fait, déclarée irresponsable en abandonnant au Salut public toutes les responsabilités de la situation, tandis que le devoir de la Commune était d'accepter toutes les responsabilités et de n'en déclinier aucune. Les 21 signataires de la protestation déclaraient ne plus vouloir prendre part aux délibérations et se retirer dans leurs arrondissements respectifs pour y être utiles dans la mesure de leurs forces.

Ces modérés s'appelaient : Ch. Beslay, Jourde, Theiz, Lefrançais, Eugène Gérardin, Vermorel, Andrieu, Clémence, Serrailleur, Longuet, A. Arnould, Victor Clément, Avrial, Ostyn, Franckel, Pindy, Arnold, Jules Vallès, Tridon, Varlin, Courbet.

Dans une séance orageuse, la majorité les adjura de rester et promit d'oublier leur défection ; ils se retirèrent.

Leur retraite laissa le champ libre aux plus exagérés et aux plus violents qui, sous prétexte de montrer de l'énergie, allaient se livrer aux plus abominables attentats. La Commune se trouva réduite à 48 ou 50 membres au plus, la scission acheva de ruiner son influence et le fameux « comité central » reprit un pouvoir omnipotent que les membres du Salut public ne songèrent point à contrecarrer.

L'agonie de la Commune va commencer et les annales du crime ne trouveraient pas dans l'histoire de l'humanité dix jours mieux remplis que ceux dont nous abordons le récit. A partir du 17 mai, Paris est en pleine Terreur.

CHAPITRE NEUVIÈME

SOMMAIRE

Chasse aux réfractaires. — Pillages. — Décret sur les otages. — Les cours martiales. — Les finances. — Le Bulletin des lois. — Les complots contre la Commune. — Seule la force l'emporte. — Les 31 millions de M. de Bismarck. — Progrès des assaillants. — Les insurgés se retirent. — Ducatel prévient les troupes. — Le 21 mai, entrée dans Paris. — Désarroi des fédérés. — Pourquoi on n'a pas profité de la surprise. — Le délégué à la Marine se sauve noblement. — Paris a-t-il été ruiné ? — La Commune scientifique. — L'extermination des Versaillais, l'acide prussique.

Pour découvrir les réfractaires qui étaient en grand nombre, les gardes nationaux fédérés avaient fouillé le quartier latin et le quartier Bréda ; l'église Notre-Dame-de-Lorette servit de prison à tous ceux qui n'avaient pu s'échapper.

Le 159^e bataillon voulant se remettre de ses fatigues imagina de piller l'église Notre-Dame-des-Victoires dont les nombreux ex-voto offraient une proie facile à saisir. Si cette foule immonde emporta tout ce qu'elle put prendre, elle laissa du moins sur le pavé 400 bouteilles vides apportées de chez les marchands voisins, et Le Moussu

vint encore présider aux fouilles dans lesquelles on aurait mieux aimé rencontrer des objets précieux que des squelettes enfouis depuis cent ans.

Le même jour 17 mai, la cartoucherie de l'avenue Rapp sautait avec un bruit effroyable, faisant nombre de victimes. On ne manqua pas d'attribuer ce sinistre à la malveillance des réactionnaires et des Versaillais ; un noble polonais qui passait dans les environs fut arrêté et faillit être fusillé.

Pendant ce temps, la Commune tenait sa dernière séance au complet. Soixante-six membres sont présents ; Léo Meillet préside, le maître d'école Urbain donne lecture du rapport d'un lieutenant au 105^e bataillon, affirmant qu'une ambulancière a été faite prisonnière par les Versaillais pendant qu'elle soignait les blessés. Les Versaillais l'ont massacrée après lui avoir infligé les derniers outrages ; c'est le lieutenant Butin qui a constaté le crime à quelques cents mètres de distance, à l'aide de sa lorgnette. Urbain demande qu'en représailles d'un crime si bien constaté dix otages soient solennellement fusillés, cinq dans Paris, cinq aux avant-postes. Clément appuie la motion, mais le vote n'est point rendu parce que le docteur-médecin-chimiste de la Commune, Parisel, interpellé sur le danger prochain, répond comme Vallès : « Les remparts peuvent tomber, aucun soldat n'entrera dans Paris. »

Mais Rigault qui flaire le sang et ne lâche

point sa proie propose de frapper les coupables, c'est-à-dire les otages, et non les premiers venus. Il demande la création d'un tribunal exceptionnel dont les arrêts seront exécutoires dans les vingt-quatre heures. Urbain se déclare satisfait et le chapelier Amouroux (mort en 1885 député de Saint-Etienne) s'écrie :

« Nous avons des otages, parmi eux des prêtres ; frappons ceux-là de préférence, car ils y tiennent plus qu'aux soldats. »

Et Philippe ajoute :

« Il faut que l'on sache que nous sommes bien décidés à briser tous les obstacles que l'on oppose à la marche triomphale de la Révolution. »

En conséquence on adopte un décret disant :

« Toute exécution d'un prisonnier de guerre ou d'un partisan de la Commune de Paris sera sur-le-champ suivie de l'exécution d'un nombre triple des otages retenus et qui seront désignés par le sort. »

Avec le système d'informations que possédait la Commune, elle pourrait désormais massacrer autant d'otages qu'il lui plairait. Il suffisait à un garde national quelconque de regarder dans sa lorgnette. Rochefort prit la fuite ce jour-là même, et sa vie fut sauvée. Arrêté à Melun, il fut amené à Versailles.

Pour briser toutes les résistances qui pourraient la gêner, la Commune supprima le lendemain les deux journaux encore existants en dehors des siens. La *Revue des Deux-Mondes* elle-

même y passa et les feuilles de Victor Hugo, Félix Pyat, Paschal Grousset, Jules Vallès, l'ignoble *Père Duchêne* restèrent seules tolérées, pour apprendre aux Parisiens que la liberté de la presse n'était point un vain mot. Il en résulta pendant ces dix derniers jours une pénurie de nouvelles et de renseignements qui fut une des plus grandes privations imposées pendant le second siège.

Pour se faire la main, on commençait à fusiller de prétendus espions, et la mort de ces malheureux était justifiée bien vite quand on avait dit : *Les Versaillais en font bien d'autres !*

Sur la proposition de Cournet, on vota encore le 18 mai une mesure brutale dont l'adoption pouvait entraîner facilement la mort de nombreux citoyens.

« Considérant que dans les journées de révolution, le peuple inspiré par son instinct de justice et de moralité, a toujours proclamé cette maxime : *Mort aux voleurs !*

« La Commune décrète :

« Art. 1^{er}. — Jusqu'à la fin de la guerre, tous les fonctionnaires ou fournisseurs accusés de concussion, de déprédations, de vols, seront traduits devant la cour martiale. La seule peine appliquée à ceux qui seront reconnus coupables sera la peine de mort.

« Art. 2. — Aussitôt que les bandes versaillaises auront été vaincues, une enquête sera faite sur tous ceux qui de près ou de loin auront eu le maniement des fonds publics. »

A la même séance on établit une commission

de comptabilité! Le vétérinaire Rège qui préside, observe que cette commission sera d'une grande utilité, car on dépense beaucoup, et Jourde déclare qu'il y a eu 1.800.000 francs de dépenses pour la seule journée du 19 mai.

Les ordres du comité de salut public rencontraient à peu près partout une résistance sourde mais tenace. On les tenait pour nuls et non avenue, on les éludait sous mille prétextes. Le plus commun est qu'il y manque telle ou telle signature. Toujours la légalité! Le comité prévient les officiers et citoyens que « tout refus d'obéissance » entraînera le renvoi immédiat du coupable devant la cour martiale, sous l'inculpation de « haute trahison. »

Plus la fin approche, plus la Commune devient insolente et affecte de confiance. Le 20 mai elle ordonne la réunion de tous ses décrets, arrêtés, circulaires, pour former chaque semaine son *Bulletin des lois*; la police arrête un grand nombre des amis du maniaque Lullier échappé de Mazas pour la troisième fois; on les accuse d'avoir formé un complot pour livrer une des portes de Paris. Pour faire preuve d'énergie, un membre du comité central, Grélier, ancien cuisinier du maréchal Saint-Arnaud, faisait insérer cette note que la Commune désavoua dans sa dernière séance « pour rassurer le crédit », mais qu'elle mit à exécution :

« Les habitants de Paris sont invités à se rendre à leur domicile sous quarante-huit heures; passé ce

délai, les titres de rente des émigrés seront brûlés. Dans le même délai, les curés qui sont encore à leur poste sont sommés d'évacuer leurs presbytères. »

Un volume publié en 1872 chez Dentu, intitulé : *Histoire des conspirations sous la Commune*, nous apprend que sous le règne éphémère des fédérés, il n'y eut pas moins de huit ou dix complots pour livrer Paris à l'armée régulière. M. Thiers accueillait toutes les offres, mais le ministère de la guerre n'y avait aucune confiance, et, en somme, c'est le ministère qui eut raison, car les tentatives échouèrent toutes et en définitive ce fut la force qui l'emporta. Français ou étrangers, gardes nationaux ou officiers de l'armée régulière, fédérés et traltres communards prêts à livrer un secteur ou une porte pour de l'argent, rencontrèrent des obstacles insurmontables dans la défiance des uns, l'incapacité ou l'impuissance des autres. En somme les 40.000 gardes nationaux qu'on espérait pouvoir rallier dans les VI^e, VII^e, IX^e et XI^e arrondissements jouèrent un rôle très effacé, et à part quelques épisodes honorables, ils prouvèrent que sans l'armée la garde nationale est d'un mince secours pour conserver ou rétablir l'ordre dans une grande ville.

Un de ces complots hâta cependant le dénouement. A force de tentatives, on avait décidé Dombrowski, le meilleur général de la Commune, à laisser entrer l'armée. Cournet reçut 3.000 fr. pour mettre un émissaire de Versailles en rela-

tions avec Hutzinger, premier aide de camp de Dombrowski.

L'émissaire Georges Veyssset, fournisseur de Paris, s'adressa d'abord à Cluseret, lui offrant ce qu'il demanderait. Cluseret répondit : « Je suis trop bien payé par Bismarck et par les autres pour que vous puissiez m'acheter. » Dombrowski résista pendant quinze jours ; mais, ne pouvant se faire d'illusion sur la chute de Paris, il finit par consentir, moyennant 1.500.000 francs, pour lui et son état-major, à retirer ses troupes des endroits par où l'armée française devrait entrer en ville. Le mouvement s'exécuta, et voilà pourquoi on trouva la porte de Saint-Cloud et ses environs abandonnés et sans défense aucune.

La police de Rigault et de Ferré, qui était fort bien faite quand il s'agissait d'espionnage, éventra le projet ; Veyssset, arrêté sur la dénonciation d'une portière, fut amené à la Conciergerie, fusillé et jeté dans la Seine ; le même jour, Dombrowski fut tué sans avoir touché un sou ; mais les Français étaient entrés dans Paris.

Hutzinger avait dit à l'amiral Saisset « que Bismarck avait distribué plus de 34 millions à l'étranger, pour amener à Paris tout ce qu'il y avait de gredins en Europe. » Si la collection était chère, il faut du moins avouer qu'elle était bien réussie.

Sans cet appoint des étrangers, la garde nationale n'aurait probablement pas fait pendant si

longtemps bonne contenance devant les troupes régulières. Les avant-postes n'étaient plus tenables. Successivement délogés de toutes leurs positions, écrasés par les batteries de la marine et des forts, qui étaient maintenant tournées contre eux, les fédérés voyaient se rétrécir chaque jour le cercle de l'investissement ; les tranchées n'étaient qu'à deux cents mètres des remparts ; elles contournaient même les buttes Montmartre, et on attendait l'assaut pour le 22 ou le 23 mai, quand on apprit, dans la journée du 21, que l'armée entraît dans Paris.

Que s'était-il passé ?

Un brave homme, ancien soldat, et alors piqueur des ponts et chaussées au service de la ville de Paris, nommé Ducatel, qui était depuis longtemps tourmenté par le désir patriotique d'aider l'armée française à l'accomplissement de son œuvre de délivrance, avait fait passer depuis plusieurs jours des renseignements au général Douay, chef du 4^e corps, dont les troupes avançaient par les tranchées du bois de Boulogne. Il avait remarqué, depuis deux ou trois jours le peu de suite de la défense, et le dimanche matin 21 mai il résolut de se risquer à visiter les remparts et campements des fédérés. A son grand étonnement, il trouva partout la solitude, et vit les derniers fédérés s'éloigner des bastions que les batteries de brèche, appuyées par les grosses pièces de Montretout, rendaient inhabitables.

Cette retraite, qu'il ne s'expliquait pas, était le résultat des ordres donnés par Dombrowski.

Ducatel comprit qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et, au péril de sa vie, il s'avança sur le rempart au milieu des obus éclatant de temps à autre, et attacha sa cravate au bout d'un bâton pour attirer l'attention des assiégeants, qu'il appelait en vain. Un capitaine de vaisseau, nommé Trève, qui l'aperçut, courut à lui, et, à travers le fossé, ils échangèrent quelques mots. Le capitaine, ayant remarqué le silence des batteries fédérées, se demandait si une surprise ne serait pas possible, et le piqueur lui criait : « Venez ! la route est libre ! » Le capitaine passa sur une poutre de la porte de Saint-Cloud, abattue en travers du fossé ; il s'assura que tout était désert aux environs. Le capitaine du génie Garnier, chef d'attaque de tranchée, accourut aussitôt avec ses hommes, fit jeter un pont sur le fossé, et s'établit solidement sur les ruines de la porte de Saint-Cloud.

Ordre est donné aussitôt aux batteries de Montretout et de Breteuil de cesser le feu. Les hommes sortent des tranchées ; la brigade Gandil, postée au pont de Saint-Cloud, vient, à marches forcées, saisir la porte du Point-du-Jour. Tout le 4^e corps la suit et pousse du côté du Trocadéro. Les divisions Berthaut et Vergé occupent, à dix heures du soir, tout le massif compris entre les fortifications et le chemin de fer de Ceinture.

Le 1^{er} corps, commandé par Ladamirault, pé-

nêtre dans la place par les portes d'Auteuil et de Passy. Le 2^e corps (de Cisse), ayant vu les fédérés, qui occupaient le grand Montrouge, fuir précipitamment et rentrer dans Paris, fit avancer le gros de ses colonnes par la porte de Versailles et la tranchée du chemin de fer de l'Ouest. Ce résultat, obtenu presque sans coup férir, était considérable ; tout en épargnant les horreurs d'un assaut, il prenait un peu la Commune au dépourvu, et l'empêchait, par sa soudaineté, de réaliser les projets néfastes qui devaient amener l'anéantissement de Paris.

Ducatel, incarcéré par les troupes françaises, repris par les insurgés, n'échappa à la mort que grâce au désarroi de l'École militaire, où il fut conduit ; il profita du départ des fédérés pour se sauver, en sautant par une fenêtre, tandis que les colonels Vinot et Razoua couraient, avec leurs hommes, prendre des instructions à l'hôtel de ville.

L'effarement fut tel, quand on vit arriver les fédérés de l'École militaire, vers quatre heures du matin, sur la place de la Concorde, que le délégué à la Marine, un nommé Latappy, qui faisait bombance depuis six semaines au ministère, prit des chemises et des chaussettes, qu'il cacha dans un portefeuille, réunit ses employés et leur adressa cette simple allusion, d'autant mieux comprise qu'on voyait les pantalons rouges se masser au Trocadéro : « Filons, mes enfants ; nous n'avons plus rien à faire ici. »

A cinq heures et demie, il ne restait plus dans ce ministère qu'un fédéré, tellement ivre qu'il avait été impossible de le réveiller.

Mais les pantalons rouges devaient mettre encore bien du temps à venir. Ces retards ont été vivement reprochés aux soldats de la France. Beaucoup d'écrivains ont prétendu, et les gens de la Commune ont avoué, que si l'armée avait poussé sa pointe et profité de son premier succès, elle aurait enlevé tout Paris, et, la promptitude de l'attaque abrégeant la résistance, aurait épargné tous les malheurs qui suivirent.

C'est possible, et tout le monde est d'accord pour reconnaître que les hommes de la Commune ne surent prendre aucune mesure intelligente pour repousser les assaillants. Les barricades de la seconde enceinte, construites pendant le premier siège, ne furent pas utilisées. Celles élevées depuis quinze jours par le cordonnier Gaillani, qui avait fait sa spécialité de ce genre de constructions, ne furent guère défendues, et les fédérés vétérans qui occupaient la gare Montparnasse ne se firent pas prier pour lâcher pied. Le général Clinchant prit à revers les énormes barricades qui défendaient l'accès de l'Arc-de-Triomphe; quinze cents fédérés furent faits prisonniers au Trocadéro, et ces hommes qui avaient tant de fois traité les Versaillais de *capitulards* furent heureux de capituler à leur tour.

Avare du sang de ses soldats, le maréchal de Mac-Mahon prescrivit aux généraux sous ses

ordres de ne chercher à emporter de vive force que les barricades considérées comme clefs de position. On devait tourner les autres. Le plan du maréchal était celui-ci : s'étendre partout, déborder l'adversaire et le tourner. C'était plus long peut-être, mais plus sûr et moins meurtrier.

Une raison particulière commandait la prudence. On croyait sérieusement que Paris était miné, et que des fils électriques reliaient entre eux les égouts remplis de poudre et de dynamite. Les journalistes de la Commune l'avaient tant annoncé, ils avaient parlé avec tant de complaisance de « l'océan de flammes et de feu que les « fédérés sauraient mettre entre eux et les assaillants », qu'il était permis de le croire, et le 22 mai au matin, une membre de la Commune gémissait sur le sort de ces pauvres Versaillais, dont Paris allait être le tombeau.

Lorsqu'on annonça à M. Thiers que les communards feraient sauter Paris et le brûleraient, sa réponse fut celle des Français toujours confiants : « Ils n'oseront pas ! » C'était mal connaître les forcenés qui avaient pris la tête du mouvement. Ils osèrent tout, le temps seul leur manqua pour tout accomplir ; mais il importe de se faire une idée exacte de leurs desseins pour comprendre que leurs désirs l'empertèrent de beaucoup sur leurs œuvres.

La Commune avait la manie de notre époque, qui prétend venir à bout de tout par la science. Son rêve était d'avoir une invention capable de

tuer deux cent mille Versaillais à la demi-heure.
« Si M. Thiers est chimiste, il nous comprendra », s'écriait Jules Vallès. Le grand-maître des appareils scientifiques était un membre de la Commune, docteur-médecin, nommé Parisel, âgé de trente ans, et ayant déjà trouvé le moyen de mériter vingt ans de travaux forcés ; le mécanicien Assi, type de l'ouvrier glorieux et sainéant, chargé de la surveillance et fabrication des munitions, lui fournissait les matériaux. Ces destructeurs assermentés imaginaient les instruments les plus singuliers et les plus terribles pour faire triompher la Révolution.

La série des ordres donnés indique de quel côté se portaient leurs préférences.

« 22 avril : Ordre de faire connaître à l'ht 1 des travaux publics (École des mines) les dépôts de produits chimiques, les inventions d'engins de guerre offensive ou défensive ; les détenteurs de pétrole sont tenus de faire la déclaration par écrit de leur stock dans trois jours. »

« 14 mai : Tous les détenteurs de soufre, phosphore et produits de cette nature sont tenus de les faire connaître. »

Le 13 mai, on avait enrégimenté les incendiaires et formé des équipes de *fuséens*, destinés à opérer sur les deux rives de la Seine.

Rossel ne dédaignait pas d'occuper ses loisirs à la description des fourneaux de mine de 20, 40 et 100 kilos de poudre, qui devaient être creusés sur le flanc des égouts, pour faire sauter en

temps opportun les assaillants. Ces fourneaux restèrent à l'état de théorie.

La Commune a commis suffisamment de crimes pour qu'on lui impute seulement ceux qu'elle commit en effet. Si elle n'a pas miné Paris, elle a du moins voulu asphyxier les soldats français avec des bombes renfermant du sulfure de carbone et éclatant sous l'action du persulfate de potasse. Elle y mettait aussi des clous empoisonnés et de la strychnine qui devaient tuer ceux qui auraient la moindre blessure. Un inventeur avait retrouvé le feu grégeois dévorant le bois vert et même l'eau. Il y ajoute un mémoire démontrant que l'emploi de cette invention, renouvelée des Grecs, n'est pas contraire au droit des gens.

Un inventeur plus sérieux, nommé Borne, avait expérimenté en présence de Raoul Rigault un procédé qu'on lui promit d'adopter « dans le cas où il faudrait *rostopchiner* Paris. » Comme il ne se pressait guère de livrer son secret, Raoul Rigault lui annonça qu'on lui ferait « passer le goût du pain » et le mit en prison ; il n'en sortit que le 24 mai, à la faveur de l'incendie.

Cela n'empêchait pas le *Journal officiel* d'annoncer, le 22 mai, que les Versaillais avaient été repoussés par cette invention. Voici le texte :

« 22 mai : Hier au soir, les Versaillais essayèrent d'entrer dans Paris du côté de Neuilly, en entassant des fascines dans un fossé. Les fédérés, au moyen de pompes pleines de pétrole, mirent immédiatement le

feu aux fascines et rôtirent tout vivants les royalistes. Rien, paraît-il, ne peut décrire l'effet produit par ces engins de nouvelle invention. •

C'est facile à croire.

Parisel commanda même trois ou quatre cents boules de caoutchouc cachant un petit tube rempli d'acide prussique : une simple piqure devait donner la mort. L'acide prussique fut fourni par Assi ; mais les *dents de vipère* ne furent pas terminées à temps.

Malgré tous ses appareils scientifiques, la Commune préféra employer un procédé vulgaire aujourd'hui et qui est à la portée de tous... • Les forces terribles que la science met au service de la Révolution • se réduisirent à l'emploi du pétrole et des huiles minérales réunies en grande quantité. Pour être plus sûr du succès, Brunel ordonna aux pompiers des douze casernes de se réunir au Champ-de-Mars avec tout leur outillage ; les pompiers ne se soucièrent pas d'obéir, et le menuisier Pindy, gouverneur militaire de l'hôtel de ville, leva cet ordre, qui avait pour but d'éloigner ceux qui devaient éteindre les incendies. On prit un moyen plus simple de laisser la paix aux flammes, la Commune défendit aux pompiers d'éteindre les incendies qu'elle allumait, et quand ils essayèrent de les combattre, les fédérés les chassèrent à coups de fusil. Leur programme était bien celui qu'ils affichaient : « Paris nous appartiendra ou il sautera. »

Ferré et Rigault avaient préparé, le 22 au matin, l'incendie du Palais de justice et de la Préfecture de police. Le comité de salut public avait enjoint à Lisbonne de faire sauter le Panthéon, dont les caves étaient pleines de poudre, puis de brûler la bibliothèque Sainte-Geneviève.

La plupart des ordres donnés ont été détruits, d'autres portent simplement le cachet rouge du comité de salut public, mais ils sont aussi explicites que celui-ci : « *Faites brûler les maisons assaillies par les Versaillais ou la réaction.* » Cette réponse, envoyée de l'hôtel de ville au télégraphe de Saint-Sulpice, annonçant que les Versaillais arrivent : « *Mettez le feu à la boîte et repliez-vous* », prouve que le système était prémédité; si tout n'était pas prêt, c'est qu'on avait été surpris; mais les produits incendiaires étaient sous la main des fédérés, ils allaient en user largement.

Le 22 mai au matin, il n'y avait point de barricades sur la rive gauche de la Seine, depuis le pont d'Iéna jusqu'à l'hôtel de ville; mais l'armée régulière l'ignorait, et ce moment de surprise était le seul dont elle eût pu profiter.

L'arrivée des premiers fuyards à l'hôtel de ville, en apprenant au comité de salut public l'entrée des Versaillais, fut aussitôt suivie d'estafettes portant partout le mot d'ordre : *Des barricades! Des barricades!* puis de cette proclamation indiquant au peuple que les affaires étaient désespérées :

- Que tous les bons citoyens se lèvent !
- Aux barricades, l'ennemi est dans nos murs !
- En avant pour la République, pour la Commune et pour la Liberté !
- Aux armes !

• Paris, 22 mai 1871.

• *Le comité de salut public :*

• ANT. ARNAUD, BILLORAY, Eudes, GAMBON,
RANVIER. •

Le général garçon pharmacien Eudes, qui signait cette ardente proclamation, avait passé bien tranquillement la nuit dans le palais de la Légion d'honneur dont il se disait « grand chancelier » et où il donnait des « Balthasars » (c'est ainsi que la Commune appelait ses fêtes et ses orgies). Son soin le plus pressant ne fut pas de courir aux barricades, mais de déménager le palais, d'où la femme qu'il épousa deux ans plus tard à Genève tira tout ce que l'on put emporter dans trois fourgons. A quoi bon laisser brûler ces richesses, puisque le palais devait périr ? On dévalisa encore trois hôtels voisins, pour montrer comment devait se pratiquer la revendication sociale et réparer les inégalités du sort.

L'*Officiel* ne parut pas ce jour-là, mais il fut remplacé par une proclamation plus longue que la première, annonçant que la porte de Saint-Cloud avait été forcée.

• Ce revers, loin de nous abattre, doit être un stimulant énergique. Aux armes ! Que Paris se hérisse

de barricades, et que, derrière ces remparts improvisés, il jette encore à ses ennemis son cri de guerre, cri d'orgueil, cri de défi, mais aussi cri de victoire ; car Paris avec ses barricades est inexpugnable.

« Que les rues soient toutes déjouvées : d'abord parce que les projectiles ennemis, tombant sur la terre, sont moins dangereux ; ensuite parce que ces pavés, nouveaux moyens de défense, devront être accumulés de distance en distance sur les balcons des étages supérieurs des maisons. Que le Paris révolutionnaire, le Paris des grands jours fasse son devoir, la Commune et le comité de salut public feront le leur. »

Cette pièce fut suivie de trois ou quatre autres qui furent les dernières expansions oratoires de la Commune ; il suffit de les analyser.

La première est adressée aux Parisiens, leur annonçant qu'ils n'ont rien à redouter s'ils se défendent bien. Thiers veut écraser tout le monde, il faut que tout le monde se défende ; la victoire complète est la seule chance de salut que laisse cet implacable ennemi. Que les hommes tirent des coups de fusil, que les femmes jettent des pierres aux suppôts de Thiers et on vaincra.

La seconde s'adresse aux Francs-Maçons de tous les rites et de tous les grades :

« La Commune, défenseur de vos principes sacrés, vous appelle à elle... Vous l'avez entendue, et vos lambeaux vénérés sont déchirés par les balles... Vous avez répondu héroïquement, continuez avec l'aide de vos frères de tous les compagnonnages...

Glorieux ceux qui succomberont dans cette lutte sainte !

La troisième est plus fière et plus fausse :

« Les Versaillais doivent comprendre, à l'heure qu'il est, que Paris est aussi fort aujourd'hui qu'hier... Malgré ses efforts désespérés, l'ennemi n'a pu gagner un pouce de terrain. Partout il est tenu en échec, partout où il ose se montrer, nos canons et nos mitrailleuses sèment la mort dans ses rangs.

« Le peuple surpris un instant par la trahison s'est retrouvé ; les défenseurs du droit se sont complés, et c'est en jurant de vaincre ou de mourir pour la République, qu'ils sont descendus aux barricades... Le peuple a assez des traitres et des lâches, qui, par leurs défections honteuses, ont livré la France à l'étranger.

« Déjà les soldats nos frères reculent devant le crime qu'on veut leur faire commettre.

« Un grand nombre d'entre eux sont passés dans nos rangs. Leurs camarades vont suivre en foule leur exemple.

« L'armée de Thiers se trouvera réduite à ses gendarmes. Nous savons ce que veulent ces hommes et pourquoi ils combattent.

« Entre eux et nous il y a un abîme.

« Aux armes !

« Du courage, citoyens, un suprême effort et la victoire est à nous !

« Tout pour la République !

« Tout pour la Commune ! »

Pour hâter la conversion des soldats, les énergumènes de la Commune osèrent bien afficher encore cette proclamation insensée :

« Le peuple de Paris aux soldats de Versailles :

« Frères !

« L'heure du grand combat des peuples contre les oppresseurs est arrivée.

« N'abandonnez pas la cause des travailleurs !

« Faites comme vos frères du 18 mars !

« Unissez-vous au peuple dont vous faites partie !

« Laissez les aristocrates, les privilégiés, les bourreaux de l'humanité se défendre eux-mêmes, et le règne de la justice sera facile à établir.

« Quittez vos rangs !

« Entrez dans nos demeures, venez à nous, au milieu de nos familles. Vous serez accueillis fraternellement et avec joie.

« Le peuple de Paris a confiance en votre patriotisme. Vive la République ! Vive la Commune. »

« Le 3 prairial an 79. » (23 mai 1871.)

« LA COMMUNE DE PARIS. »

L'armée resta insensible à ces touchants appels. Ils contrastaient par trop avec les menaces de destruction et les provisions de pétrole, de picrate et d'acide prussique entassées par les auteurs de ces évocations fraternelles.

Cluseret, prisonnier de la Commune, avait fait une prophétie qui s'accomplit : « On se réveillera avec l'ennemi dans Paris », disait-il en critiquant l'inepte défense des fédérés qui se flattaient de vaincre en dépensant de prodigieuses quantités de poudre et de projectiles. La chose se trouva vraie le 22 mai.

Tandis que de nombreux fédérés fuyaient de-

vant l'armée de Versailles, leurs officiers d'état-major faisaient « Balthazar » ; il y avait un grand concert aux Tuileries, les dignitaires du régime nouveau y étalaient leurs plumets et leurs galons, tandis qu'ils envoyaient au feu les pauvres frères de Belleville et de Charonne. L'un de ceux-ci ayant fait reproche au colonel Brunel qui avait établi son quartier-général à la *Taverne anglaise*, où il « mangeait ferme, buvait sec et dormait bien », de se tenir à l'abri pendant que les « camarades » faisaient tête aux Versaillais, reçut pour toute réponse un coup de revolver qui l'étendit raide mort. Ce Brunel, ancien sous-lieutenant de l'armée et spirite forcené, avait été chef de légion et la Commune en avait fait un général. Vers dix heures du matin, le 22 mai, il venait, à la tête d'environ 6.000 fédérés, défendre les barricades établies sur la place de la Concorde et la place des Tuileries dont les canons balayaient l'avenue des Champs-Élysées. On chercha vainement l'illustre Napoléon Gaillard qui, la veille, se faisait photographier sur ces défenses élevées par lui et réellement formidables. Le cordonnier avait filé, il ne reparut plus. Tout ce quartier qui s'était cru délivré depuis le matin se trouva aux mains des insurgés, et grâce à une barricade établie de suite dans la rue Royale et dont la face était tournée vers la Madeleine, ce quartier devint une vraie place d'armes et le théâtre d'un sanglant combat.

L'armée se massait au Trocadéro et à l'Arc-

de-Triomphe sur lequel on voyait flotter le drapeau tricolore. Un combat d'artillerie s'engagea ; le Trocadéro tirait sur la redoute de la rue de Rivoli, l'Arc-de-Triomphe sur les terrasses des Tuileries, et la barricade de la rue Royale sur la place de la Concorde, le Corps législatif et le Ministère des affaires étrangères. Du côté des insurgés, des femmes servaient dans les batteries, et pointaient les canons. Le duel d'artillerie dura jusqu'au soir. Beaucoup de fédérés, voyant que la chose prenait mauvaise tournure, s'en allaient sans bruit, et quand Brunel les passa en revue, le soir, il lui manquait les trois quarts de ses soldats. Furieux, il écrit, pour demander du renfort, à l'hôtel de ville ; Delescluze fait répondre : « Impossible ; tenez bon avec ce que vous avez. »

Le corps du général Douay faisait reculer peu à peu les fédérés et poussait ses hommes dans la direction de la Madeleine ; le 23, au lever du jour, le commandant de Sigoyer, à la tête du 25^e bataillon de chasseurs à pied, prenait le palais de l'Industrie ; la division Vergé cheminait à travers les jardins du faubourg Saint-Honoré. Clinchant luttait contre la barricade de la place Clichy emportée seulement à onze heures du matin, et Brunel, voyant la partie perdue, prit ses mesures pour exécuter la consigne en mettant le feu entre lui et les assaillants.

La matinée du 23 fut marquée par une opération décisive et dont le succès précipita le fatal

dénouement. Ce fut la prise de Montmartre. Cette position, élevée de 129 mètres au-dessus de la Seine, constituait avec celle des buttes Chaumont deux citadelles où les fédérés, grâce à l'artillerie dont ils étaient pourvus, pouvaient tenir longtemps, même après la prise de Paris, et d'où ils pouvaient au moyen de leurs projectiles rendre la ville inhabitable. S'en emparer de suite était plus facile à dire qu'à exécuter. On y fit monter le mulet chargé d'or dont parlait Philippe de Macédoine, et quelques sacs d'écus distribués à propos par Veyssset avaient fait enclouer les pièces qui tiraient du reste fort mal. A cause des Prussiens massés derrière les buttes Chaumont, il était difficile de tourner celles-ci : mais Montmartre n'était gardé à revers que par les batteries fédérées de Saint-Ouen. Toutes les barricades construites l'avaient été de front. Deux divisions du général Ladmirault tournent la position en s'emparant de toutes les portes depuis Neuilly jusqu'à Saint-Ouen. Dans le même temps, une division du général Clinchant qui avait bivouaqué dans le parc Monceaux montait la rue d'Amsterdam et, sous une grêle de balles, occupait la place Clichy, puis, avec plus de difficultés, les barricades de la place Blanche.

Attaqués par les rues montantes et les boulevards extérieurs, les fédérés se retirèrent dans la rue Lepic et sur les hauteurs et se massèrent dans la partie de Montmartre qui couvre le flanc

sud de la colline; mais les troupes de Ladmirault qui montaient par le cimetière d'où elles chassaient les insurgés, et de la rue Marcadet dont elles avaient pris les barricades, arrivant bientôt, les délogèrent et firent leur jonction, malgré la défense des *amazones* de la Commune.

Ce fut bientôt une déroute complète. Des torrents humains se précipitèrent par le côté laissé libre, toutes les rues et ruelles donnant du côté de Belleville furent encombrées par cette armée débandée et dont les canons restaient aux mains des « Versaillais » avec de nombreux prisonniers. A six heures du soir le général Ladmirault établissait son quartier-général à Montmartre.

Le coup était rude pour la Commune : perdre sa citadelle dès le lendemain du jour où les troupes s'avançaient sur Paris et malgré les cinq cent quatre-vingt-deux barricades élevées par ses ordres, c'était la mort à brève échéance.

De l'autre côté de la Seine, le général de Cissey était arrivé jusqu'aux environs de Saint-Sulpice; l'espérance n'était plus possible, les incendiaires allaient commencer leur œuvre, et les assassins pouvaient se mettre de la partie en exécutant les mesures arrêtées dans la réunion secrète du 20 mai.

CHAPITRE DIXIÈME

SOMMAIRE

Les incendies. — Voulus et prémédités. — Les préparatifs. — Le tocsin. — La rue Royale. — Le ministère de la marine sauvé. — Incendie du ministère des finances. — Eudes et Mégy sur la rive gauche. — Les rues de Lille et du Bac. — Les Tuileries. — Le Palais-Royal. — Exploits de Bergeret. — Bibliothèque du Louvre. — Musée sauvé. — Appel suprême et proposition des fédérés aux soldats. — Les pères de famille. — Incapacité absolue et rage de destruction. — La Commune abandonne l'hôtel de ville. — Il est incendié. — Nuit terrible. — Ferré et les religieuses. — Notre-Dame préservée avec la Sainte-Chapelle. — Le palais de justice, la préfecture de police et les greniers d'abondance. — Total des incendies.

Le tocsin sonnant à Saint-Germain-l'Auxerrois le 23 à midi, sembla donner le signal, et ce fut Brunel qui, voyant les soldats apparaître aux fenêtres donnant sur la place de la Madeleine, ordonna de mettre le feu à la rue Royale, pour empêcher les troupes du général Douay de le tourner. Le dernier arrêté de la Commune venait de paraître, il était ainsi conçu :

« Le comité de salut public arrête :

« ART. PREMIER. — Les persiennes ou volets de toutes les fenêtres demeureront ouvertes.

« ART. 2. — Toute maison de laquelle partira un

seul coup de fusil ou une agression quelconque contre la garde nationale sera immédiatement brûlée.

« ART. 3. — La garde nationale est chargée de veiller à l'exécution stricte du présent arrêté.

« Hôtel de ville, 3 prairial an 79 (23 mai). »

Avec ce décret, il était facile de brûler toute maison qui déplaisait, et Brunel punit la place de la Madeleine en brûlant la rue Royale. Les fédérés allaient puiser le pétrole au ministère de la marine. A quatre heures et demie une voiture d'ambulance amena des bonbonnes d'huile minérale. Les canons furent chargés avec des gargousses de filasse enduites de pétrole; à chaque détonation, les insurgés criaient : *Vive la Commune!* et treize maisons furent enflammées à la suite l'une de l'autre.

Avant d'allumer le numéro 16 occupé par un marchand de vin, les fédérés firent la chaîne pour remplir de vin trois tonneaux de porteurs d'eau qui furent remplis jusqu'au bord et qu'ils vidèrent en se livrant à des danses immondes.

A onze heures du soir, les officiers faisaient un punch au ministère de la marine quand Brunel reçut cette dépêche du comité de salut public :

« Incendiez et faites sauter ministère marine. »

« — Et mes blessés ! » s'écria le chirurgien Mahé qui avait 107 hommes dans son ambulance.

Brunel hésitait; les officiers du punch dirent :

« — On ne peut discuter les ordres du comité de salut public, il faut brûler. »

On évacua les malades tant mal que bien et quinze fusiliers marins furent chargés de mettre le feu et de faire sauter le ministère. Ils attendaient le dernier signal quand un employé du garde-meuble entra en criant : « Mes pauvres amis ! nous sommes trahis ! Voilà les Versaillais, nous sommes tous pincés, on va nous fusiller. » Chacun courut à la porte, M. Gablin leur indiqua les corridors, les enferma, revint près de leur chef qui était ivre, l'obligea à verser les bonbonnes à l'égout et ouvrit les bouches d'eau. Ainsi fut sauvé le ministère de la marine.

Le ministère des finances, peu éloigné de celui de la marine, n'eut pas le même bonheur que celui-ci. Ferré envoya le fameux ordre écrit : « *Faites de suite flamber finances* », et le citoyen Lucas exécuta fidèlement cet ordre sauvage.

Les incendiaires de la rive gauche se sont flattés d'avoir devancé ceux de la rive droite, et le palais de la Légion d'honneur dévalisé par Eudes et Mégy — deux hommes bien dignes de le brûler — devint le quartier-général de l'incendie. Soixante tonneaux de pétrole furent amenés dans la cour, il y avait des barils de poudre et des caisses de cartouches dans les caves dont le vin avait été bu, et, pendant toute la nuit du 22 au 23 on avait fait chère lie. Le galérien échappé de Toulon (Mégy) nommait des capitaines et des lieutenants. Le lendemain on roule un baril de poudre et on défonce un tonneau de pétrole dans la grande salle de la Cour des comptes, cinq

femmes en badigeonnent les murs; on en fait autant à la Caisse des dépôts et consignations. On fit évacuer le quartier par les habitants des rues de Lille et du Bac, et à six heures du soir Eudes à cheval dans la rue de Lille leva son épée : c'était le signal.

Un officier de fédérés lâcha un coup de revolver dans le ruisseau devant le palais de la Légion d'honneur, le ruisseau prit feu et enflamma le palais. Le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, la caserne d'Orsay, les Dépôts et consignations furent allumés au même instant.

Eudes avait une demi-heure d'avance sur Brunel. Deux braves citoyens, descendus dans les caves de la Légion d'honneur après le départ des fédérés, retirèrent les barils de poudre avant que le feu pût les atteindre. C'est à leur courage que le Corps législatif, le quai d'Orsay et la rue de Lille sont redevables de n'avoir point été renversés. Dix-neuf maisons de cette rue furent entièrement consumées.

A huit heures et demie seulement, les flammes des Tuileries s'élevèrent en face des palais brûlant sur la rive gauche. Les Tuileries, ancien palais de nos rois, où les communards avaient pourtant donné de si belles fêtes, attiraient toute leur colère. Le gouverneur était alors un employé de chemin de fer qui s'était fait nommer colonel. Le poste était très recherché, et on se soulait à l'aise dans cette maison dont les caves renfermaient 40.000 bouteilles de vin. Dardelle avait

amené des poudres aux Tuileries, mais il n'était pas méchant, et son autorité céda devant celle de Bergeret qui vint, du Corps législatif, se réfugier aux Tuileries.

Bergeret, ancien sous-officier, ancien commis-voyageur en objets de piété, avait donné à une femme la fourniture des sacs à terre destinés aux barricades; elle y fit de jolis bénéfices. Quant à lui, il occupa les loisirs que lui laissait la défense à faire canonner le Trocadéro, le Ministère des affaires étrangères et à juger de pauvres diables arrêtés sous de futilles prétextes. On les fusillait sur-le-champ.

« Que ferons-nous des Tuileries ? » avait demandé Félix Pyat dans son article du matin. La réponse était faite depuis vingt ans, et les révolutionnaires s'étaient toujours flattés de faire sauter le repaire de la tyrannie. Vers midi, Bergeret donne à son état-major les ordres du Comité. Le château sera incendié, il n'en restera pas pierre sur pierre; comme Dardelle est trop mou, le garçon boucher Victor Bénot, devenu colonel, gouverneur du Louvre, est chargé de l'opération. Entre cinq et six heures du soir, cinq fourgons chargés de barils de poudre, de bonbonnes de pétrole et de tonnelets de goudron sont distribués par trente fédérés qui remuent la poudre à la pelle, badigeonnent les boiserie et les parquets. L'escalier d'honneur, la salle des maréchaux reçurent cinq barils de poudre, le mobilier de M. Thiers cinq ou six

bidons d'essence de térébenthine, et quinze hommes allumèrent tandis que Bergeret et ses gens allaient souper. A une heure un quart du matin la salle des maréchaux sautait ; Bergeret, qui fumait des cigares en contemplant ce beau spectacle, écrivit alors : « Les derniers vestiges de la royauté viennent de disparaître ; je désire qu'il en soit de même de tous les monuments de Paris. »

Tous les communards ont considéré cette destruction lugubre comme une de leurs plus belles victoires.

Afin de la rendre complète, les trois colonels Bénot, Boursier et Kaveski prirent eux-mêmes des bidons de fuséens pour brûler le Palais-Royal et la Bibliothèque du Louvre. Il y avait là des manuscrits d'une valeur inappréciable ; mais qu'est-ce que cela pouvait faire à ce garçon boucher, ce marchand de vin et ce polonais ?

La Commune n'avait pas oublié les musées du Louvre. Jourde prétend qu'on lui avait offert pour son budget 50 millions garantis par nos chefs-d'œuvre, qui passeraient ainsi à l'étranger. Le médecin Pillot, membre de la Commune, vint y faire une perquisition le 22 mai au soir, et fit enfermer comme otages les quarante-sept gardiens attachés au service des musées, puis on les fit travailler aux barricades et on les laissa vingt-quatre heures sans manger pour les obliger à dire où étaient les souterrains conduisant au Champ-de-Mars ! Le soir, ils furent enfermés

dans le Louvre; ils entendaient les craquements de l'incendie qui se rapprochait. On ferma les portes à la voiture qui amenait le pétrole. La fusillade augmentait; il était cinq heures du matin; la barricade était prise, les fédérés en fuite. Grâce à la fermeté de son conservateur, M. Barbet de Jouy, le Louvre était sauvé.

Le 20^e bataillon de chasseurs à pied arrivait; on fit des prodiges pour circonscrire l'incendie. Le marquis de Sigoyer, son commandant, ne craignit pas de manquer à la consigne pour rendre possible le sauvetage de nos musées; il fut assassiné à coups de crosse le lendemain, près de la Bastille, et dévalisé comme les pétroleurs savaient le faire.

La nuit avait été terrible; les troupes avançaient méthodiquement, et les fédérés ne les affrontaient jamais que derrière leurs barricades. Nul doute que ces torrents de flammes entourant notre armée ne lui aient mis au cœur une rage bien légitime en face de tant de ruines accumulées; c'est ce moment que choisit le sinistre comité central pour faire appel à nos soldats et poser encore des conditions à la France victorieuse.

En face de ces monstruosités, il n'est pas inutile de connaître les prétentions que les Parisiens avaient beaucoup trop applaudies. Voici cette pièce :

« Au moment où les deux camps se recueillent, s'observent et prennent leurs positions stratégiques ;

• A cet instant suprême où toute une population, arrivée au paroxysme de l'exaspération, est décidée à vaincre ou à mourir pour le maintien de ses droits;

• Le comité central veut faire entendre sa voix.

• Nous n'avons lutté que contre un ennemi, la guerre civile...

• Aujourd'hui, et pour une dernière fois, en présence des malheurs qui pourraient fondre sur tous,

• Nous proposons à l'héroïque peuple armé qui nous a nommés, nous proposons aux hommes égarés qui nous attaquent la seule solution capable d'arrêter l'effusion du sang, tout en sauvegardant les droits légitimes que Paris a conquis :

• 1^o L'Assemblée nationale, dont le rôle est terminé, doit se dissoudre.

• 2^o La Commune se dissoudra également.

• 3^o L'armée dite régulière quittera Paris et devra s'en éloigner d'au moins vingt-cinq kilomètres.

• 4^o Il sera nommé un pouvoir intérimaire composé des délégués des villes de 50.000 habitants. Ce pouvoir choisira parmi ses membres un gouvernement provisoire, qui aura la mission de faire procéder aux élections d'une Constituante et de la Commune de Paris.

• 5^o Il ne sera exercé de représailles ni contre les membres de l'Assemblée ni contre les membres de la Commune pour tous les faits postérieurs au 21 mars.

• Voilà les seules conditions acceptables. Que tout le sang versé dans une lutte fratricide retombe sur la tête de ceux qui les repousseraient !

• Quant à nous, comme par le passé, nous remplirons notre devoir jusqu'au bout. •

Suivent trente-neuf signatures.

• 1^{er} prairial an 79 (21 mai 1871). •

Ainsi, c'est au moment où ils sont écrasés, où

leur œuvre s'écroule dans le feu et dans le sang, que ces misérables prétendent dicter leur volonté et font aux ruraux des propositions outrageantes.

Ils n'ont pas honte d'adresser encore aux soldats une proclamation où ils disent :

« Nous sommes des pères de famille ; venez avec nous, fraternisons, et que votre conscience décide ; lorsque la consigne est infâme, la désobéissance est un devoir. »

Cette pièce fut la dernière ; après l'avoir lancée, ses rédacteurs ne songèrent plus qu'à se sauver : la justice approchait.

Dans le désastre de la Commune, les uns ont accusé l'incapacité des chefs militaires qui ne surent guère se défendre ; les autres ont reconnu l'incapacité des chefs civils qui délibéraient au lieu d'agir. Tous ont raison. Si les gardes nationaux de Paris avaient déployé autant de courage et d'énergie pendant le premier siège qu'ils en déployèrent pendant le second, ils auraient pu faire du mal aux Allemands ; l'exaltation révolutionnaire et l'alcool eurent la plus grande part dans leur courage. Très étonnés de se voir battus à plate couture après tant de prouesses et de bulletins de victoire, ils songèrent bien plus à venger leur défaite qu'à se défendre ; ils s'injurient, se battent et ne parlent que de fusiller et « coller au mur. » Les trois derniers jours ne sont plus qu'une boucherie ; chacun croit sincèrement qu'il a été trahi.

Pendant les sept jours que dura la bataille dans les rues, il n'y eut qu'une seule action dénotant quelque talent militaire du côté des insurgés; ce fut la défense de la Butte aux Cailles par Wroblewski, commandant l'aile gauche.

Le reste des combats constitue une série de rencontres où la lutte fut farouche, parfois sans pitié, mais où les insurgés eurent toujours le dessous. Tuer du monde aux Versaillais, se sauver en mettant le feu quand ils approcheraient trop, c'était toute la tactique des fédérés.

Au sentiment de joie qui animait les Parisiens voyant arriver l'heure de la délivrance, succède celui de la colère et de l'indignation, quand on aperçoit les vingt incendies allumés à la fois. « *A mort les pétroleurs! Pas de quartier! fusillez les prisonniers!* » crient des groupes furieux aux soldats de la France. Les communards fusillent les prisonniers et les citoyens paisibles refusant de se battre pour la Commune; l'armée riposte: ce n'est plus une lutte, c'est une bataille, c'est un massacre.

Le mercredi 21, deux positions centrales opposent une vive résistance. La première est l'hôtel de ville, d'où sont partis tant d'ordres criminels; la Commune l'a évacué, mais de formidables barricades obstruent toutes les rues qui l'avoisinent, et les pièces d'artillerie sont accumulées dans son pourtour. Le général Douay l'aborde par le côté de Saint-Eustache, le général Vinoy par la rue de Rivoli, et le général de

Cissey par les quais de la rive gauche, qu'il a longés jusqu'à la hauteur de Notre-Dame. A sept heures et demie, les buttes Montmartre ouvrent le feu sur la Villette et les buttes Chaumont; les forts d'Ivry, de Bicêtre et de Montrouge, encore au pouvoir des insurgés, tirent sur le sud de la ville, et le centre tire sur tout le monde.

De l'aveu général, cette nuit sanglante fut la plus terrible de toutes. Quand les défenseurs de l'hôtel de ville se virent serrés de près, le chef d'incendie, monté dans le campanile du monument, fit un signe dès qu'il aperçut les troupes près des halles, et ce monument admirable, dont les souvenirs n'avaient rien qui pût effaroucher les plus francs révolutionnaires, flamba avec une rapidité surprenante. Un de ceux qui l'avaient préparé a donné, devant le Conseil de guerre, l'explication de cet embrasement si rapide : « De distance en distance, on avait placé des barils de poudre qui alternaient avec des bonbonnes de pétrole; l'huile coulait, on l'a allumée; ça n'a pas été plus malin que ça. »

Ainsi tombe la légende des milliers de fils souterrains préparés pour mettre le feu partout. Plusieurs, qui coupèrent des cordons de sonnette, ont cru avoir préservé la ville de malheurs immenses. L'incendie fut préparé d'une manière prosaïque, digne de la grossièreté de ceux qui l'ordonnèrent; ces procédés n'ont rien à démêler avec la science.

En maint endroit, le feu ne fut point allumé, parce que l'arrivée des troupes surprit les fédérés. Beaucoup de maisons et de quartiers échappèrent, par ce motif. L'affreux Ferré expédiait ses ordres depuis la Préfecture de police. Au milieu des incendies, on lui amena les religieuses du Bon-Pasteur, chassées de leur maison avec leurs repenties, parce qu'on voulait la brûler. Il y avait 130 personnes en tout.

« — Qu'est-ce que ces femmes ? » dit-il d'un ton moqueur.

« — Ce sont les religieuses du Bon-Pasteur, qu'on a fait sortir de leur maison parce qu'on va la brûler.

« — Que ne sont-elles restées dans leur Bon-Pasteur ! ricana Ferré ; elles auraient brûlé avec et seraient allées tout droit au ciel. »

Et il les mit à la porte en les traitant de *car-narals*.

Elles sont conduites à l'Hôtel-Dieu, y passent une nuit affreuse, et, à cinq heures du matin, on crie : *Faites sortir les convalescents, Notre-Dame va sauter !*

Notre-Dame ne sauta point ; mais, si elle ne fut pas brûlée, les pétroleurs y avaient mis de la bonne volonté, en établissant trois foyers d'incendie qui furent éteints par six internes de l'Hôtel-Dieu, aidés de quelques passants.

Bien que plusieurs églises eussent été condamnées et remplies de matières incendiaires, comme celles de Belleville, Ménilmontant, Saint-

Eloi, Saint-Ambroise, il n'y en eut qu'une seule de brûlée complètement, par ordre de Philippe, délégué de l'arrondissement. Une pétroleuse tua d'un coup de revolver un jeune homme de dix-huit ans qui voulait s'opposer à ce crime, et traîna son cadavre sous le porche où il fut brûlé. C'était l'église de Bercy.

L'incendie de la Préfecture de police, ordonné par Ferré, eut quelque chose de plus cruel. Les 450 détenus qui encombraient le dépôt purent voir, le 21, au matin, badigeonner les boiseries et inonder les planchers. Les malheureuses femmes détenues dans l'annexe, voyant approcher les flammes, se mirent à pousser des cris désespérés.

« — Faites donc taire ces braillardes ! »

Et Fouet, directeur de la prison, ordonna à un sous-brigadier d'aller « leur faire prendre patience. » Ce brave homme, nommé Braquond, fit ouvrir les portes, et les 450 prisonniers se précipitèrent dans les cours.

Les fameux « Vengeurs de Flourens », et Ferré lui-même, craignant de sauter, et se rappelant qu'il avait fait remplir de poudre le rez-de-chaussée, se sauvèrent. Du reste, il était temps de partir, car les troupes de ligne allaient attaquer à revers la barricade du Pont-Neuf.

Tous les gens du quartier, débarrassés des fédérés, travaillèrent à éteindre l'incendie. On avait mis le feu dans les combles, et en descendant jusqu'au rez-de-chaussée la flamme devait

amener l'explosion des barils de poudre et le renversement du quartier.

On retira trois tonneaux de poudre et 1.200.000 cartouches, qui furent noyées dans la fontaine voisine ; on combattit ensuite l'incendie, ce qui ne fut pas facile, car Ferré avait fait partir, le matin même, toutes les pompes qui auraient pu servir à l'extinction.

Un incendiaire, envoyé par Ferré, avait dit à ses fuséens : « Nous allons griller la *boîte aux curieux*. » C'était le Palais de justice. Il voulut lui-même allumer les mèches soufrées qui devaient enflammer le pétrole ; un tuyau de gaz éclata, et le vieux palais ne fut en partie préservé que par la rupture d'un réservoir d'eau. Etourdi et renversé par l'explosion, Riial ne put mettre le feu à la Sainte-Chapelle, et cet admirable monument fut conservé, au milieu d'un océan de flammes, grâce aux efforts des pompiers accourus des environs de Paris, et même de l'Auvergne.

Pour en finir avec les incendies, disons que, fidèles à leur système de destruction brutale, les fédérés continuèrent, le 25 et le 26, ce qu'ils avaient commencé le 23, au soir. Pour empêcher les troupes de ligne de passer la Seine, ils établissent un immense foyer entre la halle aux vins et la gare d'Orléans. Les approvisionnements d'alcool et les dépôts d'huile minérale du Jardin des plantes sont des sources abondantes où s'approvisionnent les incendiaires ; le jeudi, l'Arsenal et les Docks, placés le long du canal de

l'Oureq, s'enflamment sur une longueur de plus d'un kilomètre, arrosés de pétrole ; ils ne peuvent être secourus, car une grêle de balles en défend l'approche aux voisins. Ces docks contenaient pour vingt millions de marchandises précieuses.

Un seul chiffre en dira plus que tout le reste sur les dégâts matériels causés par ces incendies de trois jours : on l'estime à deux cent trente-neuf millions.

Nous ne comptons pas ceux qui périrent dans les flammes, surpris par le feu ou étouffés par la fumée. Dans une seule maison de la rue Royale, sept personnes furent carbonisées. C'est seulement après ces catastrophes que la Commune lança cet ordre pour régulariser la dévastation :

« Le citoyen Millière, à la tête de cent cinquante fuséens, incendiera les maisons suspectes et les monuments publics de la rive gauche.

« Le citoyen Dereure, avec cent fuséens, est chargé du 1^{er} et du 11^e arrondissement.

« Le citoyen Billioray, avec cent hommes, est chargé des 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements.

« Le citoyen Vésinier est chargé spécialement des boulevards de la Madeleine à la Bastille.

« Ces citoyens devront s'entendre avec les chefs de barricades pour assurer l'exécution de ces ordres.

« Signé : DELESCRUZE, RÉGÈRE, RASVIER, JOUAN-
NARD, VÉSINIER, BRUNEL, DOMBROWSKI. »

Quoi qu'il en soit des acteurs et de leur nombre, qui nous semble avoir été fort exagéré, ils remplirent bien leur mission lugubre. Le pétrole, dans l'incendie, était un procédé prussien.

Les Allemands qui, depuis Saint-Denis jusqu'à la Marne, regardaient curieusement brûler la grande ville, durent reconnaître qu'ils étaient dépassés par leurs imitateurs. Ils voyaient les flammes, mais ils n'apercevaient pas le sang qui coulait à torrents et faisait le digne pendant du pétrole, car les massacres accompagnaient les incendies et complétaient l'expiation.

CHAPITRE ONZIÈME

SOMMAIRE

Les prisons encombrées. — Bon personnel, mauvais directeurs. — Exécution de Chaudey à Sainte-Pelagie, avec trois gendarmes. — Fausse idée de M. Thiers. — Les ordres de Ravvier. — L'archevêque transféré à la Roquette avec 39 autres otages. — Régime des prisonniers. — La Commune établit une cour martiale pour condamner les otages. — L'assassinat des six grands otages le 24 mai, au soir. — Le banquier Jecker. — La résistance. — Les déserteurs. — Progrès de l'armée. — Vinoy. — De Cisse. — Le massacre des Dominicains d'Arcueil. — Le 101^e bataillon et Serizier son chef. — Le massacre de la rue Haxo. — Disposition de la foule, avant, pendant et après. — Les prisonniers se barricadent et sont sauvés. — Ceux qui sortent, assassinés. — La vérité sur la bataille du Père-Lachaise. — Fin de la lutte.

Les prisons de Paris étaient encombrées de détenus appartenant à toutes les classes de la société. Soldats, gardiens de la paix, gendarmes, prêtres, magistrats, journalistes, gardes nationaux, propriétaires, otages, riches, pauvres, tous les rangs s'y trouvaient représentés et confondus, sous le nom de suspects.

Dès les premières arrestations, et sur l'avis du président Bonjean, le gouvernement de Ver-

sailles avait engagé les gardiens des prisons à ne point abandonner leur poste. Ces hommes de confiance, braves et anciens militaires, furent fidèles à la consigne ; ils rendirent de grands services, et, en paralysant par leur force d'inertie les mesures violentes prescrites par la Commune, ils sauvèrent la vie à un grand nombre d'innocents.

Les directeurs des prisons étaient choisis parmi les *bons* ; on ne s'inquiétait pas de leur aptitude. On vit un cordonnier à la tête de Saint-Lazare, un serrurier à Mazas, un portier à la Santé, des repris de justice un peu partout. Il suffisait d'être cousin d'un membre du comité central pour obtenir cette position où l'on pouvait faire beaucoup de mal. Le directeur de la Roquette fut le plus mauvais de tous ; presque tous furent des ivrognes, aimant à se divertir. Les prisonniers n'étaient point trop maltraités ; seulement on les prévenait de temps à autre qu'ils seraient « collés au mur » si les Versaillais se permettaient d'entrer dans Paris.

Le choix des otages avait été fait sans trop de discernement ; le caprice, le hasard des circonstances ou une animosité personnelle en avaient souvent été la cause déterminante. Les exécutions ne commencèrent que le 23 au soir. Rigault vint à Sainte-Pélagie pour assouvir sa haine contre Chaudey. Ce vieil ami de Proudhon ne fut point protégé par l'amitié de son compatriote, qui était pourtant une des divinités communar-

des dont les doctrines étaient souvent invoquées par les triomphateurs d'alors.

Le premier mot de Rigault en entrant dans la prison, à onze heures du soir, fut celui-ci : « Nous avons quatre canailles ici; nous allons les fusiller en commençant par Chauley. » On appelle Chauley, qui arrive en robe de chambre et en pantoufles, et Rigault dit :

« — Dans cinq minutes, vous serez fusillé. »

Après quelques observations, Chauley conclut :

« — Eh bien, je vais vous montrer comment un républicain sait mourir.

« — Toi, écris », dit Rigault à son secrétaire. un polonais.

Et il dicta l'arrêt de mort de Chauley, de Bouzon, Capdeville et Pacotte, trois pauvres gendarmes arrêtés le 22 mars. Chauley mourut en criant : *Vive la République !* Il n'était que blessé et cria trois fois ; un des exécuteurs lui brûla la cervelle en disant : *Je t'as t'en f..... de la République !*

Après ce quadruple assassinat, Rigault partit. Il était minuit. Il fut tué le lendemain.

Rauvier (Aug.), directeur de la prison, se pendit trois jours après, laissant ce billet : « Je meurs, parce que mon crime est impardonnable. »

M. Thiers avait toujours soutenu que la vie des otages ne courait aucun danger, et il avait refusé d'échanger l'archevêque de Paris et quel-

ques autres contre Blanqui, dont la reddition eût simplement mis un énergumène de plus dans les rangs de la Commune. Le chef du pouvoir exécutif se trompait. Raoul Rigault se flattait de faire de la révolution et non de la légalité. Il avait mis à la tête de Mazas le serrurier Garreau, homme violent et brutal, qui répondait à la demande des prisonniers : *Pourquoi suis-je arrêté ?*

« — Vous êtes bien curieux ! »

où aux plaintes des détenus :

« — Si vous n'êtes pas contents, on peut vous casser la tête ! »

On disait couramment dans toutes les prisons :
« Si les Versaillais entrent dans Paris, tous les
« prêtres que nous avons ici seront fusillés ; Pa-
« ris deviendra un monceau de ruines et de
« cendres. » Chaque prison avait son peloton
d'exécution toujours prêt à massacrer ceux que
la Commune lui enverrait. La disparition prématurée du procureur de la Commune sauva certainement la vie à bon nombre de victimes.

Le 22, à cinq heures du soir, Rigault était venu à Mazas portant un ordre écrit par Gabriel Ravier.

« Comité de salut public à Sûreté générale :

« Ordre de transférer immédiatement les otages, tels que l'archevêque, les différents curés, Bonjean, sénateur, et tous ceux qui peuvent avoir une importance quelconque, à la prison de la Roquette, dépôt des condamnés.

« Signé : G. RAVIER, EUDÈS, FERD. GAMBON. »

Rigault et son digne adjoint Dacosta, sur les indications de Garreau, firent écrire la liste par le greffier. Cette liste portait cinquante-quatre noms et désignait, avec Mgr Darboy et M. Bonjean en tête, trente-huit prêtres, deux commissaires de police, un proviseur de collège ; le reste était qualifié « agents secrets. »

A neuf heures du soir, deux voitures de factage en emmenèrent quarante ; il fallut près d'une heure pour faire le trajet au milieu des rues déparées, des injures des fédérés et même des gardes nationaux qui escortaient les prisonniers. Cette tourbe infâme criait : *A mort les calottins !* Le féroce emballeur François, directeur de la prison, les reçut avec une solennité qui ne manquait pas d'insolence et donna au conducteur du convoi cette quittance laconique : *Reçu quarante curés et magistrats.*

Ils furent mis aussitôt en cellule.

Au matin, le président Bonjean ayant demandé une chaise et le commissaire Rabut de l'eau, reçurent cette réponse : « Bah ! pour le temps que vous avez à rester ici, ce n'est pas la peine. »

Dans la journée, on permit aux otages de se voir dans la cour commune. Depuis le 26 avril, ils étaient au secret, et cette suprême entrevue fut vraiment touchante. Deux camarades de classe, qui ne s'étaient pas vus depuis trente-quatre ans, se reconnurent. L'un était devenu jésuite : c'était le P. Ollivaint, ancien élève de l'Ecole normale supérieure ; l'autre M. Chevriaux,

proviseur du lycée de Vanves, qui profita de la rencontre pour se réconcilier avec Dieu.

Le vénérable archevêque, affaibli par la maladie et la longue détention, fut très entouré; les victimes se consolèrent en s'encourageant mutuellement, et M. Deguerry résumait l'opinion de tous en disant : « Le salut de Paris ne sera
« pas obtenu sans l'effusion d'un sang inno-
« cent. »

Delescluze et Billioray avaient chargé Rigault de faire exécuter les otages; mais Rigault n'était plus là. Ferré le remplaçait avec avantage. Le 21, au matin, il arrivait à la Conciergerie avec une bande à laquelle il dit : « Citoyens, nous
« allons remplir une mission de justice : exécu-
« ter les prisonniers. Que ceux qui ne se sentent
« pas assez de courage se retirent. »

Il n'en partit que deux.

Il fit dresser les listes des victimes, n'oubliant pas les prêtres, « parce qu'ils étaient ses plus cruels ennemis. » Il perdit son temps à rechercher un commissaire de police qui l'avait arrêté jadis, et n'avait encore tué que deux victimes quand la fusillade du Pont-Neuf et l'incendie du Dépôt le firent sauver.

Dès le 21 au matin, la Commune avait abandonné l'hôtel de ville menacé pour se réfugier à la mairie du XI^e arrondissement, voisine de la Roquette, qui devint ainsi le centre de la résistance. Ferré courut y rejoindre Delescluze. Ces hommes, assurés que tout était perdu pour eux,

voyant d'ailleurs que bon nombre de leurs complices les abandonnaient au moment suprême, résolurent d'en finir avec les otages. Ils établirent une cour martiale pour les juger. Le président fut un vieil ivrogne, ancien menuisier, Gienton, assisté de deux acolytes dignes de lui.

Cette singulière cour voulait d'abord désigner soixante otages ; on observa que cela ferait « trop d'embarras », et on se contenta de commencer par six, en désignant seulement Mgr Darboy et le président Bonjean.

L'assassin Mégy et Gienton vinrent avec le peloton d'exécution. Mégy, ceint d'une écharpe rouge, venait faire le coup de feu en amateur ; c'était alors un personnage très important ; c'est Ferré qui l'envoyait. Gienton écrivit les noms suivants : DARBOY, BONJEAN, JECKER, ALLARD, CLERC, DUCOLDRAY. Il effaça le nom de Jecker pour le remplacer par celui de M. Deguerry.

« — Ça te convient-il comme ça ? » dit-il à l'emballeur, directeur de la prison.

Il y eut des retards ; un honnête gardien, refusant d'obéir, cacha les clefs et se sauva ; il courut jusqu'à Pantin en sanglotant et criant : *Ils vont les tuer ! ils vont les tuer !*

Les Prussiens le recueillirent.

Enfin on fit l'appel des condamnés. Tous répondirent avec calme, et la funèbre procession commença. Tandis que les chefs Mégy, Gienton et Véric, commandant les quarante hommes du peloton d'exécution, discutaient sur le lieu où il

faudrait fusiller les prisonniers, les victimes priaient ; l'archevêque leur donna l'absolution, puis soutint M. Bonjean qui marchait avec peine. On les rangea contre le mur, Mgr Darboy le premier, le président ensuite, puis M. Deguerry, curé de la Madeleine, les jésuites Ducoudray et Clere, et l'abbé Allard, aumônier des ambulances. Quand les fédérés firent feu, l'archevêque avait la main levée pour les bénir, et elle fut fracassée par une balle.

Dans le procès des assassins, un tailleur d'habits fédéré est signalé comme ayant dit en tirant son coup de fusil : « Tiens, voilà notre bénédiction ! »

Dans la nuit, les cadavres des six victimes furent dépouillés, jetés sur une charrette et portés au Père-Lachaise, où on les mit dans la fosse commune. Ce fut seulement quatre jours plus tard que l'assassinat des otages fut connu dans Paris.

Le lendemain matin, 25 mai, ce fut le tour de Jecker, banquier, que les communards croyaient riche et qui n'avait rien. Il fut remis à Genton, porteur d'un ordre de Ferré.

« — Nous voulons vous fusiller », dit le menuisier au mexicain de Porrentruy.

« — Pourquoi ? » demanda celui-ci.

« — Parce que vous avez été le complice de Norny. »

On le conduisit dans des terrains vagues à une demi-heure de la Roquette, et quatre hommes le

fusillèrent après lui avoir fait enlever son paletot, dont le capitaine se réservait l'usage. Le directeur prit le portefeuille et le porte-monnaie ; il revint à la Roquette menaçant de faire fusiller les gardiens qui commençaient à s'agiter, trouvant que l'armée française était bien lente à venir.

Le fait est qu'elle rencontrait une résistance énergique et parfois désespérée de la part de ces repris de justice et surtout des soldats déserteurs qui, fixés sur leur sort, se battirent avec acharnement au Château-d'Eau et à la place de la Bastille, dont les incendies rendaient l'abord plus difficile. Le 26, le ministre de la guerre résumait ainsi la situation en parlant à l'Assemblée nationale :

« Messieurs, la situation de Paris s'améliore de plus en plus. Les troupes rencontrent une très énergique résistance, mais leur courage et leur dévouement sont plus grands que la résistance qu'elles éprouvent. Elles cheminent difficilement, mais sûrement. Nous sommes maîtres de toute la partie de Paris située sur la rive gauche ; sur la rive droite, nos attaques s'étendent jusqu'à la place de la Bastille, qui est au pouvoir de l'armée.

« Le général Vinoy manœuvre en ce moment pour enlever la barrière du Trône. Presque tous les boulevards sont au pouvoir de l'armée ; la place du Château-d'Eau, la caserne du Prince-Eugène, les Magasins-Réunis, toute cette partie de Paris est entre nos mains.

« Tous les forts de la rive gauche, y compris ceux de Bicêtre et d'Ivry, sont en notre pouvoir ; Bicêtre et

Ivry ont été enlevés par la cavalerie. Il ne reste, à l'heure qu'il est, que les Buttes-Chaumont et toute la partie qui s'étend de ce côté, c'est-à-dire Belleville, la Villette, la Chapelle... Demain, j'espère, nos troupes pourront vaincre cette dernière citadelle de l'insurrection.

L'attaque de la rive gauche, conduite par le général de Cisse, fut marquée par des incidents dramatiques tels que l'incendie des Gobelins et le massacre des Dominicains d'Arcueil. Ces religieux, faits prisonniers par les fédérés qui dévalisèrent leur maison, furent conduits au fort de Bicêtre avec leurs domestiques et employés. Quand les fédérés évacuèrent le fort, ils emmenèrent avec eux ces otages, au nombre de vingt et un. Sur tout le parcours, les infortunés captifs eurent à subir les outrages de la populace poussant des cris de mort. Dans cette foule ignoble, on remarquait surtout les cris des femmes réclamant la mort des religieux; on les conduisit à la prison disciplinaire du 9^e secteur, boulevard d'Italie.

Dans ce XII^e arrondissement, un corroyeur du nom de Serizler, chef du plus mauvais bataillon de la garde nationale, le 101^e, régnait en maître et faisait trembler tout le quartier. A plusieurs reprises, il avait voulu livrer la ville aux soldats de Versailles, et avait même reçu des acomptes; mais à ce moment il organisait une résistance désespérée. A une heure de l'après-midi, il envoya chercher les Dominicains pour travailler à la barricade. Ils répondirent :

« — Il nous est défendu de nous battre. Nous sommes infirmiers et disposés à aller chercher les morts et vos blessés sous les balles. »

On les fit rentrer dans la prison, ils se confessèrent; à quatre heures, les fédérés, qui sentaient l'approche des soldats français, chargent leurs armes. On venait de leur dire en effet que le Panthéon était pris, Millière fusillé, la prison de la Santé délivrée, qu'ils allaient eux-mêmes être bientôt cernés.

« — Ah! c'est comme ça, s'écria Serizier en fureur; il faut que tout le monde y passe! Allons, des hommes de bonne volonté pour casser la tête aux curés. »

Il se présenta même des femmes et la tuerie commença.

Boin, dit Bobèche, chef de la prison, cria :

« — Allons, les calottins, arrivez et sauvez-vous, il n'est que temps; sortez l'un après l'autre. »

Le P. Cotrault sortit le premier et reçut une balle à trois pas de la porte. Le P. Captier, prieur, dit à ceux qui le suivaient :

« — Allons, mes enfants, pour le bon Dieu! »

Tous s'élancèrent à sa suite à travers la fusillade des fédérés tandis que les femmes applaudissaient des fenêtres et que tous les spectateurs riaient aux éclats. Quelques-uns plus alertes et plus heureux échappèrent, mais cinq religieux et sept employés restèrent sur place. Un des Pères respirait encore, Serizier ordonna de

l'achever, le cadavre reçut trente et un coups de fusil; l'économiste fut assassiné un peu plus loin.

Serizier allait chercher d'autres victimes dans sa geôle qui contenait quatre-vingt-dix-sept prisonniers, quand le 113^e de ligne arriva et l'illustre colonel fédéré se cacha si bien qu'on le retrouva seulement six mois après pour le conduire au poteau de Satory.

Les soldats poursuivant les insurgés ne firent que passer, et les cadavres des Dominicains restèrent encore pendant quinze heures exposés aux outrages d'une population en délire, qui égala les gens de Belleville et des environs.

C'est de ce côté de Belleville qu'eut lieu le massacre le plus long et le plus savamment combiné. La Commune aux abois avait résolu, le 23 mai, d'y transférer quinze cents détenus dont elle disposait encore, afin d'obtenir à la dernière heure des conditions favorables. Delescluze conspiré, désespéré, alla tomber sur une barricade avant d'avoir pu exécuter ce plan bien digne de lui; on commença du moins à l'exécuter en partie.

Les prisonniers de la grande Roquette s'attendaient à mourir. L'un d'eux, l'abbé Guerrin, ancien missionnaire de Chine, avait offert au proviseur du lycée de Vanves de mourir à sa place, afin de le conserver à sa femme et à son enfant. Le proviseur refusa, ils ne furent appelés ni l'un ni l'autre.

« Il m'en faut quinze ! » cria le brigadier Ramain, le 23, vers quatre heures du soir.

Et il appela trois jésuites, le P. Ollivaint, supérieur de la maison de Sèvres, le P. Caubert, économe, et le P. de Bengy, ancien aumônier en Crimée. Quatre Pères de Piepus, anciens missionnaires d'Océanie, l'abbé Sabatier, vicaire de Notre-Dame-de-Lorette, et l'abbé Planchat, directeur du patronage de Charonne, un jeune séminariste de vingt ans, Paul Seigneret, quatre otages civils et trente-quatre militaires complétèrent le convoi, auquel on avait adjoint quinze sergents de ville qui furent reconduits dans leurs cellules. On leur fit croire qu'on les menait à la mairie de Belleville pour leur donner des rations parce que les vivres commençaient à manquer.

Malgré la faiblesse de l'escorte, nul ne songeait à se sauver. Dans la première partie du trajet, les victimes rencontrèrent des visages sympathiques et quelques marques de pitié, mais à partir de la chaussée Ménilmontant jusqu'à la rue Haxo, les injures et les coups ne leur furent point épargnés ; on disait à la foule que ces prisonniers faits sur les Versaillais avaient tiré sur le peuple. L'odieux Ravvier attendait les prisonniers devant la mairie, il leur cria :

« — Vous avez un quart d'heure pour faire votre testament, si cela vous convient. »

Toute la canaille du quartier arriva bientôt et Ravvier dit :

— « Va me fusiller tout cela aux remparts. »

L'exécuteur de cet ordre sauvage était un nommé Giois, dit *Grille d'égout*, repris de justice portant alors les galons de colonel. La foule chantait, criait, jetait des pierres aux victimes qui furent poussées vers une maison en construction rue Haxo, 83, où siégeaient encore quelques membres de la Commune, entre autres Varlin, qui essaya d'empêcher le carnage. On lui répondit : « Va donc ! avocat ! » et il fut emmené de force. L'incendiaire des Tuileries, Benot, cria : *A mort !* et une cantinière commença le massacre, tandis que le dernier chef militaire de la Commune, Hippolyte Parent, fumait son cigare au balcon.

Ce fut un prêtre qui tomba le premier. On obligeait les gendarmes et les soldats à sauter un petit mur haut de cinquante centimètres, pour les tirer « au vol. » Les prêtres refusèrent de sauter, l'un d'eux dit :

« -- Nous sommes prêts à confesser notre fol, mais il ne nous convient pas de mourir en faisant des cabrioles. »

Cette boucherie dura une heure ; cinquante-deux cadavres étaient entassés l'un sur l'autre et la moitié peut-être n'étaient pas morts. Pour mettre fin à leurs gémissements on fit des décharges de fusil et de pistolet, on les piétina, et à la fin un fédéré commanda : *Allons ! les braves, à la baïonnette !* Cette charge fut si bien exécutée qu'un cadavre avait reçu soixante-neuf

coups de fusil, et que soixante-douze coups de baïonnette atteignirent le P. de Bengy.

Il était nuit. Le lendemain, les cadavres furent dépouillés et jetés dans une fosse d'aisance. Les assassins, après s'être partagé les 40.000 francs qui restaient à la Commune, se sauvèrent par la porte de Romainville et bon nombre furent arrêtés par les Prussiens.

Le massacre de la rue Haxo suffit à la réputation de Belleville. Nulle part on ne signale de scène plus hideuse que dans ce quartier, et, chose ignoble à constater, quand les soldats arrivèrent le 28 au matin, personne n'avait rien vu, rien entendu, et un vicaire de Belleville eut mille peines à retrouver l'endroit où l'on avait jeté les cadavres !

Si lente qu'on l'eût trouvée, car elle dura près de sept jours, la bataille avait été bien conduite. Les deux extrémités de l'arc formé par les assaillants allaient se rejoindre et former autour des débris de la révolte un cercle infranchissable.

Pendant la journée du 27, la lutte, concentrée sur des points faciles à défendre, fut acharnée. Tandis que les membres de la Commune et du comité central qui reprenait le pouvoir, se cherchaient pour se fusiller mutuellement, Ferré qui rêvait toujours vengeance et carnage et avait envoyé dans toutes les prisons des ordres qu'on n'eut pas le temps ou la volonté d'exécuter, Ferré songea aux prisonniers et aux otages. La petite Roquette seule contenait 1.333

soldats qui avaient refusé de se joindre à l'insurrection. Dans la grande Roquette 167 détenus criminels habitaient à côté de 313 otages. Vers une heure après midi, Ferré arriva avec un bataillon pour extraire les otages et les conduire à Belleville, où 1.200 d'entre eux furent enfermés dans l'église. Les autres, appartenant à la 2^e et à la 3^e section, s'étaient barricadés. On essaya de les enfermer et de mettre le feu à leur barricade de matelas qui s'obstina à ne point brûler. Les criminels, condamnés de droit commun, s'insurgent en voyant l'incendie. Ferré arrive, leur fait crier : *Vive la Commune!* et leur donne la liberté pour les employer à forcer les barricades des otages. A ce moment on crie : *Voilà les Versaillais!* Ferré et François se sauvent à cheval, tout le monde les suit et la prison est libre.

Ce n'était qu'une panique, et les Français n'étaient pas encore là. Les détenus faisant fonction de domestiques dirent aux otages de la quatrième section : *Vite! sauvez-vous!* Les vingt-trois malheureux descendirent, tandis que leurs compagnons barricadés leur criaient : *Ne sortez pas, vous serez tués!*

Il y avait seize ecclésiastiques et sept laïques. Mgr Surat, archidiacre de Paris, M. Bécourt, curé de Bonne-Nouvelle, le P. Houillon, missionnaire en Chine, et M. Chaulieu, employé des prisons, firent route ensemble sur la place déserte de la Roquette. Bientôt ils furent arrêtés,

fusillés par de jeunes détenus et des femmes ; leurs habits de galériens, qui étaient un titre de recommandation, ne les sauvèrent pas, parce qu'ils étaient prêtres. La Commune assassinait les curés, mais elle exaltait les forçats.

Le vicaire général Bayle, le curé de Saint-Séverin et quelques autres furent reçus dans des maisons ; plusieurs, égarés au milieu des balles et de la mitraille, retournèrent à la prison, où on les cacha dans l'infirmerie.

Le directeur de la prison revint à huit heures du soir pour faire ses paquets et annonça qu'il allait faire démolir la Roquette par la batterie du Père-Lachaise ; mais la batterie était prise, prise par un sergent d'infanterie de marine nommé Autzemberger.

On s'est battu autour du Père-Lachaise, mais non dans l'intérieur. Les batteries établies dans ce lieu funèbre avaient reçu l'ordre de tirer sur la ville et principalement sur les églises ; elles ont fait du mal, mais les batteries de Montmartre les réduisirent à l'impuissance. Cela n'a pas empêché Vésinier, l'écrivain officiel de la Commune, d'affirmer que « six mille fédérés avaient été fusillés dans les allées et caveaux du Père-Lachaise, où les canonnières furent massacrés sur leurs pièces. »

Ce fut seulement le dimanche 28, au matin, que les fusiliers marins, arrivant à la Roquette, délivrèrent les otages barricadés qui refusaient de se rendre, tant la terreur les rendait défilants.

Alors seulement on apprit le massacre des otages, et on alla chercher le chef du peloton d'exécution Vêrig, pour le fusiller sur la place même.

La lutte continuait encore, mais Belleville et les buttes Chaumont étaient enlevés; la dernière barricade, défendue par un clerc d'huissier, commandant soixante fédérés, se rendit à une heure après midi. Elle était dans le XI^e arrondissement, au coin des rues Saint-Maur et Fontaine-au-Roi. La Commune était écrasée, l'œuvre de la justice allait commencer.

Cernés par trois corps d'armée, après s'être battus en désespérés, les soldats de l'insurrection, abandonnés par leurs principaux chefs, furent obligés de déposer les armes; ils aimèrent encore mieux tomber entre les mains des Versaillais que de mourir, comme ils en avaient fait le serment.

Le maréchal de Mac-Mahon adressa le soir même cette courte proclamation aux Parisiens:

« Habitants de Paris,

« L'armée de la France est venue vous sauver.

« Paris est délivré. Nos soldats ont enlevé à quatre heures les dernières positions occupées par les insurgés.

« Aujourd'hui, la lutte est terminée, l'ordre est rétabli, le travail et la sécurité vont renaître...

« Soldats et marins,

« Votre courage et votre dévouement ont triomphé de tous les obstacles.

« Après un siège de deux mois, après une lutte de

huit jours dans les rues, Paris est enfin délivré. En l'arrachant aux mains des misérables qui avaient projeté de le réduire en cendres, vous l'avez préservé d'une ruine complète, vous l'avez rendu à la France.

« Soldats et marins,

« Le pays tout entier applaudit au succès de vos patriotiques efforts, et l'Assemblée nationale, qui le représente, vous a accordé la récompense la plus digne de vous.

« Elle a déclaré par un vote unanime que les armées de terre et de mer ont bien mérité de la patrie.

« Au quartier général de Paris, le 28 mai 1871.

« *Le maréchal de France, commandant en chef :*

« DE MAC-MAHON. »

CHAPITRE DOUZIÈME

SOMMAIRE

Attitude pitoyable des chefs du mouvement. — Ils abandonnent leurs soldats et prennent la fuite, il ne reste que le frelin. — Lâcheté devant les Prussiens. — Le fort de Vincennes. — Aucun homme de génie, aucune idée grande et noble dans la Commune. — Multitude de prisonniers. — Indulgence dans la répression. — Les conseils de guerre. — Les commutations. — Les victimes. — L'attitude des communards à l'étranger. — Leurs projets de vengeance. — L'amnistie. — Dévergondage des idées. — Apologies. — Jugement de l'histoire. — Crapulinski, général en chef de droit.

On pourrait croire, à voir l'acharnement de la résistance, que tous les membres de la Commune et les chefs du mouvement étaient des héros. Il n'en est rien, deux d'entre eux seulement ont eu le courage d'aller se faire tuer sur les barricades.

Le farouche Delescluze, voyant ses collègues s'injurier et se reprocher mutuellement le désastre dans lequel leur œuvre s'effondrait, les traita de *canailles* ou de *messieurs* en leur disant : « Je vais me faire tuer. » Les deux titres étaient aussi injurieux l'un que l'autre. Vermorel, atteint en relevant les blessés, mourut à l'hôpital ; Var-

lin, pris dans un café le dimanche, 28, fut aussitôt fusillé à Montmartre, et le peuple qui, deux mois plus tôt, applaudissait à la mort de Clément Thomas, applaudit à celle de Varlin ; Millière, fusillé sur les marches du Panthéon, tomba en criant : *Vive la République !* Rigault, saisi au moment où il voulait s'échapper par les toits, dans la rue Gay-Lussac, fut insolent à sa dernière heure, arrivée le 21 mai. Tous les autres se sauvèrent ou cherchèrent à se cacher. Ils avaient pris leurs mesures pour réussir.

Trait de mœurs bien remarqué des Parisiens. Le dimanche 21 mai, tout le monde se faisait gloire de porter barbe ; le dimanche 28, chacun était rasé de frais et toutes les barbes avaient disparu, car elles passaient pour signe de ralliement à l'insurrection. Bon nombre de gardes nationaux portaient sous leur tunique une blouse et un pantalon d'ouvrier ; on faisait le coup de feu par les fenêtres ou derrière les barricades ; quand les défenseurs étaient en déroute, on trouvait à leur place d'honnêtes ouvriers, maudissant la Commune et se plaignant de ce que l'ouvrage n'allait pas. Mais alors il était dangereux d'avoir les mains noircies par la poudre, ou l'épaule meurtrie par le recul du fusil ; on risquait fort d'être passé par les armes séance tenante.

La Commune, qui se montrait d'une insolence grossière vis-à-vis de Versailles, fut d'une platitude parfaite vis-à-vis des Allemands dont elle

ne put rien obtenir. Ces incendiaires regardaient comme un déshonneur de se rendre « aux assassins de Versailles », ils songeaient à se rendre aux Allemands, qui ne voulurent point d'eux, pas plus que du fort de Vincennes, qui leur ouvrait ses portes et s'en remettait « à leur générosité. » Quand les Français firent mine d'attaquer ce fort, le 29 au matin, les portes s'ouvrirent d'elles-mêmes et les derniers soutiens de la Commune se rendirent à discrétion.

Le même jour, un décret prononçait la dissolution des gardes nationales de la Seine et le désarmement général dans les quarante-huit heures.

Paris fut partagé en quatre grands commandements militaires ; on réglementa les cafés, les journaux et les théâtres ; le commerce du pétrole fut interdit ; on prit, en un mot, toutes les mesures qu'aurait dû prendre le gouvernement de la Défense nationale et qui auraient épargné bien des douleurs et bien des ruines. Les passants, qui avaient aidé à construire les barricades, furent invités à les défaire.

L'aspect de Paris brûlé, ensanglanté, était horrible ; pendant plusieurs jours, il fallut enterrer les morts, relever les blessés et escorter les longues files de prisonniers que l'on dirigea sur Versailles, au milieu des malédictions et des injures d'un peuple délivré et soriant de ses caves, où il venait de passer une semaine d'angoisse et de terreur.

Du 3 avril au 20 mai, 3.500 insurgés avaient été pris les armes à la main autour de Paris. Du 21 au 28 mai, les troupes régulières firent 26.000 prisonniers, et du 1^{er} juin au 31 juillet, il y eut encore 5.000 arrestations. 27.837 fédérés furent conduits dans nos ports militaires de Rochefort, Lorient, Brest et Cherbourg en attendant leur jugement.

Bien que la France irritée demandât une répression sévère et immédiate, le gouvernement ne voulut rien brusquer, et, en examinant les choses de près, on trouve qu'il y eut, en somme, plus d'indulgence que de sévérité dans la répression.

Les étrangers arrêtés, au nombre de 1.725, obtinrent 1.236 ordonnances de non-lieu, et 62 furent expulsés de France.

7.460 repris de justice avaient été capturés; on rendit la liberté à 3.126, et il fut interdit seulement à 414 de rentrer dans Paris.

Parmi les femmes qui s'étaient pourtant distinguées, on n'arrêta que celles qui furent surprises les armes ou le pétrole à la main. Sur les 850 amenées dans les maisons de correction, 623 furent mises en liberté et 200 seulement furent renvoyées devant les conseils de guerre.

On n'avait pas de preuves écrites, les anciens dossiers avaient été brûlés, on aima mieux laisser échapper beaucoup de coupables que de punir quelques innocents.

Sur 651 enfants de seize ans et au-dessous,

460 furent relâchés, 80 renvoyés devant les conseils de guerre pour juger la question du discernement.

Sur les 5.000 militaires ayant pris part à l'insurrection, 1.400 passèrent en conseil de guerre, 1.167 furent envoyés en Afrique, et les autres (2.366) réintégrés dans leurs régiments.

22 conseils de guerre et 130 magistrats instructeurs travaillèrent à ces jugements depuis le mois de juin 1871 jusqu'au 31 décembre 1874.

Il y eut 10.042 jugements par condamnations contradictoires;

3.751 jugements par contumace;

2.452 acquittements;

9.291 refus d'informer;

25.023 ordonnances de non-lieu;

En tout 50.559 jugements.

Les Parisiens, qui s'étaient montrés si bienveillants pour les communards, se montrèrent sans pitié quand ils les virent écrasés, et il n'y eut pas moins de 310.000 dénonciations lancées contre les adhérents de la Commune. Le gouvernement dut faire afficher qu'on n'y ferait aucune attention.

Le nombre des jugements par contumace indique qu'une multitude considérable avait pu se sauver. Contrairement à ce qui arriva dans le célèbre combat des rats et des belettes, ce furent les gens à plumets et à galons qui disparurent. Tous ces hommes de parade, ces orateurs de club et ces piliers d'estaminet étaient munis de pièces

et de passe-ports qui leur permirent de gagner la Suisse, la Belgique et l'Angleterre. En vain, M. Jules Favre avait annoncé le 26 mai qu'on demanderait l'extradition de ces incendiaires, de ces assassins, ils vivaient à l'étranger du fruit de leurs rapines et formaient de nouveaux projets pour la revanche en se prélassant dans les rues de Londres ou de Genève, d'où l'on ne songea point à les faire revenir.

Nous n'hésitons point à dire que M. Thiers imposa aux juges une jurisprudence fâcheuse, en posant en principe que l'on n'était point coupable pour avoir fait partie de la Commune. Descamp et Ulysse Parent étaient acquittés comme inoffensifs, tandis que, dans la salle voisine, on condamnait à la déportation ceux qui avaient exécuté des ordres signés par eux.

Beslay et Theisz reçurent des passe-ports du gouvernement.

De tous les membres de la Commune, Ferré fut le seul condamné à mort et exécuté. Cet affreux petit homme, se voyant à bout de ressources, s'affubla d'une jupe et d'un chignon, et ne fut pris qu'au mois de juillet, chez son frère. Il se défendit en vrai clerc d'avoué, ricana ses juges et mourut en faquin.

Jourde montra quelque dignité dans le procès. Les autres ne se distinguèrent que par leur apâtissement; ils niaient tout, protestant de leur innocence et de leur candeur. Ces féroces ennemis des prêtres eurent presque tous l'audace d'invo-

quer, comme témoins à décharge, des prélats, des moines et des ignorantins.

C'est pour ces tristes chefs que les Parisiens avaient tant travaillé et tant souffert.

Sur les quatorze généraux de la Commune, deux étaient morts, deux furent pris, les dix autres décampèrent, et le général Eudes alla retrouver ses économies, comme firent, du reste, tous ses camarades qui avaient pu en faire. Des 133 colonels qui caracolaient devant leurs troupes, il n'en demeura que 46 entre les mains de la justice. Ceux qui restèrent ne manquèrent pas de charger les morts, qui n'étaient plus là pour se défendre. Assi fut ridicule par ses fanfaronnades ; il était digne d'avoir présidé cette assemblée de fanfarons. A les en croire, tous ces insulteurs de prêtres et envahisseurs d'églises étaient de petits saints, ils n'avaient agi que pour l'amour du peuple et le salut de la patrie ! Ce fut pitié de les entendre.

Pour dérouter les soupçons de leurs amis, plusieurs avaient annoncé leur mort, et Jules Vallès avait fait imprimer lui-même le récit de son exécution ; il se déguisa en charretier et s'enfuit revêtu d'une soutane, comme Cluseret qui avait été recueilli et caché par un prêtre. Grélier ne dédaigna pas de se réfugier chez les Jésuites et de faire leur cuisine pendant un certain temps, etc. En somme, cinquante-six membres de la Commune avaient vérifié le proverbe : *Bonnes jambes saurent le corps.*

La multitude des prisonniers prouve l'exagération des récits faits par les historiens de la Commune, qui n'hésitent pas à parler de vingt, trente, quarante mille fédérés fusillés par les troupes. Vésinier y ajoute dix mille femmes et enfants.

Le compte exact des morts enterrés à Paris, du 20 au 30 mai, est de 5.339. Il faut y joindre 1.328 cadavres exhumés des squares et des rues peu de temps après. On aurait donc un total de 6.667 morts, et encore est-il juste de défalquer sur ce nombre les cadavres de soldats et d'otages au nombre de trois cents.

Après les premiers incendies, ordre fut donné à l'armée de fusiller les insurgés pris les armes à la main. — On en passa 148 par les armes le dimanche matin 28 mai, amenés de Mazas au Père-Lachaise ; 227 qui furent « pleurnichards » furent exécutés en même temps à la petite Roquette et 150 à la caserne Lobau. Ce sont les groupes les plus considérables.

C'est beaucoup sans doute de 6.500 morts ; mais si l'on considère que l'armée de la France eut 83 officiers tués et 430 blessés, 791 soldats tués, 6.024 blessés et 183 disparus, on obtient un total de 7.514 victimes qui méritaient certes plus d'intérêt que les brigands de la Commune.

Les conseils de guerre chargés de la répression prononcèrent 110 condamnations à mort. Ces condamnations atteignirent seulement les plus coupables parmi les chefs de la révolte et les

déserteurs de l'armée; mais l'impression fut bien diminuée par la commutation de quatre-vingt-quatre sentences.

Ainsi le veut la politique moderne.

Il y eut seulement vingt-trois exécutions à Paris et trois à Marseille.

Les révolutionnaires ne redoutent que la peine de mort, voilà pourquoi ils en demandent l'abolition avec tant d'insistance.

Les principaux déportés s'évadèrent, et, au bout de deux ou trois ans, la Commune était à peu près reconstituée à l'étranger. Grâce à la tolérance des gouvernements voisins, elle fondait des journaux, répandait ses doctrines, justifiait ses assassinats et ses incendies, quand elle ne prenait pas le parti de les glorifier.

Lorsqu'on a vu les Parisiens entourer de tant de complaisances le régime à son berceau, faut-il s'étonner de lui trouver encore tant d'adhérents et d'apologistes? Il nous semble que tous les chiffres cités plus haut et puisés aux sources officielles ont leur éloquence. Il y eut sans doute beaucoup d'étrangers dans l'affaire, mais la Commune, excitée par les étrangers de l'Internationale, a été faite et voulue par des *Français*, et nous dirons volontiers, par des provinciaux déclassés, car ceux-là étaient en grande majorité. Ce sont bien des Français qui, sous les yeux des Allemands campés autour de Paris, se sont soulevés contre la France, ont allumé les incendies et massacré les otages. Ils y ont été aidés par celle

rage de révolution, par cette complicité des passions populaires qui ne se défie ni des méchants ni de leurs doctrines, et les écoute toujours. Plus on étudie ce mouvement, plus on le trouve incompréhensible; plus ses auteurs paraissent stupides et méprisables, et on conçoit que dans leur indignation les gens des campagnes aient dit, à la nouvelle des catastrophes qui se succédaient pendant cette sanglante semaine : « Les Parisiens ont ce qu'ils méritent. »

Cette rude leçon a-t-elle corrigé les uns et les autres ?

Hélas ! nous ne sommes pas loin de croire que la leçon est perdue. L'attitude des partisans de la Commune n'a pas changé; pendant leur exil, ils n'ont cessé de glorifier les actes les plus répréhensibles et de justifier les incendies et les assassinats de 1871, annonçant qu'ils préparent la vengeance, que si jamais ils reprennent le pouvoir, ils feront mieux que la première fois et n'épargneront ni la Banque de France, ni le capital, ni la société. C'est sans doute pour les récompenser de ces beaux sentiments, que les députés ont voté l'amnistie qui leur a ouvert les portes de la France et rendu tous leurs droits en 1880. Les amnistiés doivent être bien encouragés quand ils voient bon nombre des idées chères à la Commune adoptées par nos pouvoirs législatifs, comme l'instruction laïque, la suppression des aumôniers, le rétablissement du divorce, la guerre à l'Eglise, l'épuration de la magistrature

et l'émancipation du conseil municipal de Paris, etc.

Demandez au premier Parisien venu ce qu'il ferait en cas de retour de la Commune, il répond sans hésiter : « Je me sauverais au plus vite, et je les laisserais faire, car ils sont capables de tout. » Voilà toute la morale qu'ils nous semblent avoir tiré de la leçon.

Le soulèvement de la Commune ne fut autre chose que le bouillonnement des passions les plus viles et les plus méprisables. Il ramena toute l'écume et la lie à la surface.

Les esclaves antiques luttèrent pour obtenir la liberté, ils avaient une excuse, et Spartacus ne manqua pas de grandeur. Les prolétaires de Paris n'ont pas d'autre excuse que celle de l'ambition et de la haine contre la société et l'ordre de choses établi. On peut amnistier ses auteurs et même en faire des ministres de la justice et des cultes, la Commune n'en restera pas moins un forfait exécrable, exécuté d'une manière grotesque. Les hommes qui la dirigèrent furent d'une nullité telle, qu'on se demandera jusqu'à la fin des temps si les Parisiens qui leur confièrent le pouvoir n'étaient pas atteints de démence. La folie de 229.000 électeurs a consacré ces sottises sanglantes.

La Commune n'a pas pu tolérer le bien et n'a fait que le mal. On cherche en vain parmi ses représentants un homme de quelque valeur, parmi ses idées et ses actes une idée saine et un

acte digne de louange ; on n'y trouve que des convoitises brutales, des maladresses insignes, des violences inouïes, des sottises inavouables. Quand ces hommes ont parlé de patriotisme pour faire prévaloir leurs idées, ils n'ont fait qu'insulter la patrie dont ils ne se souciaient guère. Ils n'ont pas reculé devant les malheurs de la France, ni devant la présence des Allemands, parce qu'ils trouvaient l'occasion favorable pour accomplir des desseins depuis longtemps annoncés et préparés. Tous ces hommes des nouvelles couches, ces apôtres du prolétariat, qui respirent la haine et la destruction, étaient depuis longtemps connus de la police ; ils figurent dans tous les complots avant la guerre de 1870. Le gouvernement de la Défense nationale eut peur d'eux et les ménagea trop ; ils ont fait payer cher à la France ce ménagement intéressé.

Comme cette révolution était faite soi-disant par le peuple et pour le peuple, il faut aussi tenir compte du bénéfice que le peuple en a retiré. Dans cette guerre civile odieuse il n'a pas seulement méconnu la patrie et combattu contre l'armée de son pays. Le chômage, la suspension de tout commerce et de toute industrie, les morts, les blessés, les prisonniers, les déportés sont tombés à sa charge. Des charges nouvelles et un surcroît d'impôts sont le résultat le plus clair de sa grande insurrection qui coûta environ 800 millions. A la place de toutes les libertés qui lui étaient promises, il a subi toutes les servi-

tudes et toutes les hontes, y compris celle de se voir abandonné par ses chefs et ses élus, quand le moment critique est arrivé.

Tandis que toute la science de ses maîtres se bornait à détruire, garnir leurs poches et faire des « balthasars » de jour et de nuit, le prolétaire devait marcher aux remparts et fournir plus de chair à canon qu'il n'en donna jamais au temps des rois.

Dans cette immense orgie, les plus débauchés et les plus stupides furent ordinairement ceux qui prirent le plus de galons. On trouve parmi les étrangers attachés au service de la république universelle sur les barricades de Paris, un polonais portant le nom prédestiné de Crapulinski. Il remplit seulement les fonctions de colonel d'état-major, mais, à raison de son nom, il aurait dû être général en chef.

Si les défenseurs de la Commune se battirent quelquefois en soldats, ils agirent surtout en bandits. Jamais l'histoire et le bon sens ne pourront porter d'autre jugement sur eux.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I^{er}. — La plus formidable insurrection connue.	
— L'enquête et les témoins. — Les causes éloignées.	
— Les principes révolutionnaires, le soin exagéré des classes ouvrières. — Liberté d'association et de réunion. — L'Internationale. — Idées ouvrières. — Les sociétés secrètes. — Les engins meurtriers. — Complaisance coupable pour les émeutiers. — La capitulation de Paris. — Les élections du 8 février. — Le comité central de la garde nationale. — Ses proclamations. — Pillage des armes. — Les officiers élus. — Les forces de l'insurrection. — L'armée démoralisée fraternise avec les insurgés.....	1
CHAPITRE II. — Enlèvement des canons de Montmartre.	
— Le 18 mars. — Lutte impossible. — Lâcheté des conservateurs. — Défection des soldats. — Retraite du gouvernement et fuite à Versailles. — Assassinat des généraux Clément Thomas et Lecomte. — Arrestation de Chanzy. — Conquêtes de Lullier. — Les fédérés maîtres partout. — Leurs prétentions. — Les maires de Paris sont joués. — La fusillade du 22 mars montre le danger. — Les premiers généraux de la fédération. — Le danger et le piège des élections. — Les programmes du prolétariat. — Les élections du 26 mars. — Les élus. — Appel à la France. — Jules Favre demande pardon à Dieu et aux hommes.....	17
LA COMMUNE	18

CHAPITRE III. — Proclamation de la Commune. — Ses premiers actes. — Promesses magnifiques. — Préparatifs militaires. — Position des partis. — Neutralité des Allemands. — La marche sur Versailles et la grande sortie du 2 avril. — Le gouvernement mis hors la loi. — Décret sur les cultes. — Aspect de l'armée fédérée. — Le Mont-Valérien. — La Déroute. — Flourens et Duval. — Eudes et Bergeret. — L'armée reste maîtresse des hauteurs. — On pourra compter sur elle. — Fureur des fédérés. — Les représailles, décret sur les otages. — Raoul Rigault, Théophile Ferré, Gabriel Rantier.....	37
--	-----------

CHAPITRE IV. — La haine contre l'Eglise et le clergé. — Arrestations. — Mgr Darboy et Raoul Rigault. — M. Deguerry. — Pillage des couvents et communautés. — Exaltation des femmes et des enfants. — Appel de la Commune aux départements. — Proclamations du Comité central. — Réorganisation des bataillons de guerre. — Promesses de pensions aux fédérés. — Dombrowski général en chef. — L'amour du galon. — Service des pompes funèbres. — L'armée de Versailles confiée à Mac-Mahon. — Les Parisiens, ambassadeurs de la révolution et complices de la Commune. — Les élections complémentaires. — Courage des dames de la Halle. — Protestation des ministres protestants.....	56
---	-----------

CHAPITRE V. — Les opérations militaires. — Rôle du vin et de l'eau-de-vie. — Courbervoie, Neuilly-Amièrès. — Château de Bécon. — Les batteries du Sud-Ouest. — Artilleurs fédérés, locomotives blindées et canonniers. — Les Moulineaux. — Le fort d'Issy et ses attaques. — Rosset et Leperche. — Issy isolé. — Les Parisiens trompés. — Les dépêches fédéralistes. — Les mensonges officiels entretiennent la colère populaire.....	74
--	-----------

CHAPITRE VI. — La liberté de la presse. — N'existe que pour la Commune. — Départ des journaux menacés. — Suppression de plusieurs autres. — Les organes des chefs de parti. — Le Père Duchêne. — Les doc-	
--	--

trines aimées des Parisiens. — Excitations malsaines. — Vermesch, Vallès, Rochefort. — Les clubs, moins dangereux que les journaux. — Application des doctrines. — Pillages et profanations. — La Franc-Maçonnerie pactise avec la Commune. — Intercède pour elle et menace Versailles. — La démonstration des Loges le 29 avril. — Ses résultats..... 83

CHAPITRE VII. — L'administration de la Commune. — Moyens de se procurer des ressources. — Seize millions pris à la Banque de France, deux millions aux Chemins de fer. — Suppression du service des mœurs et de la police. — Les fonctionnaires ridicules. — Télégraphes, Domaines, Monnaie. — Le huis-clos des séances. — Le *Journal officiel*. — Vanité des membres de la Commune et de ses adhérents. — Débats intérieurs. — L'instruction du peuple. — Chasse aux crucifix. — Les affaires empirent. — Le comité central reprend son influence. — Réorganisation militaire. — Dombrowski. — La Cecilia. — Wroblewski. — Mesures de rigueur. — Le club central..... 102

CHAPITRE VIII. — L'attaque du corps de place. — Avertissement aux Parisiens. — Les batteries de la marine à Montretout. — Triste contenance de la garde nationale dans les combats. — Vains efforts de Rossel. — On ne peut trouver 12.000 hommes de bonne volonté. — Le fort d'Ivry ébranlé par ses défenseurs. — Rossel arrêté. — Delescluse délégué à la Guerre. — Mesures radicales. — Le comité de salut public en permanence. — Ordre de raser la maison de M. Thiers. — La Banque se défend. — Chasse aux papiers. — Cartes d'identité. — Grandeur des portiers. — La démolition de la colonne Vendôme, œuvre de Courbet. — Les délégués civils à la surveillance des généraux. — Dombrowski négocie pour livrer Paris. — Scission dans la Commune. — Les violents sont en majorité et l'emportent..... 117

CHAPITRE IX. — Chasse aux réfractaires. — Pillages. — Décret sur les otages. — Les cours martiales. — Les finances. — Le Bulletin des lois. — Les complots

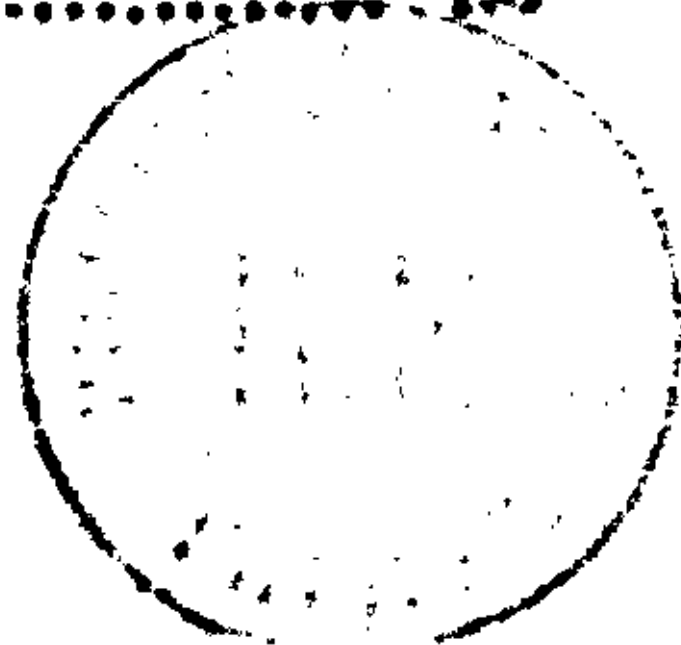
contre la Commune. — Seule la force l'emporta. — Les 34 millions de M. de Bismarck. — Progrès des assaillants. — Les insurgés se retirent. — Ducatel prévient les troupes. — Le 21 mai : entrée dans Paris. — Désarroi des fédérés. — Pourquoi on n'a pas profité de la surprise. — Le délégué à la Marine se sauve noblement. — Paris a-t-il été miné ? — La Commune scientifique. — L'extermination des Versaillais, l'acide prussique..... 137

CHAPITRE X. — Les incendies. — Voulus et prémédités. — Les préparatifs. — Le tocsin. — La rue Royale. — Le ministère de la marine sauvé. — Incendie du ministère des finances. — Eudes et Mézy sur la rive gauche. — Les rues de Lille et du Bac. — Les Tuileries. — Le Palais-Royal. — Exploits de Bergeret. — Bibliothèque du Louvre. — Musée sauvé. — Appel suprême et proposition des fédérés aux soldats. — Les pères de famille. — Incapacité absolue et rage de destruction. — La Commune abandonne l'hôtel de ville. — Il est incendié. — Nuit terrible. — Ferré et les religieuses. — Notre-Dame préservée avec la Sainte-Chapelle. — Le palais de justice, la préfecture de police et les greniers d'abondance. — Total des incendies et des pertes..... 161

CHAPITRE XI. — Les prisons encombrées. — Bon personnel, mauvais directeurs. — Exécution de Chaudoir à Sainte-Pelagie, avec trois gendarmes. — Fausse île de M. Thiers. — Les ordres de Ravvier. — L'archevêque transféré à la Roquette avec 39 autres otages. — Régime des prisonniers. — La Commune établit une cour martiale pour condamner les otages. — L'assassinat des six grands otages le 24 mai, au soir. — Le banquier Jocker. — La résistance. — Les déserteurs. — Progrès de l'armée. — Vinoy. — De Cissey. — Le massacre des Dominicains d'Arcueil. — Le 101^e bataillon et Serizier son chef. — Le massacre de la rue Haro. — Dispositions de la foule, avant, pendant et après. — Les prisonniers se barricadent et sont sauvés. — Ceux qui sortent, assassinés. —

La vérité sur la bataille du Père-Lachaise. — Fin
de la lutte,..... 177

CHAPITRE XII. — Attitude pitoyable des chefs de mou-
vement. — Ils abandonnent leurs soldats et prennent
la fuite, il ne reste que le fretin. — Lâcheté devant
les Prussiens. — Le fort de Vincennes. — Aucun
homme de génie, aucune idée grande et noble dans
la Commune. — Multitude de prisonniers. — Indul-
gence dans la répression. — Les conseils de guerre.
— Les commutations. — Les victimes. — L'attitude
des communards à l'étranger. — Leurs projets de
vengeance. — L'amnistie. — Dévergondage des idées.
— Apologies. — Jugement de l'histoire. — Crapu-
liński, général en chef de droit..... 195



LA GAZETTE DU DIMANCHE

REVUE HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉE (5^e année)

Principaux Collaborateurs :

Général AMBERT. — Marquis A. DE SÉGUR. — Dom PIOLIN. — Henri d'IDVILLE. — Henri COCHIN. — C. de MEAUX. — A. RASTOUL. — Louis TESTE. — VILLEFRANCHE. — J. d'ARSAC. — J. de MEUXO. — J. GUILLERMIN. — E. HUMBERT. — AIMÉ GIRON. — P. VEDRENNE. — Georges du VALLON. — Raoul de NAVERT. — Gabrielle d'ARVOR. — M. MARYAN. — S. BLANDY. — O. d'ETHAMPES. — Etienne MARCEL. — C. de BEAULIEU. — Blanche de RIVIÈRE. — Vicomtesse de PITRAY, née de SÉGUR. — Mme BOURDON.

L'Eglise et la société sont en butte, depuis quelques années surtout, aux attaques violentes, perfides et acharnées d'une presse ennemie de tout frein.

Désireux de joindre nos modestes efforts à ceux des hommes de cœur qui déploient, pour la défense de ces deux grandes causes, autant d'énergie que de talent, nous fondions, à la fin de février 1881, la *Gazette du Dimanche*, qui, dès son apparition, reçut du public l'accueil le plus flatteur; elle occupe aujourd'hui une place distinguée parmi les recueils hebdomadaires les plus estimés.

La rédaction de cette revue a été confiée à la plume de publicistes éminents dans tous les genres, dont les noms connus du public conservateur et religieux sont honorés et honorables, et offrent toute garantie de moralité et d'intérêt. Si la *Gazette* aime l'esprit, elle n'aime pas moins le caractère, c'est assez dire que le lecteur est toujours respecté.

Alerte comme le journal, instructive comme la revue, la *Gazette du Dimanche* s'adresse et convient spécialement aux familles qui cherchent d'utiles et intéressantes lectures sous une forme littéraire et soignée.

Son programme — très varié — est sain et attrayant, dit l'*Union*, fidèlement rempli, et la modicité du prix permet aux plus modestes foyers d'appeler chaque dimanche cet

ami nouveau, dont les récits intéresseront les grands et les petits, car le sérieux s'y marie agréablement à la fantaisie, et l'agréable n'est pas tout entier sacrifié à l'utile. Du reste, voici brièvement exposé le plan de la *Gazette du Dimanche*.

Chaque numéro de 16 pages in-4° avec un portrait contient :

1^o La BIOGRAPHIE, sous la forme la plus attrayante, la forme *anecdote*, d'une ILLUSTRATION du XIX^e siècle : poètes et orateurs ; historiens et philosophes ; magistrats, savants et artistes ; hommes d'Etat, de guerre et d'Eglise ; génies du bien, génies du mal, etc.

Ces biographies, écrites par des littérateurs de talent, ayant tous fait leurs preuves, et la plupart ayant connu les personnages qu'ils mettent en scène, formeront une sorte d'encyclopédie, un vaste enseignement de l'histoire contemporaine, généralement la plus ignorée ; un mémorial précieux, rappelant les faits aux lecteurs instruits, les faisant connaître aux autres, et où l'on apprendra par quels moyens l'homme se forme, s'élève, conçoit de hautes pensées et réalise de grands desseins.

Les anecdotes, les faits particuliers, qui aident singulièrement à la vraie reproduction de la physionomie de l'homme, feront de ces études une œuvre des plus attrayantes, une bibliothèque nationale et morale tout à la fois, pouvant être mise dans toutes les mains, pouvant servir de guide à l'esprit et au cœur, et appropriée aux besoins du temps ; car elle saura instruire en intéressant, faire aimer la religion et la France, en un moment où l'esprit de foi et le patriotisme, battus en brèche par la Révolution, tendent à s'affaiblir, sinon à disparaître.

Outre ces biographies complètes, assez étendues pour ne rien perdre de leur intérêt et proportionnées à l'importance des personnages, la *Gazette du Dimanche* publie des portraits à la plume, de courtes biographies humoristiques des célébrités du jour : ministres, généraux, écrivains, artistes, etc.

Ainsi, lorsque s'ouvrira le vingtième siècle, qui n'est plus qu'à quelques pas de nous, le lecteur de la *Gazette du Dimanche* connaîtra l'armée d'hommes de tout ordre et de toute sorte, qui aura fait du bien ou du mal au dix-neuvième siècle, chacun aura été passé en revue et marqué du jugement qu'il mérite d'après les principes immortels de la vérité et de la justice.

2^o Nouvelles et Romans toujours inédits et d'une irréprochable moralité en même temps que d'un vif intérêt, dus aux meilleurs conteurs catholiques.

Cette partie de la Revue s'harmonise parfaitement avec l'ensemble des autres travaux, car nos auteurs savent toujours attacher une idée sérieuse à leurs récits, tour à tour gracieux et émouvants.

3° Une Chronique du mois, autrement des récits, des faits, des exemples récents et propres à intéresser.

4° Des Echos divers, maximes, proverbes, anecdotas, bons mots.

5° Une Revue de la semaine, par un des plus spirituels écrivains de ce temps et qui, dans sa brièveté, est une étude complète des questions à l'ordre du jour.

6° Une petite Gazette, mémorial des événements survenus dans la semaine.

7° Enfin : Variétés, science vulgarisée, voyages, bibliographie, etc.

Les principaux journaux conservateurs et catholiques : le *Monde*, l'*Univers*, l'*Union*, le *Français*, le *Moniteur universel*, le *Pays*, la *Gazette de France*, le *Figaro*, le *Ouvroir*, le *Correspondant*, la *Bibliographie catholique*, etc., ont recommandé la GAZETTE DU DIMANCHE par des articles très élogieux. Ils sont unanimes à reconnaître ce que son programme a de réellement utile et intéressant pour les familles, les cercles et bibliothèques pour la jeunesse et à louer son rare mérite littéraire qui lui a créé une place à part parmi les diverses publications de ce genre, dont la plupart accordent tout à l'imagination et rien aux œuvres sérieuses.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

1° La *Gazette du Dimanche* (16 pages in-quarto) paraît une fois par semaine et parvient chaque dimanche aux souscripteurs. La collection ANNUELLE forme un volume de 864 pages.

2° Le prix de l'abonnement pour un an est de 10 fr. pour la France, 12 fr. pour l'Europe et 15 fr. hors d'Europe.

3° Le meilleur mode d'abonnement est l'envoi d'un mandat poste ou toute autre valeur sur Paris à l'ordre des administrateurs.

4° Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

MELIN

COURS D'HISTOIRE DE FRANCE

A L'USAGE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET DES ÉCOLES PRIMAIRES
MIS EN RAPPORT AVEC LES MÉTHODES
ET NOUVEAUX PROGRAMMES UNIVERSITAIRES

Le cours renferme les trois ouvrages ci-dessous :

COURS SUPÉRIEUR (304 pages)

HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'EN 1883

Ce volume répond à toutes les exigences des programmes de l'université pour le brevet de capacité. Il renferme un Dictionnaire géographique, des Notices fort utiles sur l'histoire de tous les États de l'Europe, la Biographie des grands hommes, une table chronologique. — Prix, franco. 3 fr. 50

COURS MOYEN (250 pages)

PETITE HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'EN 1883

C'est un abrégé complet, renfermant toutes les matières exigées pour l'examen du certificat d'études primaires et du volontariat. — Dictionnaire géographique. — Table chronologique. — Prix, franco..... 1 fr. 50

COURS ÉLÉMENTAIRE (103 pages)

PREMIERS ÉLÉMENTS D'HISTOIRE DE FRANCE

Cet ouvrage renferme, pour les petits enfants des classes inférieures, des leçons faciles d'histoire depuis les Gaulois jusqu'à nos jours. Au bas des pages se trouvent des récits très intéressants. — Prix, franco..... 0 fr. 85

Ouvrages adoptés dans un grand nombre d'établissements.

LE PRÊTRE ET LE FRANC-MAÇON

Par M. J. NICOLAS

1 vol. in-13 — Prix, franco : 2 fr.

GAULOIS ET GERMAINS

RÉCITS MILITAIRES

PAR LE GÉNÉRAL AMBERT

1^{re} SÉRIE

L'INVASION

1 beau volume in-8 orné de huit portraits hors texte.

Prix : 5 fr.; franco : 5 fr. 50 — 5^e édition.

La première série renferme le récit de tous les événements militaires, depuis la déclaration de guerre en juillet 1870 jusqu'à et y compris la capitulation de Sedan le 2 septembre.

2^e SÉRIE

APRÈS SEDAN

1 beau volume in-8 orné de huit portraits hors texte.

Prix : 5 fr.; franco : 5 fr. 50 — 6^e édition.

Voici le titre des chapitres divers de la 2^e série :

Beauce, Normandie, Armée du Nord, Tours, Versailles, Mobiles, Zones pontificaux, Retraite du 13^e corps, Napoléon III et l'armée française en 1870.

Chaque série forme un tout absolument complet
et se vend séparément

VIENT DE PARAÎTRE

3^e SÉRIE

LA LOIRE ET L'EST

1 beau volume in-8 orné de huit portraits hors texte.

Prix : 5 fr.; franco : 5 fr. 50 — 4^e édition.

Cette troisième série comprend les événements accomplis

sur les bords de la Loire, la lutte héroïque de Chanzy et les opérations militaires dans les Vosges et l'Est. Elle comprend ainsi toute l'histoire de la guerre en province.

La presse française, tant de Paris que des départements, sans distinction de parti, a salué d'unanimes applaudissements l'apparition des patriotiques et émouvants *Récits Militaires* du général Ambert.

D'autre part les journaux spéciaux les plus compétents, tels que : *Le Bulletin de la Réunion des officiers*; *L'Avenir militaire*; *Le Progrès militaire*; *Le Journal des sciences militaires*; *La France militaire*, etc., ont signalé avec bienveillance et recommandé cet ouvrage à leurs lecteurs.

Le ministère de la guerre l'a adopté pour les bibliothèques de garnisons

« Avec ses récits militaires si admirablement écrits, si habilement exposés et empreints de ce patriotisme élevé qui les rend émouvants au plus haut point, le général Ambert a mis à découvert et à la portée de tous l'odyssée douloureuse de nos récents et terribles désastres.

« Chez lui le conteur agréable se double d'un stratège consommé et d'un patriote éclairé.

« Avec *l'Invasion*, qui forme le premier volume de ses récits, il nous a fait assister à l'irruption du flot germanique dans notre cher pays, et nous a narré les sanglantes épopées qui ont nom Wissembourg et Spickeroen, Froeschwiller et Sedan.

« Dans son second volume, *Après Sedan*, il nous dépeint le commencement de la résistance dans nos provinces envahies, la triste agonie de Metz la Pucelle, la lutte opiniâtre de Faidherbe et les souffrances de nos soldats en captivité.

« Aujourd'hui, c'est d'Aurelle, c'est Chanzy, à la tête des armées de la Loire, luttant héroïquement à Coulmiers, à Loigny, à Vendôme et au Mans; c'est Cambriels, c'est Bourbaki, combattant avec nos bataillons de l'Est, que nous montre l'auteur de la *Loire et l'Est*.

« Enfin, un savant résumé de la situation militaire dans les diverses phases de cette terrible guerre termine ce nouveau volume, dont l'éloge n'est plus à faire, car le succès immense de ses deux devanciers en dispense suffisamment.

« *France militaire* du 15 février 1885. »

EN PRÉPARATION : Le Siège de Paris.

DICTIONNAIRE CLASSIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le plus exact et le plus complet de tous les ouvrages de ce genre
et le SEUL où l'on trouve la solution de toutes les difficultés
grammaticales et généralement
de toutes les difficultés inhérentes à la langue française

ETC. ETC.

Dictionnaire géographique, historique, biographique
et mythologique

Par M. BESCHERELLE Jeune

Officier d'Académie, Membre de plusieurs sociétés savantes, auteur
du Dictionnaire des synonymes, etc.

4^e ÉDITION

Un très fort volume grand in-8 raisin sur fort papier (à deux
colonnes) de 1.232 pages, imprimé en caractères NEUFS
et renfermant la matière de 8 volumes in-8 ordinaires.
— Prix, franco : Broché, 11 fr. — Relié toile pleine, 13 fr.
— Relié demi-chagrin, 13 fr. 60.

Les mérites divers de cet ouvrage, qui est venu combler des
lacunes et des omissions regrettables dans les dictionnaires
les plus récents, le mettent absolument hors de pair parmi
les publications du même genre.

1^o Il donne la solution de toutes les difficultés de la
grammaire et de l'usage.

2^o Après avoir fixé le sens précis du mot, M. H. BESCHERELLE Jeune groupe à la suite ses divers synonymes, de sorte
que chacun puisse employer le mot propre, chose précieuse,
surtout lorsqu'on écrit. Cette partie du Dictionnaire est ainsi
traitée, expliquée, que c'est pour ainsi dire la philosophie de
chaque mot de notre belle langue.

3^o Il ne se borne pas à définir; des exemples bien choisis
appuient les définitions; de plus, il n'a point, comme ses
devanciers, négligé ces formes de langage appelées figures
de rhétorique, qui donnent au discours plus de grâce et de
viracité, et sous ce rapport son Dictionnaire peut, en beaucoup
de cas, remplacer avec avantage un traité de littérature.

4^o La prononciation des mots difficiles s'y trouve figurée.

5^o Il contient une liste très complète des diverses locutions
étrangères.

6^o Enfin un Dictionnaire géographique, historique,

biographique et mythologique, très complet également, termine la partie lexicographique.

Cet ouvrage, qui renferme un quart de matières de plus que les dictionnaires classiques les plus nouveaux, est ainsi une véritable Encyclopédie grammaticale, littéraire, historique et géographique, une œuvre utile à tous, à ceux qui savent comme à ceux qui ne savent pas, car il peut être mis entre toutes les mains.

On le voit, sans rien exagérer, ce livre sera une bonne fortune pour quiconque ayant besoin d'un dictionnaire ne veut pas consacrer 50 ou 100 francs à une publication de ce genre.

LES PETITS BOLLANDISTES VIES DES SAINTS

DE L'ANCIEN ET DU NOUVEAU TESTAMENT

DES MARTYRS, DES PÈRES, DES AUTEURS SACRÉS
ET ECCLÉSIASTIQUES, DES VÉNÉRABLES ET AUTRES PERSONNES
MORTES EN ODEUR DE SAINTETÉ

Notices sur les Congrégations et les Ordres religieux

Recueil des Reliques, des Fêtes, des Livres populaires,
des Monuments dus à la piété depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours

Par Mgr Paul GUÉRIN

Châtelier de Sa Sainteté Léon XIII

SEPTIÈME ET DÉFINITIVE ÉDITION, LA SEULE COMPLÈTE,
RENFERMANT UN TIERS DE MATIÈRES
DE PLUS QUE LES PRÉCÉDENTES (1^{er} TIRAGE)

17 volumes grand in-8, sur beau papier vergé,
contenant la matière de plus de 25 volumes in-8 ordinaires.

Prix : 120 fr. Net : 90 fr.

Ornata d'un grand nombre de Saint-Pères et de nombreuses
approbations épiscopales

Nous ne citerons que les deux témoignages suivants :

APPROBATIONS

Troyes, le 15 novembre 1877.

Monsieur,

Je suis heureux de joindre mon approbation à toutes celles
que d'illustres évêques ont déjà données aux PETITS BOLLANDISTES

B. S. R. S. Il n'y a pas de *Vie des Saints* PLUS COMPLÈTE, et je crois qu'on ne saurait en désirer de plus savante ni de plus pleine.

L'auteur a su faire passer dans son ouvrage toute la **SUBSTANCE** de l'admirable collection des *Acta Sanctorum*. Il a mis à profit les meilleurs travaux de la **CRITIQUE MODERNE**, et il a su, en gardant sur tous les points l'exactitude la plus sévère, donner à ses récits la couleur et le charme de nos vieux auteurs.

Je voudrais que cette *Vie des Saints* devint un livre de famille, où les enfants apprendraient, sous l'œil du père et de la mère, l'amour et la pratique de la vertu. Pour tout le monde, ce serait la plus édifiante et, je ne crains pas de le dire, la plus intéressante des lectures. On en sortirait meilleur, l'âme plus forte et le cœur plus pur.

Veuillez agréer, etc.

† PIZAZZ.
Évêque de Troyes.

L'archevêque de Chambéry n'hésite pas à recommander et à bénir l'excellent ouvrage intitulé : *Les Petits Bollandistes*, déjà honoré de l'approbation des membres les plus distingués de l'épiscopat français et des bénédictions du Souverain-Pontife lui-même. Il n'y a rien de plus complet sur la vie des grands serviteurs de Dieu que cette publication. L'auteur a su exprimer et condenser la substance des *Grands Bollandistes* : il a si bien profité de ce travail et de celui de ses autres devanciers, que son œuvre peut aisément remplacer tous les recueils du même genre, sans avoir la crainte d'être remplacée par aucun. Ajoutons à cela que cette nouvelle *Vie des Saints* vient en son temps : personne n'en contestera l'opportunité. Dans ces jours de vertige et d'obscurcissement, de défaillance et d'angoisse, nous avons tous besoin de modèles, d'encouragements et d'édification. Puisque nous sommes réduits à jeter le cri désolé du Roi-Prophète : *Les saints nous manquent, les saints nous font défaut, deficit sanctorum*, il nous faut relire nos annales et chercher dans le passé ce que nous ne trouvons plus guère dans le présent. C'est le moment de répandre et de faire connaître ce chef-d'œuvre d'hagiographie, qui ne laisse rien à désirer sous le rapport de l'édition, comme sous celui du style et de la rédaction ; il faut redire à tous : Prenez et lisez, TOUJOURS LIRE ; lisez et imitez, INSPIRE ET FAC : imitez, et vous serez sauvés.

† PIERRE-ANASTASE,
Archevêque de Chambéry.

Chambéry, en la fête de S. Charles, le 4 novembre 1879.

NOTIONS DE POLITESSE & DE SAVOIR-VIVRE

Recueillies par un Grand-Père pour ses Petits-Enfants

1 vol. in-18. — Prix, franco : 1 fr. 25

LES ILLUSTRATIONS ET LES CÉLÉBRITÉS DU XIX^e SIÈCLE

Chaque série (un beau vol. in-8, titre rouge et noir)
forme un tout complet et se vend séparément. — Prix, franco : 4 fr.

1^{re} Série. — Léon XIII, par Louis Teste. — Le général Vinoy, par le général Ambert. — Le frère Philippe, par J. d'Arsac. — Montalembert, par M. Fournier. — Dronot, par le général Ambert. — Sœur Rosalie, par J.-H. Olivier. — Jasmin, par Camille d'Arvor. — Comtesse de Chambord, par P. Vedrenne. — Le maréchal Moncey, par le général Ambert. — Armand de Melun, par Dom Piolin. — Eugénie et Maurice de Guérin, par C. d'Arvor.

2^e Série. — Le général de La Moricière, par A. Rastoul. — Le docteur Larrey, par le général Ambert. — Augustin Cochin, par G. Pinta. — Henri Monnier, par J.-M. Villefranche. — Le maréchal de Saint-Arnaud, par le général Ambert. — Le nouvel académicien Pasteur, par A. Dary. — Louis Vouillot, par H. de Mongeot. — Chateaubriand, par P. Vedrenne. — R. P. de Ravignan, par A. Vivier.

3^e Série. — Le Prince impérial, par F. de Barghon Fort-Rion. — Dom Prosper-Louis-Pascal Guéranger, par Dom Piolin. — M. Laine, par Ch. de Négrondes. — H. Flandrin, par C. de Beaulieu. — Dupuytren, par le docteur du Puyet. — Le prince J. Poniatowski, par le général Ambert. — Charles X, par P. Vedrenne. — Abraham Lincoln, par A. Taché. — Boieldieu, par J. d'Apprieu, etc., etc.

4^e Série. — Hyacinthe-Louis de Quélen, archevêque de Paris, par J. Guillermin. — L'Amiral de la Roncière le Noury, par J.-S. Girard. — Le général J.-A. Garfield, par A. Tachy. — Le général Cavaignac, par le général Ambert. — Le Père Félix, par Alexis Franck. — Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, par Joseph Lebrun. — Le duc de Richelieu, ministre de Louis XVIII, par P. Vedrenne. — David d'Angers, par G. de Beaulieu. — Cavour, par Edmond Robert, etc., etc.

5^e Série. — Silvio Pellico, par J. d'Apprien. — Le comte Henri de Blancey, par Ch. de Montrevel. — Bugeaud, par le général Ambert. — Ozanam, par Dom Piolin. — Mgr Affre, par J. Guillermin. — Le général Foy, par Elie Fleury. — Auguste Barbier, par J. d'Apprien. — Les frères Haby, par Joseph Lebrun. — Schneider, par J.-S. Girard. — Royer-Collard, par P. Vedrenne, etc., etc.

6^e Série. — Rossini, par le comte de Sars. — Thénard, par le docteur Alfred Tixier. — Edgard Quinet, par J.-M. Villefranche. — Ingres, par C. de Beaulieu. — Les quatre sergents de la Rochelle [Bories, Goubin, Pommier, Raoulx], par Charles de Négrondes. — Rostopchine, par le marquis de Ségur. — Jean-Marie de La Mennais, fondateur de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, par J. d'Arnac. — Léopold I^{er}, roi des Belges, par C.-J. Drioux, etc., etc.

7^e Série. — Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, par J.-S. Girard. — Charles Nodder, par le baron de Prinsac. — Mgr Dupanloup, par J. Morey. — Adolphe Thiers, par J.-M. Villefranche. — Le général Cambriels, par Ch. de Montrevel. — Le général Chanzy, par J. de Baudoucourt. — Verna, premier président de l'Œuvre de la Propagation de la Foi, par le général Ambert. — Le général baron Ambert, par le général Ambert, son fils. — Le duc et la duchesse d'Orléans, par Ch. de Montrevel.

8^e Série. — Napoléon III, par le général Ambert. — Madame Swetchine, par J. de Chérzoubre. — Le Cardinal Consalvi, par P. de Montagney. — Carnot, par J. Nicolas. — Le Cardinal Guibert, par J. Demesse, etc., etc., etc.

NOUVEAU COURS DE LITTÉRATURE

Par M. l'abbé HENRY

CHANOINE DE SAINT-DIÉ, CHEF D'INSTITUTION

Ce Cours de littérature est certainement le plus complet qui existe; il est écrit avec une profonde connaissance de tous les genres de littérature à toutes les époques, et le goût le plus sévère, la morale la plus pure ont inspiré son auteur.

On vend séparément, franco :

Eloquence et poésie des Livres saints, 2^e édition,
1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de l'éloquence ancienne avec des jugements
critiques sur les plus célèbres orateurs, et des extraits nom-
breux et étendus de leurs chefs-d'œuvre, 2^e édit., 1 vol.
in-8. 3 fr. 50

Histoire de l'éloquence des saints Pères, avec des
jugements, etc., etc., 2^e édition, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de l'éloquence moderne, etc., 8^e édition, 4 vol.
in-8. 14 fr.

Précis de l'histoire de l'éloquence, etc., 3^e édition, 1 vol.
in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie grecque, avec des jugements
critiques sur les poètes les plus célèbres, et des extraits
nombreux et étendus de leurs chefs-d'œuvre, 2 volumes
in-8. 7 fr.

Histoire de la poésie latine, avec des jugements critiques
sur les poètes les plus célèbres, et des extraits nombreux et
étendus de leurs chefs-d'œuvre, 2 vol. in-8. 7 fr.

Histoire de la poésie chrétienne, depuis l'origine jusqu'à
la formation des langues modernes, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française au moyen âge, 1 vol.
in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française au seizième siècle et
dans la première partie du dix-septième siècle, 1 vol. in-8.
3 fr. 50

Histoire de la poésie française dans la deuxième partie
du dix-septième siècle, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Précis de l'histoire de la poésie, édition classique à l'usage de la seconde et de la rhétorique, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française au dix-huitième siècle, se divisant en trois parties

Chaque volume séparément :

- | | |
|--------------------------------------|----------|
| 1. Poésies diverses, 1 vol. in-8. | 3 fr. 50 |
| 2. Poésies dramatiques, 1 vol. in-8. | 3 fr. 50 |
| 3. Voltaire, 1 vol. in-8. | 3 fr. 50 |

BIBLIOTHÈQUE DU DIMANCHE

Collection in-13 jésus. 3 fr. le volume. — Titre rouge et noir.

Viennent de paraître :

Les Iles sauvages, par Raoul de Navery, 1 vol. — L'Héritière du Colonel, par G. d'Éthampes, 1 vol. — Françoise de Chaverny, par J. de Chézoubre, 1 vol.

Volumes récemment parus :

La Roche d'Enfer, par George du Wallon, 1 vol. — Un Oncle à héritage, par S. Blandy, 1 vol. — La veuve du Garde, par Raoul de Navery, 1 vol. — Lucie, par Gabrielle d'Arvor, 1 vol. — Les récits de Catherine, par Célanie Carissan, 1 vol. — La Cassetto du baron du Faouëdic, par C. d'Arvor, 1 vol. — Roseline, par A. Franck, 1 vol. — Les Colles de sainte Catherine, par Raoul de Navery, 1 vol. — Maxime Dufournel, par Gabrielle d'Arvor, 1 vol. — Les Dupes, par Raoul de Navery, 1 vol. — Histoire d'une Fermière, — Faustine, par M^{me} Bourdon, 1 vol. — L'héritière des Montvill, par Marie Guerrier de Haupt, lauréat de l'Académie, 1 vol. — La Dette de Zeéna, par S. Blandy, 1 vol. — Un Roman dans une cave, par Claire de Chandeneux, 1 vol. — Les Chemins de la vie, par M. Maryan, 1 vol.

La Bibliothèque du Dimanche est composée d'ouvrages absolument irréprochables pour le fond, d'un mérite littéraire choisi et pouvant convenir aux familles, aux maisons d'éducation et aux bibliothèques paroissiales.

ŒUVRES DE M. LE D^r Constantin JAMES

Ancien collaborateur de Magendie, Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre pontifical de St-Sylvestre, etc.

MÉDECINE PRATIQUE DES FAMILLES

Ou premiers soins à donner avant l'arrivée du médecin

3^e édit. 1 vol. in-18 jésus. — Prix : 4 fr.; *franco* : 4 fr. 50

L'auteur passe en revue dans ce livre TOUT CE QUI PORTE
SUBITEMENT ATTEINTE A LA SANTÉ, fait ressortir les caractères
propres à chaque lésion, décrit les soins ou pansements qu'elle
nécessite ainsi que les médicaments et leurs doses.

Cette troisième édition comprend de plus :

*Conseils d'une mère sur les soins que réclame la première
enfance.*

*Description d'une nouvelle méthode de traitement, propre
à l'auteur, des éruptions de la face et du cuir chevelu
appelées ACNÉ, COUPEROSE et PITIRIASIS.*

Enfin : *Exposé du traitement du docteur Manec, ancien
chirurgien en chef de la Salpêtrière, pour la guérison sans
récidive du cancer. (Mémoire couronné par l'Académie des
sciences.)*

MOÏSE ET DARWIN
**L'HOMME DE LA GENÈSE
COMPARÉ A L'HOMME SINGE**

OU L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX OPPOSÉ A L'ENSEIGNEMENT ATHÉE

1 vol. in-18 jésus de 442 p. — Prix : 3 fr. 50; *franco* : 4 fr.

**Guide pratique aux eaux minérales, aux balns de mer
et aux stations hivernales. Augmenté d'un traité
d'hydrothérapie. Par le même. 12^e édition, 1 vol. in-18 de
700 pages, cartonné, tranches rouges. — Prix : 10 fr.;
franco-poste : 10 fr. 75**

Médecine pratique universelle, moyen facile de reconnaître de quelles indispositions ou maladies on est atteint ou menacé, et de les traiter tantôt soi-même, tantôt avec le secours des hommes de l'art, par la médecine ordinaire, le système Raspail, la méthode homœopathique et la vertu des plantes. — 1 vol. in-12 de 160 pages. — Prix, *franco* : » 80

La Franc-Maçonnerie, révélations d'un Rose-Croix. 8^e édition, in-8. — Prix, *franco* : 1 fr.

Aujourd'hui et demain. — Les Evénements dévoilés par un ancien ROSE-CROIX. 1 v. in-8. — Prix, *franco* : 1 fr. 50

LA FRANC-MAÇONNERIE

Histoire authentique des Sociétés secrètes

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours
leur rôle politique, religieux et social

Par un ancien ROSE-CROIX

1 beau vol. in-8, titre rouge et noir. — Prix, *franco* : 6 fr.

On désirait une *Histoire authentique de la Franc-Maçonnerie*, dont l'influence, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, est devenue prépondérante dans la marche des événements contemporains, et plus spécialement en France, à cette heure critique.

Pour une histoire de cette sorte, il fallait avant tout un écrivain compétent ; or, personne ne saurait contester l'irrécusable autorité de l'ancien Rose-Croix, dont les prophétiques révélations ont, à plusieurs reprises, produit une véritable sensation.

Cette nouvelle publication, de la plus rigoureuse exactitude, a, par certains côtés, tout le charme d'un roman. Elle est aussi intéressante qu'instructive. Les 40.000 lecteurs des *Révélation d'un Rose-Croix* seront bon accueil à cet ouvrage, où ils trouveront, unis à la vraie science, la verve mordante et l'humour qui ont fait de l'ex-dignitaire maçonnique un des auteurs les plus populaires de ce temps.

NOTA. — Le Catalogue complet de la Librairie BLOUD et BARRAL sera adressé à toutes les Personnes qui en feront la demande.

OUVRAGES DU MARQUIS DE SÉGUR

La SEMAINE SAINTE. Exercices et méditations. Souvenirs d'une retraite du P. de Ravignan, recueillis par Mgr de Ségur. 1 joli vol. in-32 Jésus..... 2 »

— La même, reliure toile, tranche rouge..... 2 60

La retraite prêchée par le Père de Ravignan en 1813 mérite une attention spéciale par l'impression profonde qu'elle causa à ceux qui la suivirent. Nous étions de ceux-là, et nous n'oublierons jamais notre émotion en écoutant, en regardant prêcher le Père de Ravignan.

Dans les souvenirs écrits par Gaston de Ségur, au sortir de ces saintes soirées, il ne faut pas chercher la reproduction matérielle des discours du Père de Ravignan. Ce sont des résumés, mais des résumés vivants où les élans de zèle et de charité, les phrases commencées, les apostrophes brûlantes, les répétitions, les incorrections même sont reproduits avec une vérité, avec une couleur vraiment saisissantes. Ce n'est pas l'œuvre du Père de Ravignan; et pourtant, dans ces pages incomplètes, dans ces souvenirs jetés sans art et sans prétention sur le papier, c'est bien le Père de Ravignan que l'on trouve tout entier.

Ce n'est pas une sténographie, mais c'est une photographie de l'apôtre, c'est son portrait frappant et vivant.

Il nous a paru que ce portrait d'un saint religieux fait par un jeune homme dans lequel brûlait déjà le zèle apostolique, que cette œuvre mixte où se trouvaient rapprochées et comme confondues les deux grandes âmes du Père de Ravignan et de Monseigneur de Ségur, étaient dignes d'être offertes à la méditation des fidèles, et que cette Retraite, encadrée dans quelques-unes des prières de la semaine sainte, comme le *Stabat Mater* et le *Miserere*, serait un excellent exercice de piété, une préparation efficace et salutaire à la grande solennité pascalle. (Le Marquis de Ségur.)

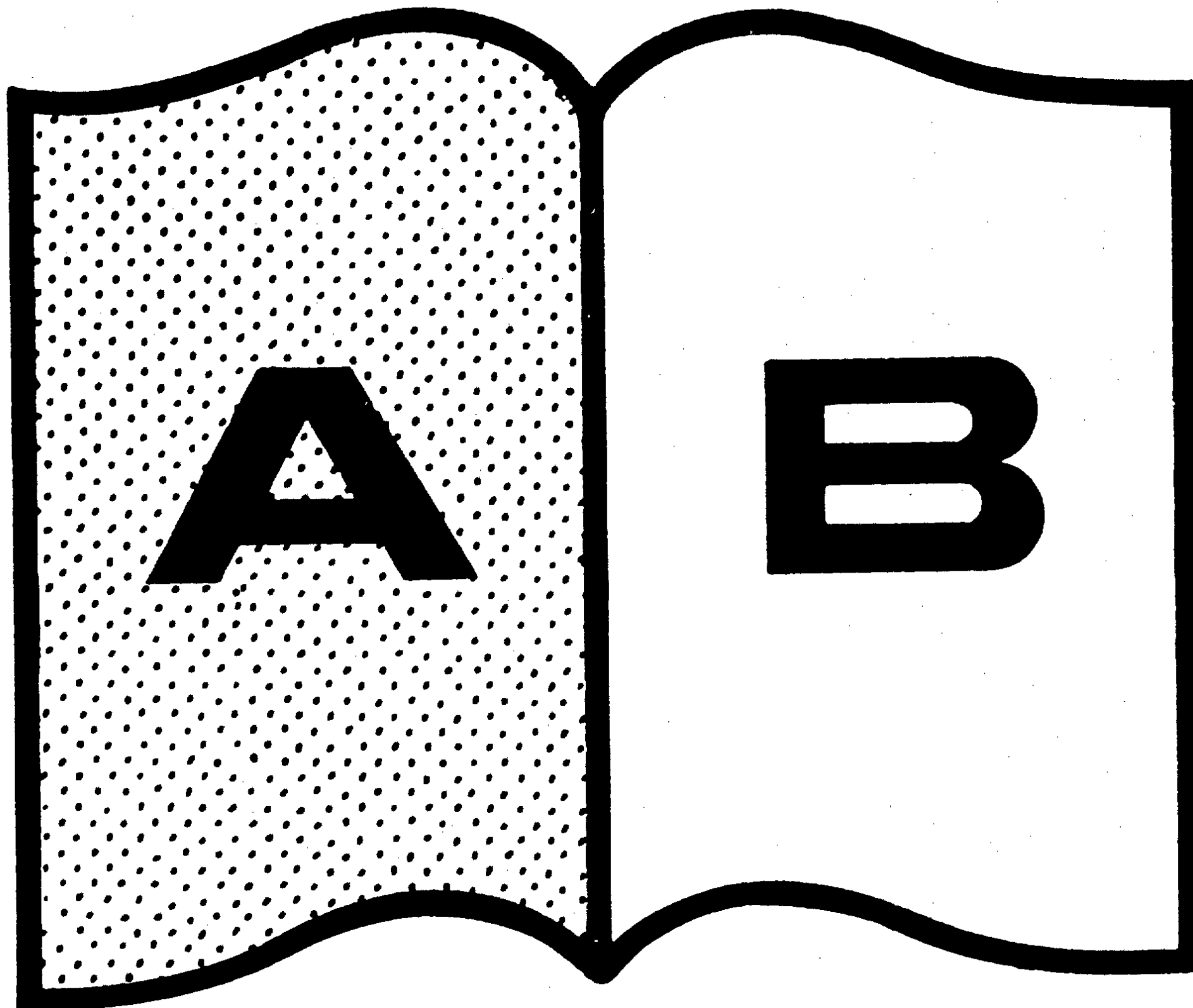
Monseigneur de Ségur, souvenirs et récits d'un frère. Septième édition. 2 beaux vol. in-8 raisin, imprimés par Dascaris et de Baotwan; caractères elzévirien, têtes de chapitres, culs-de-lampe, lettrines, encadrement rouge, titre et couverture rouge et noir, papier teinté, deux photogravures de Goupil, représentant l'une Mgr de Ségur en 1860, l'autre un grand dessin fait par Mgr de Ségur en 1847. — Prix, broché. 13 »

Relié dos et coins maroquin du Levant poli, plats papier, tranche dorée, ou tranche supérieure seule dorée. 25 »

Monseigneur de Ségur, souvenirs et récits d'un frère. 2 vol. in-18 Jésus. 6 »

- Lettres de Mgr de Ségur.** 2 vol. in-18 raisin. 7 •
- VIE DE M. L'ABBÉ BERNARD**, vicaire général de Cambrai. 1 fort vol. in-18 jésus, orné d'un portrait. 3 •
- Un hiver à Rome**, portraits et souvenirs. 1 vol. in-18 jésus. 3 50
- Vie du comte Rostopchine**, gouverneur de Moscou en 1812. 1 vol. in-18 jésus. 3 50
- Sainte Cécile**, poème tragique. 1 vol. in-18 raisin. 2 •
- Témoignages et souvenirs.** 1 vol. in-18 jésus. 2 50
- La caserne et le presbytère.** 1 vol. in-18. Net. • 60
- Les derniers jours d'un soldat condamné à mort**, augmentés de **Un baptême sur l'échafaud**, etc. in-18. Net. • 25
- Un épisode de la Terreur.** Barthélemy B. de la Roche. 1 vol. in-18 jésus. 1 25
- Le même ouvrage.** 1 vol. in-18. Net. • 50
- Hélion de Villeneuve-Trans.** 1 vol. in-18 jésus. 1 25
- Les Martyrs de Castiglardo.** 1 vol. in-18 raisin. 1 25
- Les Mémoires d'un trouper.** 1 vol. in-18. Net. • 60
- Quelques mots sur la législation en matière de donations et legs charitables.** in-18. Net. • 20
- Une victime de la constitution civile du clergé.** Noël Pinot, curé de Louroux-Beconnais (1747-1794). 1 volume in-18 jésus. 1 •
- Vie et mort d'un sergent de zouaves** (Hélion de Villeneuve-Trans). 1 vol. in-18. Net. • 40
- Fables complètes.** 1 vol. in-18 jésus. 2 50
- Vie de Madame Molé**, fondatrice de l'institut des Sœurs de la Charité de Saint-Louis (1763-1825). 1 vol. in-18 jésus. 3 50

NOTA. — Le Catalogue complet de la Librairie BRAY et RETAUX sera adressé à toutes les Personnes qui en feront la demande.



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14